

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'EXPLOITATION
DES
MINES PAR L'ÉTAT
DANS LE ROYAUME DE PRUSSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 22 Mars 1912, à 3 heures

PAR

O. HENRY-GRÉARD

INGÉNIEUR AU CORPS DES MINES

Président : M. BERTHÉLEMY.

*Suffragants : { MM. CAPITANT, professeur.
CARPENTIER, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'EXPLOITATION
DES
MINES PAR L'ÉTAT
DANS LE ROYAUME DE PRUSSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 22 Mars 1912, à 3 heures

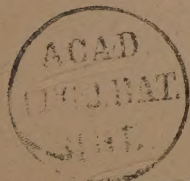
PAR

O. HENRY-GRÉARD

INGÉNIEUR AU CORPS DES MINES

Président : M. BERTHÉLEMY.

Suffragants : { MM. CAPITANT, professeur.
CARPENTIER, agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

BIBLIOGRAPHIE

G. SCHMOLLER. — Histoire des entreprises (chap. VIII, IX et X), 1891.

WESTHOFF SCHLÜTER. — Histoire du droit allemand, 1909.

LAHMEYER. — L'exploitation des mines par les corporations dans l'Oberharz (*Zeitschrift für Bergrecht*, 1880).

FECHNER. — Histoire des mines et usines de Silésie de 1741 à 1806, 1901.

CRAMER. — Contribution à l'histoire des mines dans la province de Brandebourg, 1882.

KURT KAMLAH. — La question de l'ambre, 1898.

WESTPHAL. — Histoire du syndicat de la potasse, 1902.

RUDOLF HEIMANN. — Les dernières transformations du syndicat de la potasse, 1906.

L'exploitation de la potasse en Allemagne (publication de l'*Office royal géologique*, 1907).

Les exploitations houillères de l'Etat prussien aux environs de Sarrebrück (monographie détaillée du bassin publiée par l'administration fiscale prussienne, 1904).

Histoire de l'industrie houillère dans le bassin rhénouestphalien (publiée par le Verein d'Essen, 1902-1908).

Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich (recueil de G. Schmoller).

Jahrbuch für Nationalökonomie und Statistik von Hildebrand.
Zeitschrift für Bergrecht.

Zeitschrift für das Berg, Hütten und Salinenwesen im Preussischen Staate.

Glück auf.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES. -- Comptes rendus sténographiques
des séances du Landtag Prussien et du Reichstag allemand.

Rapports et comptes rendus budgétaires.

Enquête de la commission parlementaire sur la situation
des mines fiscales, 1911.

AGUILLON. -- Législation des mines.

FUSTER. -- Le syndicat des houilles d'Essen, 1911.

WEISS. -- L'exploitation des mines par l'Etat, 1900.

COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES. -- Circulaires.

CHAPITRE PREMIER

CONSISTANCE DU DOMAINE MINIER DE L'ÉTAT PRUSSIE.

USINES MÉTALLURGIQUES.

L'État prussien extrait les substances les plus diverses. Sur les 39 mines qui lui appartiennent, 22 renferment la houille, 5 le lignite, 2 les minerais de fer, 5 les minerais de plomb, de zinc et d'argent, 5 le sel gemme et les sels de potasse. Il faut ajouter à cette liste une carrière de pierre de taille, cinq salines, une exploitation d'ambre et quatre établissements de bains annexés à des sources thermales. Le terme de mine est d'ailleurs assez large ; il répond à une division administrative et peut s'appliquer soit à un siège, soit à un groupe de puits réunis sous une même direction.

Le tableau suivant indique l'importance relative de ces divers produits pour le dernier exercice budgétaire dont les statistiques aient paru (1).

(1) 1^{er} avril 1909 au 31 mars 1910.

Substance extraite	Nombre d'exploitations	Production (Tonnes)	Nombre d'ouvriers occupés	Valeur brute (Marks)
Houille.....	22	19.708.974	88.751	224.902.290
Lignite.....	5	340.260	470	1.084.620
Minerai de fer..	2	73.900	565	815 703
— plomb,				
zinc, cuivre,				
argent.	5	119.802	3.304	12.017.889
Sels de potasse.	5	585.785	1.772	7.555.340
Calcaire.....	3	»	1 124	2.829.411
Salines	5	122.937	803	3.444.264
Âmbre	1	391	1.043	2.137.778
	48	20.952.049	97.802	254.787.595

On voit qu'en tonnage et en valeur, la houille est de beaucoup la richesse prépondérante du domaine minier de l'État prussien.

Ce domaine s'étend sur des pays très différents.

On sait que la production de houille de l'Empire allemand provient essentiellement, en proportions très inégales d'ailleurs, des trois bassins de Westphalie, de la Haute-Silésie et de la Sarre. La part de l'État prussien est de 2,6 0/0 dans le premier, de 17,4 0/0 dans le second, elle atteint 98,7 0/0 dans la Sarre. Elle est nulle enfin dans les bassins moins importants de Basse-Silésie et d'Aix-la-Chapelle.

Les mines de lignite que possède le fisc, sont en Prusse Saxonne; il n'en a pas dans le bassin rhénan qui prend aujourd'hui rapidement la première place.

Les minerais de fer sont exploités dans le Nassau ; ceux de plomb en Silésie, ceux de zinc, argent, cuivre et métaux connexes dans le Harz. Les gisements de potasse bordent, au nord et au sud du Harz, les cuvettes géologiques de Magdebourg et de Thuringe. Le calcaire est extrait des carrières de Rüdersdorf dans le Brandebourg, à quelques lieues de Berlin, l'ambre des rivages de la Baltique en Prusse orientale. Les salines avoisinent les mines de potasse : en outre quelques exploitations sont disséminées en Silésie, Westphalie et Prusse rhénane.

Ces indications sommaires montrent la variété des territoires entre lesquels se répartissent les mines de l'État prussien. Il serait sans grand intérêt d'en donner la nomenclature complète.

Le tableau suivant indique seulement par catégorie de produits le groupement géographique des principales.

Substance extraite	Bassin ou Province	Nombre de Mines	Centres principaux d'exploitation	Production en 1909-1910 (Tonnes)
Houille.....	Haute-Silésie	4	Zabrze	6.025.141
	Sarre	12	Sarrebrück	10.940.307
	Westphalie	4	Gladbeck, Buer, etc...	2.065.755
	Hanovre	1	Deister	487.086
	Schaumbourg-Lippe	1	Obernkirchen	190.685
Lignite.....	Prusse-Saxonne	4	Eggersdorf, Lohrburg etc.	331.528
Minerai de fer..	Nassau	1	Dillenburg	72.721
Minerais de plomb, zinc, cuivre, argent, etc.	Silésie	1	Tarnowitz	47.418
	Oberharz	3	Clausthal	36.287
	Unterharz	1	Rammelsberg	36.097
	Bassin de Magdebourg-Halberstadt	2	Stassfurt, Bleicherode	320.552
Sel de potasse.	Hanovre	1	Vienenburg	150.703
Calcaire	Brandebourg	1	Rüdersdorf	597.648 ^{ms}
Eaux salines...	Bassin de Stassfurt	3	Schönebeck, Dürrenberg	91.776
	Silésie	1	Hohensalza	29.170
Ambre.....	Prusse	1	Königsberg	391
	Orientale			

Dans un petit nombre de ces mines, l'État prussien n'est pas seul propriétaire; il partage ses droits avec d'autres états. Ainsi il ne possède que la moitié de la houillère d'Obernkirchen, les 4/7 du gisement de cuivre du Rammelsberg; la principauté de Schaumbourg-Lippe et le duché de Brunswick détiennent le reste. Il est inté-

ressé pour 126 parts sur 1 000 à l'exploitation de la mine de potasse Asse, en même temps que les duchés d'Anhalt et de Brunswick ; enfin le 1/6 de la carrière de Rüdersdorf appartient à la ville de Berlin (1).

Ces associations, qui ont conservé la forme de communautés indivises, résultent d'un démembrement des droits régaliens dans la formation territoriale de l'Empire allemand, dont nous indiquerons plus loin quelques exemples. D'ailleurs la conduite de ces mines est généralement confiée au fisc prussien ; à moins que, comme au Rammelsberg, elle ne revienne, par une combinaison assez étrange, alternativement chaque année au personnel entièrement distinct des deux pays participants.

Usines métallurgiques. — L'activité industrielle de l'Etat prussien ne se limite pas à l'exploitation des mines ; elle s'étend à la métallurgie du fer, du cuivre, du plomb et de l'argent dans des établissements dont l'importance n'égale pas le nombre. Ils sont situés en Silésie et dans le Harz.

En Silésie la conquête prussienne et le règne réformateur de Frédéric II et son successeur ont fait surgir, dans la seconde moitié du siècle dernier, à Malapane, Kreuzburgerhütte, à Gleiwitz, Königshütte, à Friedrichshütte, ailleurs encore, des hauts-fourneaux et des bas-foyers destinés à fournir le pays de fer, de plomb et d'argent, servir d'encouragement et de modèle à l'industrie privée et restreindre le gaspillage des forêts domaniales quand, vers 1790, le bois put être remplacé par le

(1) Les chiffres afférents à ces mines en participation sont réduits sur les statistiques officielles que nous citons, dans la mesure des droits du fisc prussien. Par exemple, la production de la houillère d'Obernkirchen ne figure que pour moitié, celle du Rammelsberg pour 4/7, etc...

coke de houille. Ces efforts d'une politique appliquée à développer par tous les moyens la richesse nationale furent le plus souvent peu heureux. Trois usines seulement survivent aujourd'hui ; celle de Friedrichshütte près de Tarnowitz occupe 601 ouvriers, traite les minerais provenant des fosses voisines appartenant au fisc ou affermées par lui et a vendu en 1909 26.363 tonnes de plomb et 7.566 kilogs d'argent. Les fonderies et forges de Gleiwitz et de Malapane n'ont plus qu'une valeur médiocre ; elles se sont spécialisées dans la fabrication de certains produits finis de fer et d'acier ; il est sorti, en 1909, 15.933 tonnes de marchandises diverses de Gleiwitz où le personnel atteint 1.185 ouvriers.

Dans le Harz les trois usines de fer sont moindres encore ; ce ne sont que des fonderies locales où l'on brûle du charbon de bois, vestiges des anciens fours seigneuriaux ; 441 ouvriers y travaillent ; le tonnage de fonte a été en 1909 de 2.120 tonnes. Parmi les quatre usines de plomb et d'argent, celles de Clausthal et Lautenthal sont annexées aux mines fiscales de la région, celles de Altenau et Andreasberg reçoivent des minerais étrangers. La production totale a été en 1909 de 10.496 tonnes de plomb, 322 tonnes de cuivre et 42.983 kilos d'argent. Enfin l'usine d'Oker, près de Goslar, qui transforme les blendes du Rammelsberg, appartient, comme la mine, pour 4/7 à l'Etat prussien, pour 3/7 au duché de Brunswick ; elle a livré dans le dernier exercice au compte de la Prusse, 3.370 tonnes de plomb, 5.765 kilos d'argent et 51,6 kilos d'or.

Le tableau ci-dessous résume, pour les dix dernières années, les résultats obtenus dans l'ensemble de ces exploitations :

	1900	1901	1902	1903	1914	1915	1903	1907	1908	1909
I. Usines à fer.										
Personnel	3.714	3.843	3.777	3.789	3.754	3.715	3.751	2.121	2.217	2.132
Production (en tonnes)	44.024	42.977	41.528	43.919	42.469	34.100	32.588	52.491	33.417	25.779
Valeur (en marks)...	6.586.020	5.597.146	5.090.356	5.494.026	5.324.012	5.490.030	6.550.074	8.983.038	7.259.234	6.204.268
II. Usines de métaux divers.										
Personnel	1.840	1.849	1.898	1.954	1.935	1.924	1.954	1.780	1.761	1.772
Production { Or (en kilogs) Argent (kilogs) Plomb, cuivre, zinc, etc. (en tonnes).....	95	124	106	104	97	70	90	84	72	54.8
	52.423	43.528	48.749	49.619	54.512	46.760	51.459	45.972	57.492	56.325
	52.395	54.212	61.347	74.573	65.926	69.844	60.932	61.580	60.371	63.606
Valeur (en marks)...	18.306.305	14.245.341	14.486.277	18.375.431	17.184.932	20.888.649	22.773.398	22.039.488	17.404.745	17.493.492
Valeur totale de la production	24.892.325	19.842.487	29.576.633	23.870.557	22.708.974	26.378.679	29.323.472	31.042.526	24.663.979	23.702.760

Des liens étroits unissent ces usines aux mines ; les ingénieurs qui les dirigent, ont le même recrutement et passent indifféremment des unes aux autres ; elles dépendent, au ministère, de la même direction et leurs comptes figurent au même titre du budget général ; rien ne distingue leur organisation administrative.

Nous n'insisterons pas davantage sur l'industrie métallurgique de l'Etat prussien. Il faut y voir un héritage du passé qui ne laisse pas d'être parfois assez lourd. Les usines à fer surtout sont d'un rendement médiocre ; celles de Silésie ont donné en 1909 un bénéfice net de 1.542 marks pour des dépenses totales de près de 5.000.000 de marks. Les fonderies du Harz ont été la même année en perte de 50.948 marks et ce déficit se répète ou s'aggrave chaque fois que le marché est défavorable. Les autres usines sont plus prospères ; celle de Tarnowitz surtout dotée d'un outillage moderne, heureusement située et dont les revenus n'ont pas dépassé en 1909 47.439 marks, à cause de la baisse du plomb, mais avaient atteint l'année précédente 763.337 marks et 1.732.142 marks en 1907. Quant aux établissements du Harz ce sont, à vrai dire, des dépendances très anciennes des exploitations voisines dont elles transforment les minerais. Il faut d'ailleurs observer que la vente des mattes et lingots ne leur appartient pas ; elle est réservée à la mine. L'usine reçoit une indemnité forfaitaire pour les frais de traitement et son produit net échappe ainsi dans la comptabilité budgétaire aux fluctuations du cours des métaux (1).

(1) Font exception l'usine d'Oker dont le Brunswick possède une partie et celles d'Altenau et d'Andreasberg qui achètent des minerais étrangers.

Dans ces conditions le chiffre global du produit net inscrit au compte des usines (déficit de 31.368 marks en 1909) n'a pas grande signification. Il montre malgré tout combien, Tarnowitz mis à part, l'ensemble des résultats obtenus est médiocre. La dispersion de ces usines, leur équipement souvent ancien, l'importance minime d'un grand nombre d'entre elles ne répondent plus au développement actuel de la métallurgie qui exige la concentration de la production et le renouvellement incessant de l'outillage. Aussi bien l'Etat prussien cherche-t-il moins à accroître qu'à restreindre ce domaine. Bien que le plomb seul soit élaboré avec l'argent dans le Harz, que les minerais de zinc doivent être vendus, qu'une usine à zinc serait par suite un complément naturel de ces établissements, on ne songe pas à les agrandir. Chaque année au contraire, dans les discussions du Landtag, des critiques assez vives combattent quelques exploitations où le déficit est permanent. La crainte de réduire, par leur fermeture, à une misère complète des populations généralement déshéritées qui n'ont pas d'autres ressources, a seule jusqu'ici prolongé leur coûteuse existence. Toutefois le gouvernement a décidé d'abandonner cette année l'usine d'Andreasberg que l'épuisement de la mine fiscale contiguë réduit à faire venir à grands frais par la route des minerais étrangers. La petite fonderie de Rothe Hütte, qui occupait 200 ouvriers, vient d'être mise en vente, d'autres suppressions sont à l'étude ou même admises en principe (1).

L'Etat prussien n'a pas davantage, malgré l'extension de ses mines de houille, l'intention de suivre l'exemple

(1) Landtag, C. Rendus Sténographiques, 1^{er} mars 1910.

des grandes sociétés houillères qui de plus en plus aujourd'hui prennent un caractère mixte et annexent à leurs fosses des hauts-fourneaux, des aciéries et même la fabrication des produits finis. Dans les discussions qui ont précédé la réforme minière du 18 juin 1907, le Directeur des mines et usines fiscales reconnaissait lui-même que pour la métallurgie il est impossible à l'Etat de rivaliser avec l'industrie privée. L'importance des dépenses de premier établissement, l'amortissement rapide des installations bouleversées à chaque progrès nouveau demandent, — beaucoup plus que dans les mines où la part de l'outillage est moindre, — une abondance de capitaux disponibles et une rapidité d'exécution auxquelles conviennent mal les cadres rigides de la comptabilité budgétaire. Il est intéressant de noter ces observations, mais inutile de s'appesantir sur une expérience qui, par ses origines lointaines, son avenir restreint et sa portée limitée, ne comporte pas en définitive grand enseignement.

CHAPITRE II

LES ORIGINES DU DOMAINE MINIER DE L'ETAT PRUSSIE

La formation du domaine minier de l'Etat prussien est si étroitement liée au développement du droit minier allemand qu'il est indispensable de rappeler brièvement cette évolution. Le nombre des possessions fiscales, leurs origines aussi diverses que complexes, ne permettent d'ailleurs pas de consacrer à chacune d'elles séparément une étude approfondie. Ces monographies, pour être exactes et complètes, devraient s'appuyer dans chaque pays sur l'histoire des institutions féodales et sur le dépouillement de chartes et privilèges qui n'ont qu'un intérêt d'érudition. Il suffira d'indiquer principalement, et à titre d'exemple, comment se sont constituées les mines fiscales du Harz, de la Silésie et de la Sarre ; ce sont de beaucoup les plus importantes.

Nous examinerons ensuite les réformes récentes de la législation minière prussienne, les efforts faits par l'Etat pour fonder et agrandir ses propriétés en Westphalie et le rôle particulier qu'il joue en Allemagne dans l'exploitation des gisements de potasse.

I

Deux principes se sont de bonne heure affirmés et opposés dans le droit minier allemand ; on les désigne généralement sous les noms de « Bergregal » et « Bergbaufreiheit ». L'accord n'est pas bien établi, même aujourd'hui, entre les juristes sur la définition et la portée exacte de ces deux termes, Sans entrer dans le détail de discussions souvent subtiles (1), on peut admettre que le Bergregal est le privilège réservé au souverain de rechercher, exploiter et utiliser les substances minérales ; la Bergbaufreiheit la faculté laissée à tous, sans exception, d'accéder par l'occupation au droit d'exploitation de la mine. Dès la fin du xiv^e siècle ces deux régimes étaient connus et appliqués, mais on n'a pu établir quel fut le plus ancien : l'ordonnance rendue le 11 mars 1185 par l'évêque Albert de Trent, le premier acte authentique connu, était un contrat passé avec la corporation des argentiers pour l'exploitation du Calenberg : « la montagne, y est-il dit, doit appartenir à tous riches et pauvres ». Mais déjà en 970 le plomb, l'argent et le cuivre étaient exploités en régie, semble-t-il, dans le district de

(1) Une des questions les plus discutées est de savoir si le Bergregal est un droit réel de propriété de la mine ou un droit incorporel d'exploitation.

Parfois aussi on déforme en l'atténuant le sens de ces deux principes : la Bergbaufreiheit, considérée simplement comme la séparation du fonds et du tréfonds, est opposée au régime de l'accession. Au Bergregal est rattaché toute intervention de l'Etat, en vertu de sa souveraineté, pour percevoir une redevance, réglementer les droits des tiers et la conduite technique de la mine. (Cf. Westhoff Schlüter, *Histoire du droit allemand*, Zeitschrift für Bergrecht, 1909).

Goslar (1). Une ordonnance du roi Konrad II confirmait, en 1028, à l'archevêque de Bâle la propriété des mines d'argent qui étaient encore citées avec les salines, en 1158, parmi les biens de la couronne dans l'ordonnance rendue par l'empereur Frédéric Barberousse sur les champs roncaliens.

Certains auteurs ont rattaché le droit minier allemand à l'influence romaine. Pour eux le Bergregal a dominé à l'origine et dérive des privilèges que l'empereur possédait sur les mines provinciales et dont il tirait d'importants revenus par ventes ou afferriages. Mais à cette thèse on a opposé, non sans raison, que les premières coutumes allemandes étaient certainement antérieures à la pénétration romaine et surtout qu'à Rome le régime légal des mines avait toujours reposé sur la réunion du sol et du sous-sol, sur l'accession. Les exceptions apparentes à ce principe s'expliquent par le droit de propriété que les citoyens romains, plus tard l'empereur s'étaient réservé sur le tréfonds, comme sur le fonds des provinces conquises, en ne laissant que la possession aux habitants exclus des bénéfices du droit quiritaire.

Il n'y eut sans doute pas au début entre le Bergregal et la Bergbaufreiheit l'opposition voulue aujourd'hui par la doctrine. Il faut imaginer ce qu'était cette industrie naissante. La houille était inconnue. C'est au xvi^e siècle seulement qu'on commença à l'extraire, et c'est au xviii^e qu'on en découvrit la valeur. Les recherches portaient sur les minerais d'or et d'argent, métaux définis « nobles » et plus tard sur les gisements de fer, zinc, étain, plomb, cuivre, mercure, métaux « inférieurs ». L'outil-

(1) Schmoller. *Jahrbuch*, 1893, p. 331.

lage était des plus grossiers ; l'exploitation, desservie par un treuil, descendait des affleurements le long du filon ; à partir du XIII^e siècle, on apprit en Bohême à percer des travers-bancs ; mais ces travaux coûtaient très cher, duraient longtemps et échouaient souvent. Les galeries s'ouvraient à flanc de coteau, dans des régions incultes ou au milieu des forêts dont les terres appartenaient généralement au seigneur. Il serait étonnant que celui-ci eût résisté à l'attrait des bénéfices procurés par l'extraction des métaux précieux ; et dès l'origine il dut revendiquer parmi ses privilèges le droit de disposer des produits de la mine. Les anciennes ordonnances rappelées plus haut témoignent de cette mainmise et d'ailleurs longtemps même sous le régime de la Bergbaufreiheit les usines métallurgiques où étaient traités les minerais d'argent, restèrent en régie ou affermées sous la dépendance immédiate du souverain. Bientôt le démembrement féodal, dont les effets furent si profonds en Allemagne, s'étendit à ces droits régaliens ; à titre de fiefs ou pour battre monnaie, des parts dans la mine furent accordées aux seigneurs du lieu, aux couvents, aux villes. Ces aliénations, totales ou partielles, auraient dû, par une surveillance plus directe, faciliter le développement de l'exploitation, mais la main-d'œuvre restait difficile à recruter. Pour attirer ou retenir dans les pays qui s'ouvraient, comme la Saxe et la Bohême, les ouvriers déjà expérimentés du Harz ou de Franconie des franchises furent instituées en leur faveur : liberté de couper du bois dans les forêts domaniales, exemption des droits de marché et des taxes de toute sorte qui entravaient à cette époque la vie locale, tribunaux spéciaux, enfin bénéfices prélevés sur les produits extraits. Ainsi naquirent

ces corporations (Gewerkschaft) dont les membres (Gewerke), en nombre limité d'abord à 8, 16 ou 32, travaillaient tous à la mine et se payaient eux-mêmes en minerais qu'ils vendaient directement ou faisaient fondre à leur compte par l'usine voisine. Leurs progrès furent rapides ; paralysés par les guerres du moyen âge, incapables d'assumer la conduite technique des travaux, le seigneur ou ceux qu'il avait investis, finirent par réduire peu à peu leurs prérogatives à la perception d'un impôt dont le taux très variable pouvait atteindre le tiers du produit brut ; un employé qu'ils appointaient, en assurait sur place le recouvrement. Devenues autonomes et maîtresses de la mine, les corporations revendiquèrent les mêmes droits quand elles étendirent leur exploitation en dehors des biens domaniaux. Les prétentions qu'aurait pu opposer le propriétaire foncier furent vite éliminées, les dommages causés à la surface étaient alors insignifiants et les liens féodaux rattachaient étroitement toute terre au suzerain dont l'intérêt était d'augmenter ses revenus par de nouvelles redevances. Il dut aider ces extensions et la Bergbaufreiheit sortit du développement des premières franchises.

Cette filiation, à défaut de textes précis, ne doit pas être donnée comme certaine ; mais elle est vraisemblable et rend bien compte de la double influence qui agit dès l'origine sur le droit minier germanique et déterminera son évolution (1). La Berghaufreiheit n'a pas étouffé le le Bergregal, ni inversement. Les deux principes coexistent, se pénètrent et s'atténuent par suite dans leurs

(1) Elle est soutenue par Schmoller (Jahrbuch, 1891. *Histoire des entreprises*) et admise par Westhoff-Schlüter, *op. cit.*

effets. La mine est attribuée à l'inventeur par les ordonnances qui fixent les coutumes locales, mais la liberté d'exploitation est loin d'être complète. Des cadres étroits sont imposés à l'organisation de l'entreprise ; la déchéance sanctionne les suspensions de travail de plus de quinze jours ; et la rentrée de l'impôt, seul motif de ces restrictions, est assurée par une ingérence permanente du seigneur ou de son représentant.

D'un autre côté le droit régalien subsiste en titre ; par la Bulle d'Or du 9 janvier 1356 l'empereur Charles IV le reconnaît aux princes électeurs et au roi de Bohême dans toutes les mines présentes ou à venir et les ordonnances des Habsbourg le leur confirment au ^{xvi}^e siècle (1). Mais ce privilège est complexe : il est limité par l'obligation de respecter les droits de l'inventeur ; c'est au seigneur qu'il appartient de les consacrer et de les définir par le tracé des concessions dans les pays où la *Berghaufreihheit* a pris racine. Il y est obligé, quel que soit l'origine de ce régime, qu'il résulte des coutumes antérieures à sa domination ou d'un abandon volontaire de ses prérogatives, dont la redevance est le prix. Mais ses attributions ne s'arrêtent pas à ce contrôle administratif et financier ; et sa souveraineté réapparaît dans les actes par lesquels sans procédure préalable il ferme aux recherches et à l'exploitation privée un district, une ré-

(1) Ferdinand 1^{er} remet « gracieusement » en 1534 aux princes de Bohême tous droits sur l'étain, le zinc, le fer, le plomb, le mercure. Maximilien en 1575 confirme cet abandon en ajoutant l'alun, le soufre et la pyrite. Une ordonnance de 1556 réserve la houille alors sans importance. Pour l'or et l'argent l'impôt est partagé par moitié ; mais l'empereur se réserve le droit de préemption des minerais au prix fixé par lui.

gion entière encore vierge, soit pour constituer ou agrandir par ces réserves son domaine propre (*feldesreservat*) soit pour doter des vassaux qu'il favorise (*special verleihung*). La jurisprudence moderne a confirmé la légalité de ces conséquences du *Bergregal*.

Il serait sans intérêt pour notre objet de poursuivre cette analyse, mais il était nécessaire d'en indiquer les éléments. Dans sa formation, si confuse à tant d'égards, le droit minier allemand porte tous les germes de son développement à venir. Le libéralisme de la loi de 1863 est contenu dans les premières ordonnances qui donnaient la mine en prime à la découverte du gisement. Mais en même temps les contraintes imposées à la jouissance de cette propriété, l'exercice parallèle des attributs d'un pouvoir absolu qui n'a pas entièrement abdiqué, font pressentir la mise en tutelle de l'industrie privée à partir du XVIII^e siècle comme le réveil des doctrines étatistes dans les dernières réformes de la législation prussienne.

Au XIII^e siècle les mines d'argent furent très florissantes. C'est de cette époque que date la première rédaction des coutumes. L'ordonnance promulguée dès 1208 par l'évêque Frédéric de Trient, les codes d'Iglau en Bohême, de Freyberg en Saxe, de Schemnitz en Hongrie, les chartes octroyées aux corporations de Goslar dans le Harz témoignent à la fois de la dispersion et de l'activité de ces anciennes exploitations. D'inspiration commune ces statuts ne diffèrent que par des dispositions de détail. Le plus important est le code d'Iglau ; la précision de ses textes successifs, dont le plus ancien est de 1249, l'autorité acquise et longtemps maintenue par le Tribunal suprême chargé de le commenter et l'appliquer, firent

rayonner son influence dans toute l'Allemagne du Centre et du Sud.

Les coutumes du XIII^e siècle sont très nettes sur le principe de la Berghaufreiheit : « les recherches sont ouvertes à tous, dit explicitement l'ordonnance de Freyberg ». L'explorateur qui par puits ou travers banc a reconnu un gisement, dépose une demande (mutung) et, s'il n'est pas éliminé par un inventeur plus ancien, il obtient la concession. Elle lui est délivrée par l'autorité minière qui représente le titulaire des droits régaliens, seigneur, couvent ou commune : en surface elle s'étend sur 100 mètres carrés environ ; en profondeur elle est illimitée suivant le filon.

La mine appartient en règle générale à des associations (Gewerkschaft) dont la forme est imposée par les plus anciennes ordonnances. Elles semblent dériver en droite ligne des corporations auxquelles furent accordées les premières franchises (1). De profondes modifications avaient transformé le caractère de ces groupements qui réunissaient au début un petit nombre d'ouvriers se payant eux-mêmes sur les produits de la mine où ils travaillaient tous. L'institution était fragile. Dans la prospérité des litiges s'élevaient entre les héritiers de chaque membre pour le partage de ses droits. Parfois au contraire les jours sombres étaient venus. Les affleurements épuisés, le minerai était plus rare ou d'accès difficile. Enrichis ou découragés, les compagnons successivement désertèrent la mine ; ils s'y firent remplacer par des tâcherons qu'ils payaient eux-mêmes en monnaie chaque semaine. Puis quelques-uns conservèrent leurs

(1) V. p. 15 et Schmoller, *op. cit.*

droits, les autres les vendirent à des marchands, à des propriétaires fonciers ou même à la commune. Au terme de cette évolution, vers la fin du xiv^e siècle, la Gewerkschaft n'a plus rien d'une coopérative ouvrière de production, c'est une association de capitaux intéressés aux bénéfices comme aux risques d'une entreprise où la main-d'œuvre reçoit un salaire fixe. Et pourtant cette association porte encore la marque de son origine : les Gewerke sont co-propriétaires, chacun d'eux possède un nombre variable de parts. (Kuxe) dont le nombre détermine ses droits et ses obligations. Dans le code d'Iglau le produit brut est distribué en nature, sous forme de minerai : toute dépense, même normale et périodique comme la paie, est couverte par un appel de fonds. Le seigneur exerce sur l'exactitude de ces contributions une surveillance attentive et sévère ; car il importe à ses finances que l'exploitation soit active et ininterrompue ; d'où surtout les sanctions qui frappent de déchéance la mine arrêtée pendant six semaines ou la part de l'associé retardataire dans le versement des sommes réclamées. En même temps une générosité prudente fixe la valeur des salaires qui doivent être réglés argent comptant : « Les ouvriers pauvres, est-il dit dans le code d'Iglau, seront assez bien payés pour avoir de quoi vivre, de peur que faute du nécessaire ils ne soient forcés de dérober le bien d'autrui ».

Au xiv^e siècle l'industrie minière déclina. Les guerres incessantes s'opposaient à son développement, et les difficultés techniques augmentaient. La richesse de Trient, Iglau, Deutschbrod, Kuttenberg ne fut bientôt plus qu'un souvenir.

L'activité reprit vers 1480 et une ère nouvelle de pros-

périté commença, qui devait durer près d'un siècle. Ce relèvement et la renaissance des études juridiques à cette époque firent bientôt surgir de nombreuses ordonnances dont la plus célèbre est celle dite de Joachimsthal. Rendue en 1518, étroitement apparentée à l'ordonnance saxonne d'Annaberg de 1509, elle fut par des édits successifs confirmée et étendue à toute la Bohême, la Silésie, la Moravie, reproduite dans le Nassau, le Harz, le Palatinat et dans la plus grande part de l'Allemagne du Nord et du Centre ; elle s'y est maintenue jusqu'à l'extension à ces pays de la loi de 1865.

Ce droit de la seconde période est directement issu de celui qui l'a précédé et n'en diffère que par le détail. Mais dans ses précisions nouvelles on sent les progrès de l'ingérence du seigneur. Par suite des difficultés croissantes de l'exploitation, son association à la direction financière et technique de la mine est de plus en plus étroite. Pour atteindre le minerai en profondeur, pour lutter contre l'envahissement des eaux, il fallait un outillage puissant et de longues galeries en terrains stériles. Ces travaux étaient coûteux ; trop souvent sollicités, les propriétaires de la concession membres des *Gewerkschaft* finirent par résister aux appels de fonds. Beaucoup d'entre eux n'habitaient plus le pays et, quand au xvi^e siècle l'avilissement de la monnaie réduisit les prix de vente, il devint malaisé d'obtenir leurs subventions à des entreprises dont ils n'espéraient plus de bénéfices immédiats. Le seigneur dut intervenir : il avait avantage à sauver d'une crise passagère une industrie dont son trésor pouvait encore s'enrichir, ou bien il voulait protéger les intérêts des populations ouvrières. Or, les privilèges dont il jouissait, grevaient lourdement la mine ; c'était en

général le droit au dixième du produit brut, une avance fixe (Quatembergeld), une taxe destinée à l'entretien des autorités minières (Recessgeld) et un droit de préemption sur les minerais d'or et d'argent. Il accorda dans les années de déficit des remises partielles ou totales ; il ajouta même des subventions : tous les produits venant des mines en bénéfice étaient versés à un fond spécial, dont les réserves permettaient de venir en aide aux exploitations moins favorisées ou délaissées par leurs concessionnaires. Ces avances furent nombreuses et importantes : beaucoup ne furent jamais remboursées.

Il est naturel que cette assistance pécuniaire ait eu pour conséquence une participation effective à la conduite de l'exploitation. Le fonctionnaire délégué sur les lieux ne se borna plus, comme auparavant, à un contrôle fiscal et à une visite hebdomadaire des travaux. Il dut admettre et assermenter les ouvriers nouveaux, plus tard même, vers la fin du xvi^e siècle, les embaucher directement. C'est lui qui régla, d'après les ordonnances, le prix de tâche, la durée de travail, les conditions de paiement, il autorisa l'ouverture de chaque filon et vérifia les livres.

Ainsi naquit le régime connu sous le nom de Direktionsprinzip, qui tout en laissant au concessionnaire la propriété de la mine, étouffait son indépendance et son initiative.

Cette tutelle ne disparut pas au xvii^e siècle quand l'activité minière se ralentit : au contraire, elle se resserra dans les débuts de l'hégémonie prussienne. La même raison continuait à l'expliquer : l'énormité des impôts dont l'ensemble atteignait à la fin du xviii^e siècle 20 0/0 du produit brut, obligeait à des transactions continuelles avec le fisc ou grossissait démesurément le prix de re-

vient. Une intervention administrative était d'ailleurs dans l'esprit de la politique économique développée avec une énergie persévérante par Frédéric le Grand pour créer une industrie nationale et s'opposer à la sortie de la monnaie. C'est le temps où l'exploitation de la laine était interdite, où les manufactures naissantes bénéficiaient de primes ou même de monopoles, où le roi achetait en gros les matières premières que les petits fabricants transformaient en produits finis pour les besoins de l'armée. Les tarifs de transport par bateaux, les cours des métaux précieux et du charbon étaient artificiellement réglés de manière qu'aucune mine ne bénéficiât, au détriment des autres, de sa situation géographique. L'ordonnance du duché de Clèves-Mark (1766) d'où devait sortir le droit prussien, spécifiait : « Il est interdit d'ouvrir aucune houillère nouvelle, tant qu'une disette de charbon ne se fera pas sentir. »

Le code minier dont Frédéric II prescrivit en 1780 la rédaction, est pénétré de ce mercantilisme. Il marque l'apogée du Direktionsprinzip. Le fonctionnaire royal est tout-puissant à la mine ; il administre, dirige, arrête, d'après les instructions qu'il reçoit, le montant et la valeur de la production. Chef d'exploitation, employés, surveillants, dépendent de lui et il leur est interdit d'être parent à quelque degré des concessionnaires. Ceux-ci n'ont plus ni influence, ni responsabilité. Généralement éloignés par leurs résidences, dispersés et désunis, dépourvus de l'instruction technique qu'à partir du XVIII^e siècle, les ingénieurs de l'État reçoivent à l'Académie de Freiberg, ils n'interviennent que pour participer aux appels de fonds ou à la distribution des dividendes. Le mécanisme de l'institution des concessions n'a pas changé et

le privilège de l'inventeur subsiste. Mais son droit de propriété peut se heurter au refus arbitraire de laisser ouvrir de nouveaux sièges ou subit, quand il s'exerce, de telles restrictions, qu'il ne reste plus guère de l'ancienne liberté d'exploitation que le nom.

L'industrie allemande se développa jusqu'au milieu du xix^e siècle sous ce régime de dépendance fiscale et de domination bureaucratique. Les progrès rapides de la science, les débouchés qu'ouvrit au commerce de la houille la construction des chemins de fer, firent surgir un grand nombre d'entreprises nouvelles. Elles bénéficiaient de ces inventions, mais pour permettre leur essor, il était nécessaire d'alléger les entraves qui les paralysaient. Les impôts étaient trop lourds, les dépenses d'un outillage de jour en jour plus puissant exigeaient des avances auxquelles l'État n'aurait pu suffire ; au contraire, devenus plus abondants et surtout plus mobiles, les capitaux privés se portaient vers les affaires de mines. Les écoles multipliées développaient les connaissances techniques. Enfin le mouvement libéral, dont l'Angleterre avait pris la tête, pénétrait chaque jour davantage la doctrine et la politique économique des pays continen-
taux.

A cette double évolution des idées et de l'industrie, il fallait adapter une législation nouvelle. Elle était d'autant plus nécessaire qu'une confusion extrême obscurcissait le régime juridique auquel les mines étaient soumises. Appliqué le 1^{er} juin 1794, le Code minier de Frédéric II n'avait pas une portée générale. Ainsi les trois ordonnances qui l'avaient précédé au xviii^e siècle en Silésie, dans les duchés de Clève-Mark et de Magdebourg, n'étaient pas abrogées et restaient en vigueur ; mais, à titre « sub-

sidiaire », le droit prussien était invoqué pour combler leurs lacunes. Ailleurs, dans le cercle étroit de principautés ou de seigneuries, autrefois autonomes, les ordonnances locales qui avaient suivi au ^{xvi}^e siècle celles de Joachimsthal ou de Freyberg, subsistaient intégralement. Il y avait enfin des contrées, même en Prusse, comme la Poméranie, où aucun texte n'était directement applicable, et où il fallait se référer, le cas échéant, au droit minier commun (*gemeines deutsches Bergrecht*) ensemble de principes et de règles non écrites dans lesquelles la doctrine avait résumé l'essentiel des anciennes coutumes. Les conquêtes de Napoléon accrurent encore cette diversité. La loi française sur les mines du 21 avril 1810 fut introduite dans les pays de la rive gauche du Rhin et y demeura à la fin de l'occupation ; le Code civil, étendu jusqu'aux pays de la rive droite, s'y combinait mal avec les multiples ordonnances qui y avaient été conservées. Bref, vers 1820, dans les pays relevant de la législation prussienne, on ne comptait pas moins de cinquante droits miniers différents.

Il fallut près de quarante années pour établir l'unité. Les premiers travaux de révision commencèrent en 1826 et une série de réformes législatives partielles préparèrent le terrain. La redevance sur le produit brut fut successivement abaissée à 10 0/0 puis 2 0/0 du produit brut. Les attributions des fonctionnaires furent peu à peu réduites ; les exploitants devinrent à nouveau responsables des contrats de travail et de la vente des produits. La loi du 24 juin 1863 acheva de consacrer cette autonomie. Préférence garantie à l'inventeur du gisement dans l'institution de la concession qui est entièrement assimilée à la propriété foncière de droit commun, suppression complète

des privilèges qui permettaient jadis, par apanages ou réserves, de réunir arbitrairement les mines de tout un district au domaine de la couronne ou des princes vassaux, diminution des pouvoirs de l'État qui ne doit plus intervenir que dans les questions de police et de sécurité, liberté de la recherche, liberté de la direction technique, financière et commerciale de l'entreprise sans autres limites que celles marquées par les lois fiscales et sociales, tous ces principes qui se rattachaient aux traditions lointaines de la *Bergbaufreiheit*, étaient développés dans leurs conséquences extrêmes; peu de codes miniers ont témoigné d'une confiance aussi absolue dans le libre jeu des intérêts privés pour assurer la mise en valeur des richesses minérales d'un pays.

II

En 1863, au terme de cette période du droit minier dont nous venons de rappeler les principales étapes, l'État prussien se trouvait déjà maître de la plus grande part de son domaine actuel. Il possédait et exploitait les gisements du Harz, des concessions étendues en Silésie, presque tout le bassin de la Sarre et d'autres mines moins importantes. Nous indiquerons brièvement quelle fut l'origine de ces acquisitions successives.

Harz. — L'histoire des mines du Harz illustre de façon curieuse le rôle joué par les anciennes « *Gewerkschaft* » et montre comment, associé à leur fortune par la part prise dès l'origine à leur activité et par ses subventions, l'État se trouva amené après de longues années à les absorber complètement.

L'extrémité nord-ouest du Harz, où se trouvent les

principaux gisements, a formé de bonne heure deux régions distinctes : le Harz inférieur (Unterharz) avait pour centre la ville de Goslar près du Rammelsberg, que la légende a rendu célèbre et dont une exploitation aujourd'hui millénaire n'a pas encore épuisé les minerais de cuivre ; le Harz supérieur (Oberharz) comprenait les sept bourgs miniers de Clausthal, Altenau, Andreasberg, Zellerfeld, Grund, Wildemann et Lautenthal. Les filons qui affleurent à leur voisinage sont surtout riches en plomb argentifère.

C'est au Rammelsberg que durent être attaquées à la fin du x^e siècle les premières recherches ; et il paraît probable que l'Empereur entreprit lui-même les travaux à titre de propriétaire. Il céda ultérieurement la mine par quart à la ville de Goslar, à l'abbaye de Walkenried et à deux autres couvents ; mais il retenait le droit au dixième du produit brut. En 1233, Frédéric II en dota Otton-l'Enfant, duc de Brunswick, petit-fils de Henri le Lion, dont le fief réunissait alors le Harz inférieur et le Harz supérieur où des exploitations s'étaient ouvertes. Albert le Grand, fils d'Otton, rendit en 1271 une ordonnance qui fixait les droits et franchises des ouvriers des mines et des forêts (montani et silvani). Ils étaient déjà formés en corporations qui se reconstituèrent plusieurs fois, tantôt associés au couvent ou à la ville de Goslar pour le compte de qui elles travaillaient (1), tantôt complètement autonomes et en lutte avec leurs puissants voisins.

(1) De nombreuses ordonnances rendues par le Conseil municipal de Goslar ont fixé le statut de ces premières corporations. Dans aucune il n'est question de concession proprement dite. Le droit d'iglau n'a pas pénétré dans le Harz et il semble que jusqu'au XVI^e siècle la propriété de la mine ait été confondue avec la propriété foncière.

La peste ravagea le pays de 1347 à 1349 et fit le vide dans la population. Ce fut le début d'une crise qui devait durer plus d'un siècle. Envahie par les eaux, la mine de Rammelsberg ne put renaître qu'après de longs efforts auxquels la ville de Goslar prit une part active. Le territoire s'était d'ailleurs démembré : la branche Grubenhagen de la dynastie Brunswick-Lünebourg avait recueilli les bourgs de Clausthal, Altenau, Andreasberg ; à la branche de Brunswick-Wolfenbüttel était revenu le reste du pays. L'émiettement fut plus grand encore à la suite de nouveaux partages jusqu'en 1634 où la mort sans héritier du duc Frédéric-Ulrich de Wolfenbüttel fit passer la majeure partie du Harz à la maison de Brunswick-Lünebourg dont la branche cadette devait être appelée en 1708 à l'électorat de Hanovre et en 1714 au royaume d'Angleterre. En 1788 le baillage de Clausthal et les six autres villes ont été définitivement incorporés au Hanovre devenu province prussienne en 1866. Une partie du Harz inférieur appartient encore aujourd'hui au Duché de Brunswick ; à la suite d'une convention intervenue en 1874 avec la Prusse, il participe pour 3/7 à l'exploitation des mines du Rammelsberg et des usines voisines.

Au début du xvi^e siècle le duc Henri le Jeune voulut relever les mines déchues. Il avait arraché par la force à la ville de Goslar les droits de propriété qu'elle revendiquait ; il appela dans la contrée des ouvriers de Bohême, de Saxe, du Tyrol, et il entreprit d'exploiter lui-même. Les guerres incessantes, où il était engagé, arrêterent bientôt ces tentatives et il décida d'introduire le régime que venaient de consacrer les ordonnances d'Annaberg et de Joachimsthal. Ce fut l'objet d'édits successifs dont

le plus important date de 1555 et qui furent reproduits presque sans changement par les ducs régnant sur le pays de Clausthal. La concession est à la base de l'organisation nouvelle : elle est attribuée à l'inventeur, à son défaut au premier demandeur et elle donne, à qui l'obtient, la propriété de la mine. Mais cette propriété ne reste pas entre les mains d'un seul ; elle doit se diviser entre les membres des communautés (*Gewerkschaft*) dont l'origine et le rôle ont déjà été indiqués. Le droit minier du Harz fixe avec précision les statuts de ces associations ; elles sont formées de 124 parts sans compter celles qui sont accordées au seigneur, au nombre de quatre, ni les deux que reçoivent l'église et l'école. Mais le seigneur, l'église et l'école, appelés à la distribution des bénéfices, sont dispensés de concourir aux dépenses. Quant aux associés, ils peuvent gratuitement couper le bois des forêts domaniales pour les besoins de l'exploitation, la construction de leurs maisons et le chauffage domestique ; ils sont exemptés des impôts ordinaires et de l'obligation du service personnel ; ils sont admis à tenir des marchés libres dans les bourgs miniers et à défendre leurs intérêts devant des tribunaux spéciaux. En échange de ces privilèges le seigneur se réserve la faculté de confier la direction des travaux à ses représentants, de prélever le dixième du produit brut (d'abord livré en nature, puis en monnaie), enfin d'acheter les métaux aux prix qui lui agréent. Ce droit de préemption était une charge des plus lourdes. Les offres étaient toujours inférieures au cours réel. On a calculé que l'argent vendu de la sorte était payé aux $3/4$ de sa valeur et le plomb moins cher encore.

Les ordonnances du xvi^e siècle eurent un heureux

effet. Les mines du Harz se rouvrirent et prospérèrent : les *Gewerkschaft* réunissaient d'ailleurs les éléments les plus divers. Aux membres des corporations locales qui en avaient constitué le premier noyau et expliqué le caractère originel, se joignirent ou se substituèrent des bourgeois du pays, des étrangers des provinces les plus lointaines, des commerçants de Magdebourg, de Brunswick et des autres villes hanséatiques. La guerre de Trente ans arrêta ces progrès. Beaucoup d'associés s'y ruinèrent; le séjour des armées épuisa les ressources du pays. La décadence commença; elle se précipita d'autant plus que le produit net diminuait avec la richesse des filons. Les capitaux s'éloignaient de l'industrie minière : les participants refusaient de verser les fonds nécessaires pour l'entretien et le développement des travaux.

L'abandon des fosses eût été un désastre pour les populations du Harz dont les pentes boisées ou arides ont toujours été incultes. L'Administration seigneuriale s'efforça de l'empêcher par une intervention aussi arbitraire qu'énergique. Les propriétaires des mines en bénéfices se virent imposer dans les mines en déficit des parts qui les obligeaient à en supporter les charges : refuser c'était perdre leurs privilèges dont beaucoup étaient précaires ; ils s'exécutèrent. Un impôt fut institué sur le vin, l'alcool, la bière; les produits en étaient affectés à une caisse d'assistance destinée à soutenir les concessionnaires et permettre d'entreprendre dans l'intérêt commun des recherches ou de longues galeries d'épuisement. Enfin le seigneur releva les prix des métaux qu'il lui appartenait de fixer ou fit remise du dixième auquel il avait droit.

Ces mesures réussirent à différer la crise et prolonger l'existence des exploitations les plus menacées. Parfois

même des fosses, dont l'initiative seigneuriale avait favorisé l'ouverture, trouvèrent un gisement d'une richesse exceptionnelle : la fosse Dorothée, en l'espace de cent cinquante ans, rapporta près de vingt millions de marks à ses propriétaires et une somme égale, à titre d'impôts, au Trésor. Ces succès réveillaient quelque temps le goût et l'ardeur des recherches, mais le mal dans l'ensemble continuait à s'aggraver. Après la guerre de Sept ans il fallut rayer des livres publics le compte des avances faites par l'Etat (2 millions de marks environ) ; tout espoir de remboursement était perdu. Au contraire les demandes de subventions étaient d'année en année plus nombreuses et plus pressantes ; la contribution des concessionnaires aux dépenses nouvelles était devenue purement nominale ; l'Etat devait en prendre les frais à sa charge. La direction technique des entreprises était entièrement passée entre ses mains.

Cette union bâtarde d'une régie véritable à un régime apparent de liberté se maintint jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Toutefois dès 1830, dix-neuf concessions, à l'entretien desquelles les propriétaires refusaient de subvenir, furent mises en déchéance. Quand, vingt ans plus tard, on entreprit de réorganiser l'administration et les finances du pays, une solution générale s'imposait. La participation de l'Etat à l'industrie privée, sous des formes multiples, jetait le trouble dans la comptabilité. L'intérêt public n'était pas de disperser des avances et des secours entre un grand nombre d'entreprises de valeur inégale. L'effort devait tendre, au contraire, à mesure que le gisement s'appauvrisait, à coordonner et concentrer la production. D'autre part le développement des chemins de fer avait élevé le prix du bois, et le privilège que les

concessionnaires avaient conservé sur les forêts domaniales, compensait et dépassait même les impôts dont ils étaient frappés. La reprise par le fisc de toutes les concessions fut décidée. Il aurait pu couper les vivres à beaucoup d'entre elles : il n'avait qu'à faire payer l'usage, jusque-là gratuit, des ouvrages et galeries construites dans l'intérêt commun : ou bien il était libre de supprimer les remises consenties sur les redevances et d'abaisser le prix d'achat des minerais livrés à ses mines. Cette exécution en masse n'aurait rien coûté, mais n'eût guère été loyale. On l'écarta. Le 1^{er} mars 1863 une circulaire annonça aux membres des « Gewerkschaft » le rachat de leurs parts. Le capital offert était calculé sur les bénéfices actuels qu'il transformait en rentes. Ces propositions pourtant avantageuses ne furent pas toujours acceptées ; sur 644 parts, 570 purent être acquises (1). Contre la minorité récalcitrante on usa de contrainte : à l'échéance du délai qui avait été fixé pour les transactions amiables, les privilèges et tolérances, jusque-là accordés, furent retirés, la rentrée de l'impôt impitoyablement exigée. Au déficit énorme qui s'ensuivit immédiatement les ressources des derniers associés n'étaient pas en état de suffire ; incapables de faire les versements auxquels ils étaient tenus, ils durent, suivant les statuts des Gewerkschaft, laisser vendre leurs parts ; elles firent retour à l'Etat et dès lors toutes les mines du Harz lui appartenaient. La loi du 8 mai 1867 qui étendit au Hanovre la législation prussienne du 24 juin 1863, acheva de con-

(1) Les fonds nécessaires furent prélevés en grande partie sur les produits de la Caisse d'assistance minière de Clausthal ; elle disposait de réserves importantes grâce à l'impôt payé par quelques mines encore très prospères de la région.

sacrer ses droits en déclarant champ réservé du fisc tout le Harz supérieur, sauf le district d'Andreasberg. La convention du 9 mars 1874 intervint un peu plus tard pour partager dans la proportion déjà indiquée entre la Prusse et le Brunswick les exploitations du Rammelsberg.

Institué dans le temps même où l'initiative privée recevait les franchises les plus complètes qu'elle eût jamais obtenues, ce monopole n'était que l'épilogue d'une collaboration de trois siècles entre l'État et les particuliers. Le rachat fut décidé moins pour accroître les revenus que pour limiter des sacrifices longtemps consentis sous forme de subventions et pour conserver au pays une industrie qui lui était nécessaire. Il est d'ailleurs impossible d'apprécier et de chiffrer la valeur financière de l'opération. Le prix des parts acquises en 1863 ne doit pas seul entrer en compte; il conviendrait d'établir le bilan exact des pertes et bénéfices réalisés dans l'association qui a précédé le rachat et de faire pour chaque mine la balance de ce qu'elle a rapporté et coûté à l'État. Pareil calcul est d'autant plus difficile que les archives ne remontent pas au-delà de la seconde moitié du XVII^e siècle; il faut y renoncer (1).

Silésie. — La formation du domaine minier de Silésie est l'œuvre de Frédéric II.

Lors de la conquête prussienne en 1740, les mines de

(1) De la première moitié du XVI^e siècle à 1863 l'État aurait perçu sur les mines du Harz sous forme de redevances et avantages de toutes sortes une somme d'environ 70 millions de marks. Mais pour avoir le bénéfice net il faudrait en déduire les sacrifices qu'il a dû faire : avances non remboursées, subventions, dépenses engagées dans des travaux d'intérêt commun, etc. Le montant n'en est pas connu.

la région, très prospères dès le XIII^e siècle, étaient délaissées. Devenus maîtres en 1526 du royaume de Bohême et du duché de Silésie, les Habsbourg avaient, dans un édit rendu en 1577, généralisé le régime défini par l'ordonnance de Joachimsthal. C'était, nous l'avons indiqué, la liberté de la recherche et de l'exploitation tempérée et diminuée par le poids écrasant des impôts, l'intervention incessante et les pouvoirs absolus de la couronne. D'ailleurs comme il n'était guère de pays plus morcelé que la Silésie par les divisions féodales, l'empereur dut à plusieurs reprises, remettre aux princes vassaux l'exercice de ses prérogatives et leur abandonner tantôt tout ou partie des redevances, tantôt l'exercice intégral des droits régaliens, y compris le droit de disposer des mines. Des traités passés en 1534, en 1575 avec les principaux seigneurs, des fiefs institués à titre gracieux ou contre argent comptant consacrèrent ces privilèges ; quelques-uns ont survécu jusqu'à nos jours, comme celui du prince de Pless ou de Donnersmark : la plupart disparurent au XVII^e siècle par l'extinction des maisons régnantes. Malgré cette extension de son domaine, l'Empire ne fit rien pour relever les mines déchues ni pour maintenir son autorité sur le petit nombre de celles qui étaient encore en activité.

A peine le pays conquis, Frédéric II entreprit de le réorganiser. Il place à la tête de la province un gouverneur qui ne dépend que de lui, institue deux Conseils à Glogau et Breslau, rétablit l'ordre et la discipline dans le corps des fonctionnaires et crée en 1769 à Berlin une direction spéciale des mines et usines métallurgiques. Les anciennes ordonnances étaient insuffisantes ou inobservées ; encouragés par l'inertie du gouvernement

précédent, les exploitants refusaient l'impôt ; les substances concessibles n'étaient pas toujours définies ; on assurait même que pour exploiter la houille aucun titre n'était nécessaire. L'ordonnance rendue le 5 juin 1769, applicable sur tout le territoire silésien, fixa les nouveaux statuts de l'industrie minière. Comme l'ordonnance de Clève-Mark ou le Code minier du 1^{er} juin 1794 dont elle inspira la rédaction, elle n'instituait aucun monopole en faveur de l'Etat ; mais elle étouffait l'indépendance des concessionnaires sous la tutelle qui leur était imposée (Direktionsprinzip).

Ces réformes administratives se rattachaient à un plan beaucoup plus vaste de relèvement économique. Au lendemain de sa première campagne Frédéric II avait prescrit un inventaire détaillé des ressources de la province, et les efforts de son règne tendirent à les utiliser et à en créer de nouvelles. Les mines eurent sa prédilection ; entouré de collaborateurs d'élite, dont quelques-uns comme Heinitz et Reden ont laissé un nom dans l'histoire de la politique mercantile, il multiplia les instructions les plus minutieuses pour développer la production et la vente. Son ambition est que le pays cesse d'être tributaire de l'étranger (1). Il faut le doter des substances

(1) Lettre de Frédéric II à Heinitz (7 juin 1780) : « Nous n'avons ni or ni argent, il faut s'adresser à l'étranger, le mercure nous manque, mais on peut, je crois, se procurer de la pyrite dans notre pays autant que de besoin... Nous n'avons pas assez de plomb ; quant au fer, si l'on veut s'en donner la peine, le pays pourra produire le nécessaire. On pourra interdire le marbre de Blankenburg et de Norvège, il y a le pareil en Silésie et à Hohenstein. Je recommande particulièrement la fabrication des cuillères en fer ; notre usine suffira à la consommation. »

qui lui manquent, remettre en valeur les gisements abandonnés, ouvrir des recherches, mais exercer sur les quantités extraites un contrôle sévère pour que la consommation soit satisfaite sans avilissement des prix. L'Etat doit diriger le marché; c'est aux fonctionnaires qu'il appartient de mesurer les besoins du public, hâter ou ralentir l'écoulement des marchandises de toutes sortes, régler leur circulation, vérifier leur qualité dans des comptoirs établis à cet effet (1).

Les frontières sont ouvertes et les droits d'entrée supprimés quand il s'agit de développer une fabrication dont la Prusse ne fournit pas la matière; mais, dès qu'une industrie a pris assez de force pour soutenir la concurrence et suffire à la demande, les barrières douanières sont relevées ou les importations complètement interdites. Le fer suédois n'a plus accès en Poméranie, ni en Silésie à partir de 1782; le vitriol de Saxe et d'Angleterre est exclu à partir de 1784, le cuivre et le fer blanc de provenances étrangères ne sont admis depuis la même année qu'exceptionnellement sur des laissez-passer délivrés par la direction royale des mines et des usines.

Dans les établissements qui s'élèvent, l'industrie privée a une large part: douze concessions de minerais divers sont accordées de 1741 à 1769, trente-deux concessions de houille entre 1769 et 1777 et si les exploitants doivent accepter la dépendance qu'on leur impose, ils sont largement encouragés; subventions prélevées sur un fond d'assistance minière constitué à Breslau, dégrèvements

(1) Un ordre du cabinet interdit en 1796 d'approvisionner de houille Magdebourg avant Berlin. Le fer de Silésie n'est admis depuis 1787 en franchise dans les autres provinces prussiennes qu'après vérification officielle de sa qualité.

d'impôts, coupes gratuites de bois dans les forêts domaniales. Pour étendre les débouchés de la houille, Frédéric II institue des primes en faveur des boulangers, briquetiers ou teinturiers qui transforment leurs fours afin de l'utiliser ; il prend même à ses frais en 1743 le transport jusqu'à Berlin. Toutefois l'impulsion qu'il veut donner, est trop vive et son action trop directe pour que son gouvernement ne soit pas naturellement conduit dans certains cas à assumer lui-même les risques de l'entreprise. Il s'y décide quand les rapports des autorités provinciales signalent dans un district, malgré l'existence de gisements reconnus, une production insuffisante et la difficulté de trouver des concessionnaires : ou bien il se propose de créer des usines modèles (hauts fourneaux de Kreuzburgerhütte, fabrique de bleu de Prusse de Querbach) ou encore d'abaisser par la concurrence le prix de vente (houillère de Zabrze). Parfois même il va plus loin ; il ouvre vers 1784 à Breslau un magasin où se vendent non seulement les produits des mines et usines royales depuis la houille jusqu'aux objets les plus divers (machines « à feu », roues forgées, coffres, crucifix, etc.), mais encore les substances minérales de toutes sortes que l'étranger seul peut fournir : craie d'Angleterre et de Norvège, pétrole de Russie et de Perse, soufre d'Italie, salpêtre des Indes, alun de la Forêt Noire, plomb d'Angleterre et de Goslar, etc. Quand il les importe à son compte, l'Etat abaisse à son profit les taxes douanières qui les frappent et s'assure ainsi pour leur commerce un véritable monopole. Toutefois la hardiesse de ces institutions ne doit pas tromper sur le caractère de la politique de Frédéric II et de ses successeurs. Leur plan n'était pas d'affaiblir et de remplacer l'industrie privée qu'ils cher-

chaient au contraire à s'associer ; il ne tendait pas davantage à accroître systématiquement les revenus du fisc (1). Tout se ramenait pour eux à protéger par tous les moyens et multiplier même artificiellement les sources de la richesse nationale.

C'est surtout de la fin du xviii^e siècle que date la constitution du domaine dont l'Etat prussien poursuit aujourd'hui l'exploitation, La mine de plomb de Tarnowitz (Friedrichsgrube), une des plus riches, fut après de longues études ouverte vers 1786. Il fut question d'appeler une *Gewerkschaft* à la mettre en valeur, puis, ce projet abandonné, on décida de ne pas respecter pour le tracé du périmètre fiscal les limites imposées par les ordonnances à la superficie des concessions privées et d'interdire au besoin « en vertu du droit du seigneur » toute recherche concurrente dans le bassin de Tarnowitz.

L'extraction de la houille fut modeste au début ; après plusieurs tentatives malheureuses, le succès vint dans la région de Zabrze où deux fosses furent créées en 1792 qui, développées sous le nom de König et Königin Luise, devinrent les plus productives de Silésie. D'autres essais, dont le nombre témoigne d'une activité débordante, furent entrepris pour trouver les minerais de fer, de cuivre, d'étain et d'or ; les travaux dont furent suivis ces explorations, n'eurent qu'une durée passagère.

Conseillés par Heinitz, Frédéric Guillaume II et Fré-

(1) Toutefois à l'inverse de Heinitz, à qui il succéda au ministère en 1802 après avoir dirigé sous ses ordres pendant vingt-quatre ans l'administration des mines en Silésie, Reden était disposé à considérer surtout les bénéfices du fisc et cherchait à écarter toute concurrence qui pût les diminuer. Son action fut en partie neutralisée par celle de Heinitz. Reden resta cinq ans seulement au ministère.

déric Guillaume I^{er} avaient continué l'œuvre commencée par Frédéric II ; mais ils étaient moins portés à y consacrer des sommes importantes et déjà l'industrie privée aspirait à s'émanciper ; à plusieurs reprises, sur des plaintes qui lui furent adressées, Frédéric Guillaume II dut se déclarer ennemi de tout monopole. Néanmoins les mines de Tarnowitz et de Zabrze survécurent aux guerres de l'Empire ; leur territoire n'a cessé depuis de s'agrandir par suite des extensions qu'après sondages le fisc a obtenues sous le régime de la loi de 1865. La dernière qui date de la fin du siècle dernier, a porté à 38 235 hectares la superficie des mines de houille concédées à l'État.

Bassin de la Sarre. — La principale et la plus riche des possessions fiscales, le bassin de houille de la Sarre, est un héritage des anciens princes de Nassau.

Longtemps partagé entre la seigneurie d'Ottweiler et le Comté de Sarrebrück, le pays où il s'étend, échut tout entier en 1740 à Guillaume-Henri de Nassau-Sarrebrück. C'était le temps où la valeur de la houille commençait à apparaître. Les princes avaient le pouvoir de fixer le régime légal de son exploitation en vertu des droits régaliens que leur avaient conférés l'Empereur Charles IV par la Bulle d'Or de 1356 et renouvelés en 1648, le traité de Westphalie. Ils n'en avaient guère usé jusqu'au XVIII^e siècle : si depuis deux cents ans les paysans grattaient les affleurements de la vallée de la Sulzbach, ils n'y étaient en général autorisés qu'à titre précaire contre une redevance fixe ou une part du produit brut. Jamais ordonnance n'avait déclaré ni admis comme dans d'autres Etats que la recherche et l'extraction de la houille fussent libres. Les forêts qui couvrent la contrée, mettaient d'ailleurs

un combustible abondant et peu coûteux à la portée immédiate des habitants mais dont le prix s'éleva rapidement au début du XVIII^e siècle sous l'effet des exportations de bois vers la Hollande. Pour ménager ces ressources, satisfaire la consommation croissante en charbon des fours à chaux, éviter enfin le gaspillage des veines qui devait résulter de travaux dispersés et sans méthode, l'ordonnance du 17 novembre 1744 décida que l'extraction et la vente de la houille seraient désormais interdites aux particuliers sous peine des sanctions les plus sévères. Des indemnités compensèrent la reprise des exploitations jusque-là tolérées ; quelques communes obtinrent le privilège d'utiliser gratuitement les quantités nécessaires au chauffage domestique.

Organisée en régie et encouragée par le prince Guillaume Henri (mort en 1760), moins activement soutenue par son successeur le prince Louis, l'industrie nouvelle se développa rapidement. En quarante ans, de 1750 à 1793, la production atteignit 1.300.000 tonnes alors qu'elle n'avait pas dépassé jusqu'à 1750, 350.000 tonnes depuis l'origine. Des monopoles analogues furent constitués dans les seigneuries limitrophes de Blieskastel et Illingen où le bassin se prolongeait. Au duché de Lorraine, devenu français en 1735, s'appliquait l'ordonnance du 14 janvier 1744, qui remettait au contrôleur général des finances le pouvoir d'accorder les permissions d'exploiter.

La campagne de 1793, réunit à la France la principauté de Sarrebrück qui dans la division administrative de pluviôse an VI, devint le département de la Sarre dont le chef-lieu était à Trêves. Dès l'occupation le gouvernement avait repris à son compte les droits et privilèges des princes de Nassau ; l'extraction, ralentie par la guerre,

fut d'abord continuée sous l'ancienne direction à laquelle s'adjoignit le « citoyen » Watremetz ; mais en 1797 elle fut affermée à la Compagnie Equer, de Paris. Le contrat, imposait une redevance forfaitaire annuelle de 71.000 livres, maintenait quelques servitudes en faveur d'anciens bénéficiaires et garantissait en échange un monopole de neuf ans : l'Ingénieur en chef de l'État Duhamel avait la surveillance de l'entreprise.

En 1808, à l'expiration du bail qui avait été renouvelé pour un an, les mines revinrent à l'Administration des domaines et de l'enregistrement, sauf la fosse Grosswald remise provisoirement à la Régie des Salines de l'Est. Mais le gouvernement impérial n'était pas favorable à l'institution définitive d'une exploitation d'État ; il préférait le mode de concessions temporaires établi et défini par la loi du 27 juillet 1791, que le décret du 26 avril 1801, avait étendu aux nouveaux départements. A la suite du décret du 13 septembre 1808, le bassin fut divisé en soixante parts, et l'on commença à préparer le cahier des charges qui devait servir de base à l'adjudication de chacune d'elles. Les concessionnaires seraient tenus à des redevances qui, garanties par des cautionnements élevés pouvaient atteindre 23 0/0, du produit brut. Ce projet n'eut pas de suite ; les guerres en arrêterent l'exécution et la loi du 21 avril 1810 venait de fixer un régime nouveau en assimilant la concession à la propriété privée perpétuelle de droit commun. Néanmoins dans la Sarre aucun changement ne fut apporté à l'organisation provisoire qui avait suivi la disparition de la Compagnie Equer ; le bénéfice net total de l'Etat s'éleva dans ces six années à 844.767 francs.

Quand les guerres de 1814 et 1815 eurent amputé la

France de ses conquêtes, l'ancien domaine des princes de Nassau était donc à peu près intact (1). Le second traité de Paris l'annexa à la Prusse avec la plus grande part du Comté de Sarrebrück ; les territoires voisins de Blicskastel et des Deux-Ponts furent réunis à la Bavière, les cantons d'Ottweiler et de Saint-Wendel attribués au duc de Saxe-Cobourg. Seul celui-ci consentit à instituer de nouvelles concessions privées (2). La Prusse et la Bavière s'opposèrent à tout démembrement et reprirent à leur compte l'exploitation qui leur était transmise. La loi du 24 avril 1810 resta néanmoins en vigueur dans le pays de la rive gauche du Rhin : elle n'y fut remplacée que par le Code minier du 24 juin 1865. Quand en 1860 la connaissance plus approfondie du bassin eut fait pressentir son prolongement au nord et à l'ouest et que le fisc prussien voulut réserver ses droits dans ce champ encore vierge, c'est à la procédure française des extensions de concession qu'il dut se soumettre.

Dès son entrée en possession des mines de la Sarre le gouvernement prussien eut souci de leur mise en valeur. Aux fermages qu'avait voulu accorder l'Empire, il substitua définitivement la régie directe. La concentration de l'exploitation, les progrès techniques réalisés, le développement général de l'industrie portèrent la production de 100.320 tonnes en 1816 à 593.856 tonnes en 1850. Mais la prospérité véritable du bassin ne commença que le jour où la construction des chemins de fer (entre 1850

(1) Il n'était diminué que de la concession de Hostenbach accordée en 1804 pour 50 ans au nommé Villeroy et devenue définitive après 1810.

(2) Elles furent respectées quand, en 1834, la principauté de Lichtenberg, où elles se trouvaient, revint à la Prusse.

et 1860) eut étendu ses débouchés vers le Rhin et la Lorraine ; et elle s'accrut encore quand en 1866 un canal relia directement la Sarre à la France, l'Alsace et la Suisse. De 1816 à 1850, l'extraction avait été de 10.540.000 tonnes, de 1851 à 1883, dans une période sensiblement équivalente, elle atteignit 103.268.786 tonnes. Elle est de 10.833.427 tonnes pour la seule année 1910.

Presque triplé par l'extension obtenue le 16 janvier 1860 dans les conditions déjà indiquées, le domaine du fisc prussien couvre aujourd'hui une superficie totale de 178.564 hectares. Il comprend tout le bassin de la Sarre à l'exception de la concession d'Hostenbach et de celles accordées en 1822 par le prince de Cobourg dans la région de Saint-Wendel (ces mines ont fourni ensemble 145.631 tonnes en 1909). Il s'arrête à l'est aux frontières de la Lorraine où l'industrie privée, dont les droits sont demeurés intacts, s'est établie dès 1820, et se développe rapidement depuis le succès des sondages à grande profondeur exécutés en 1900 (1).

III

Il serait sans intérêt d'indiquer avec détail l'origine de mines qui, en dehors du Harz, de la Silésie et de la Sarre, appartenaient à l'État prussien avant 1865. Leur

(1) Production de la Lorraine en 1860 : 40.000 tonnes, en 1910 : 2.695 059 tonnes. Depuis qu'elle est passée à l'Allemagne, l'Alsace-Lorraine est régie par la loi minière du 16 décembre 1873 qui, à part quelques modifications de détail, reproduit la loi prussienne du 24 juin 1865. Suspendue pendant un an par la loi du 17 mai 1906, la liberté de recherche et d'exploitation de la houille a été rétablie intégralement par la loi du 14 juillet 1908.

importance est faible, leur rendement médiocre et leur histoire se ressemble. Restées dans le patrimoine de princes ou de seigneurs qui s'en étaient réservé l'exploitation directe, elles passèrent à la Prusse quand ils furent dépossédés et une fois entrées dans son domaine privé, n'en sortirent plus.

La mine d'Ibbenbüren qui extrait la houille d'une cuvette isolée à l'est du bassin de la Ruhr, était avant 1902 la seule propriété du fisc en Westphalie. Les premiers travaux datent du xvi^e siècle ; à ce moment le chapitre du couvent de Münster détenait les droits régaliens. Ils revinrent plus tard au comte de Tecklenburg dont le territoire fut absorbé par la Prusse en 1702. Plusieurs tentatives de Frédéric I^{er} pour accorder des concessions à l'industrie privée ayant échoué par suite des difficultés de la lutte contre les eaux, l'État n'a pas cessé depuis 1747 d'assurer la direction de l'entreprise (1).

Les gisements de lignite du district de Halle se trouvent dans la partie de la Prusse Saxonne annexée en 1815. Les anciennes ordonnances du royaume de Saxe reconnaissent aux propriétaires fonciers le droit exclusif de disposition de la houille et du lignite ; ce privilège fut même respecté en 1865 et confirmé par la loi du 22 février 1869. Les exploitations de lignite du fisc s'étendent sous des terrains domaniaux dont des achats ont accru la superficie primitive. La même raison explique le caractère de la houillère de Deister près de Barsinghausen dans le Hanovre. La législation du Comté de Calenberg,

(1) La mine d'Ibbenbüren qui a été complètement inondée en 1894, a une production moyenne de 200.000 tonnes par an. Le gisement est pauvre, mais sa situation est favorable au centre de la région industrielle de Bielefeld à l'écart du bassin de la Ruhr.

où elle est située, était sur ce point analogue à celle de la Sarre et là aussi la propriété du fonds a entraîné, pour l'État comme les particuliers, celle du sous-sol.

La mine d'Obernkirchen (1) est un héritage des comtes de Schaumbourg. Quand leur maison s'éteignit, le territoire fut partagé par moitié entre la principauté de Lippe et l'électorat de Hesse-Cassel (1647). Il en fut de même de la houillère. La principauté de Schaumbourg-Lippe est restée indépendante : la Prusse a recueilli en 1866 la part des landgraves.

Les carrières de Rüdersdorf comptent parmi les plus importantes en Allemagne pour l'industrie du calcaire. Elles sont très anciennes et durent être ouvertes par les Wendes. Propriété du couvent de Zinna, qui en tira de gros bénéfices, elles lui furent enlevées en 1571 par le prince électeur de Brandebourg jaloux de faire valoir les privilèges de sa suzeraineté. La ville de Berlin, voisine de quelques kilomètres, a toujours tiré de ces carrières les pierres de taille dont elle a besoin ; elle en afferma l'extraction en 1591, obtint la confirmation de ses droits par plusieurs traités successifs si bien qu'au xix^e siècle elle prétendit s'opposer aux reprises du fisc. Une transaction intervint en 1855 qui remettait à l'Etat la direction des travaux et laissait à la ville de Berlin un sixième du produit brut.

IV

Il convient, pour terminer, de dire quelques mots des exploitations d'ambre qui appartiennent à l'Etat prussien.

(1) Production de la mine d'Obernkirchen : 399.772 tonnes en 1908 et 84.190 tonnes de coke.

Leur acquisition est beaucoup plus récente que celle des mines précédemment énumérées : elle date du 1^{er} mai 1899. Mais distinct par sa nature, son gisement et ses usages des autres substances minérales, l'ambre n'a jamais été soumis au même régime. La loi du 21 juin 1865 ne lui était pas applicable et ne l'est pas davantage depuis les modifications qu'elle a subies. Ce sont des circonstances très particulières qui ont déterminé le retour à l'Etat de cette industrie ; on les indiquera sommairement.

Le centre de production de l'ambre en Allemagne — et même dans le monde entier — a toujours été le rivage de la Baltique en Prusse orientale, entre Memel et Königsberg. Les ordonnances du xiii^e siècle témoignent dès cette époque qu'on en connaissait l'existence et la valeur. Mais les moyens d'extraction ont beaucoup varié ; au Moyen Age l'ambre, arraché par les flots à son gisement naturel, était pêché en eaux claires ou recueilli dans les sables de la plage et à la surface des algues ; au commencement du siècle dernier on chercha à l'atteindre non plus seulement au hasard de la découverte et des apports des marées, mais au cœur même de la « terre bleue » où il est déposé, à quelques mètres au-dessous du sol. Les dunes furent creusées à ciel ouvert, des plongeurs descendirent au fond de la mer aux points où la couche affleure. Ces deux méthodes à leur tour durent être abandonnées : employées sans discernement, elles conduisaient à un gaspillage ou lésaient les intérêts des habitants du littoral que rien ne protégeait plus contre l'ensablement. En quelques points de la côte on exploita par dragages : à partir de 1890 on y renonça. C'est depuis une trentaine d'années qu'un nouveau mode d'exploitation a supplanté tous les autres ; des puits ont

été creusés jusqu'au niveau de la terre bleue et de véritables travaux souterrains de mines se sont engagés dans cette couche de sables glauconieux dont l'épaisseur varie de 0^m80 à 1^m50. Malgré le danger des eaux, dont on est entouré, le succès fut complet, et ce procédé d'extraction permit d'aller chercher l'ambre jusqu'en dessous des propriétés situées à l'intérieur des terres. Il en est résulté un accroissement très sensible de la production.

Dès les premiers temps l'ambre avait été déclaré en Prusse orientale (1) propriété du seigneur. Les morceaux recueillis par les pêcheurs de la côte devaient être vendus aux enchères à son bénéfice ; le grand électeur de Brandebourg avait même en 1644 institué des surveillants chargés d'empêcher la fraude.

La loi de 1802 renouvela l'interdiction du commerce de l'ambre. Quiconque en trouvait, devait le porter « à la Chambre » de Königsberg et recevait 10 0/0 de sa valeur. La loi du 22 février 1867 confirma que l'ambre appartenait exclusivement à l'Etat, quelle qu'en fût l'origine.

A partir de 1806 ce monopole fut affermé. Des marchands, des associations formées entre les fabricants des villages l'obtinrent successivement. Vers 1869 la compagnie Stantien et Becker se l'assura, à l'amiable ou aux enchères, pour tous les procédés d'extraction ; plongées au fond de la mer, dragages, récoltes sur la plage et dans les dunes, travaux dans « la terre bleue ». Elle fit la première expérience d'une exploitation souterraine, et acquit dans le pays la meilleure partie des terrains où ces re-

(1) Il n'en était pas de même dans le Schleswig, la Poméranie, la Prusse occidentale ; mais ces pays n'ont plus aujourd'hui aucune importance pour la production de l'ambre.

cherches pouvaient réussir. Les efforts qu'elle entreprit pour développer les exportations d'ambre, furent également heureux. La redevance payée à l'Etat put être ainsi portée en 1891 à 210.000 marks par hectare avec minimum annuel de 677.500 marks.

Cette prospérité ne tarda pas à être menacée. Les emplois de l'ambre sont limités : la bijouterie, la fabrication de quelques objets d'usage courant, comme les porte-cigarettes, la préparation de la laque, du colophane et d'huiles diverses, en consomment de faibles quantités. D'autre part la pureté et la beauté des grains d'ambre dépendent de leur grosseur à l'état naturel. Or vers 1880 on trouva en Autriche le moyen d'agglomérer par la chaleur les morceaux des plus faibles diamètres ; la substance obtenue, l'ambroïde, était de qualité inférieure, mais de travail très facile et fit bientôt à l'ambre proprement dit, vendu trois fois plus cher, une concurrence désastreuse. La Compagnie Becker dut lutter pour se défendre contre l'avisement des prix. Elle voulut exercer un contrôle sévère sur l'usage du produit brut qu'elle livrait et refusa de fournir les intermédiaires qu'elle suspectait d'être en relation avec les usines d'ambroïde. Ces distinctions arbitraires d'une société détentrice d'un monopole soulevèrent les critiques les plus vives ; le fermage exigé était d'ailleurs devenu trop lourd. La Compagnie Becker dénonça en 1898 le pacte qui la liait.

Il résultait de cette décision une situation très confuse. L'Etat prussien avait un droit de propriété sur les dépôts d'ambre qui renferment encore d'importantes réserves. Mais il était empêché d'y accéder. Il ne pouvait se prévaloir des facilités d'occupation que donne la loi du 21 juin 1865, et la surface de tous les terrains dont il

voulait atteindre le tréfonds, appartenait à l'ancien concessionnaire. Les propositions que celui-ci avait présentées pour un nouveau contrat, paraissaient inacceptables. L'expropriation brutale eût été coûteuse. En revanche on hésitait à supprimer une industrie qui rapportait au fisc un revenu annuel de plus de 700.000 marks et faisait vivre un millier d'ouvriers sans compter environ trois cents artisans occupés dans les localités voisines à des fabrications accessoires.

Le gouvernement se décida à demander le rachat des usines établies par M. Becker et de ses terrains dont il offrait la vente amiable. Les Chambres firent quelque résistance; elles craignaient l'application d'un régime trop administratif au commerce d'un produit dont le marché étroit, très instable et dirigé vers l'exportation, exige une grande souplesse de direction. Néanmoins, sans que l'idée fût abandonnée de passer à l'avenir, dans des circonstances plus favorables, de nouveaux contrats de fermages, le fisc fut chargé de reprendre l'exploitation à partir du 1^{er} juillet 1899 (1); il l'a gardée. Le montant de l'indemnité offerte à M. Becker, pour le prix de ses terrains, ses mines et ses usines fut de 9.750.000 marks. Les expertises très complètes auxquelles le gouvernement fit alors procéder, escomptaient un bénéfice d'environ 7, 25 0/0.

(1) Le fisc n'a pas à vrai dire le monopole de la production de l'ambre. En 1837 les propriétaires riverains du littoral avaient été autorisés à recueillir l'ambre sur la plage et dans les dunes au voisinage immédiat de leurs propriétés, tandis que les droits des sociétés fermières étaient limités aux parties du rivage en bordure de terrains appartenant à l'Etat ou de ceux qu'elles avaient elles-mêmes achetées. Cette tolérance a subsisté en 1899; mais les quantités d'ambre ainsi recueillies sont de plus en plus faibles (à peine 1/7^e).

CHAPITRE III

LES MINES FISCALES DE WESTPHALIE LES RÉFORMES RÉCENTES DE LA LÉGISLATION PRUSSIENNE LES RAPPORTS DE L'ÉTAT ET DU SYNDICAT RHENO-WESPHALIEN

I

La loi minière du 24 juin 1865 marqua en Prusse le début d'une ère de prospérité sans précédent. A la faveur de la liberté qui leur était accordée, les recherches et les exploitations se multiplièrent. Tout contribuait d'ailleurs à leur développement ; le progrès des chemins de fer, la transformation des hauts-fourneaux qui abandonnaient le charbon de bois pour l'emploi du coke, l'essor industriel dont fut suivie la guerre de 1870.

Le tableau ci-après montre l'accroissement de production de la houille de 1852 (1) à 1910 dans les principaux bassins du royaume de Prusse.

(1) Date origine des statistiques officielles d'ensemble.

Années	Silésie (Tonnes)	Bassins de la Sarre et d'Aix- la-Chapelle (Tonnes)	Westphalie (Tonnes)	Divers (Tonnes)	Production totale (Tonnes)	Part du Bassin de Westphalie dans la production totale 0/0
1852	1.949.178	1.222.334	1.955.937	30 205	5.157.654	38
1860	3.484.500	2.738.450	4.365.834	47.933	10.656.725	41
1870	7.424.631	3.679.075	11 812.520	400.002	23.316.237	51
1880	12.656 764	6.627.531	22.495.204	333.442	42.172.944	53
1890	20.075.620	8.177.874	35.469.290	651.032	64 373.816	55
1900	29.596.538	11 979.986	59.618.900	770.534	101.066.158	58,5
1910	39.916.000	16.310.347	86.847.000	898 000	143 971.000	60,3

L'extraction a plus que décuplé en l'espace d'un demi-siècle et doublé dans les vingt dernières années.

Ces chiffres mettent également en lumière la part prépondérante acquise par les provinces rhéno-westphaliennes (bassin de la Ruhr). La richesse du gisement, son étendue d'abord insoupçonnée et peu à peu découverte, le nombre des usines métallurgiques qui s'y sont établies ont fait de cette région le centre autour duquel gravite aujourd'hui l'histoire de l'industrie allemande. Mais il est résulté de cette richesse même et de ses progrès si rapides, surtout depuis 1890, une modification profonde de l'ordre économique. A la libre concurrence dont la réforme de 1865 avait institué le régime légal, se sont substituées des fusions, des ententes commerciales de plus en plus étroites dressant en face de l'Etat des puissances qu'il ne pouvait négliger. Le danger qu'elles ont paru contenir, a provoqué des mesures de défense :

extension du domaine fiscal en Westphalie, lois de 1905 et de 1907 qui ont suspendu ou supprimé l'institution des concessions de houille ou de sel, tentatives faites pour mêler l'Etat au syndicat. Cette politique, très variée dans ses efforts, de plus en plus éloignée de l'ancien libéralisme, semble aspirer aujourd'hui à modérer sinon à diriger ces forces nouvelles. Il est difficile de prévoir comment elle y réussira. Son évolution n'est pas achevée et les solutions données sont en partie provisoires ; leur étude explique néanmoins de quelle manière le fisc prussien a pris pied dans les mines de Westphalie et quel rôle il peut être appelé à y jouer ; elle montre aussi les questions qui se posent à tout Etat exploitant de mines en concurrence avec des concentrations industrielles fortement organisées.

II

La formation du syndicat Rhéno-Westphalien.

Le cartell qui domine aujourd'hui l'extraction et la vente de la houille dans le bassin de la Ruhr, s'est constitué en 1893 ; mais de nombreuses ententes, d'un caractère provisoire ou limité, l'avaient précédé. L'indépendance réciproque des mines resta entière jusqu'au jour où une crise intense et prolongée, qui sévit sur l'industrie à partir de 1874, fit comprendre le danger de cet émiettement. Le prix du charbon à la tonne, après avoir atteint 15 marks à la Bourse d'Essen en 1875, était tombé à 5 marks en 1877. Il y avait surproduction. Néanmoins des fosses nouvelles continuaient à s'ouvrir et à se développer. L'initiative d'un rapprochement fut prise par

« L'Union des intérêts de l'industrie houillère dans le district de Dortmund ». C'était et c'est encore aujourd'hui, un comité d'études des questions générales, techniques ou économiques qui touchent au développement du bassin. Fondé en 1858, peu de temps après que l'Etat par la loi du 12 mai 1851 eut cessé d'imposer sa tutelle aux entreprises privées, il groupait la plupart des mines. Sous ses auspices des conventions s'efforcèrent de donner au marché plus de cohésion. Elles furent de deux sortes : les unes renouvelées à quatre reprises, de 1878 à 1886, mais passagères (la plus longue dura deux ans), firent accepter aux adhérents une réduction volontaire de leurs ventes allant de 5 à 10 0/0 ; les autres réunissaient les producteurs d'une catégorie déterminée (charbon maigre, houille à gaz, coke, etc.) ou d'une même zone (Unions de Dortmund, de Bochum, de Steele-Mulheim). Tantôt elles ne portaient que sur les prix, tantôt elles avaient pris la forme de comptoirs de vente avec répartition des commandes entre les affiliés.

Les liens trop lâches de ces unions, leur étendue insuffisante, l'indiscipline de leurs membres diminuèrent leur efficacité. Mais la preuve était faite du rôle qu'elles pouvaient jouer et le terrain se trouvait préparé à des ententes plus étroites et plus durables. Le syndicat rhénouestphalien de la houille fut fondé le 16 février 1893 ; les mines, qui y entraient, représentaient 87 0/0 du tonnage total du bassin ; étaient exclues de la combinaison les fosses appartenant à des usines métallurgiques, et celles dont la production n'atteignait pas 10.000 tonnes ; quelques dissidents demeurèrent irréductibles.

Les caractères essentiels de ce cartell n'ont pas changé depuis 1893. En droit strict il repose sur un double

contrat (1) : l'un unit le syndicat à chaque mine. Le syndicat, personne morale, a forme de société par actions (capital 2.400.000 marks) distribuées exclusivement entre les adhérents ; il s'oblige à prendre livraison de toutes les quantités extraites et à en assurer lui-même l'écoulement ; les affiliés s'interdisent de vendre à des tiers. En même temps ils se lient les uns aux autres par l'engagement réciproque de se conformer aux décisions des organes qui les représentent : l'assemblée générale, le comité consultatif, la commission de répartition. Tous les litiges sont portés devant un tribunal arbitral.

L'action régulatrice du syndicat s'exerce d'abord sur la production. Chaque affilié a droit à un tonnage qui, calculé suivant ses facultés, représente sa contribution autorisée à l'extraction totale. Cette participation peut être intégralement exigée ou réduite, dans une proportion, — la même pour tous, — dont le taux est déterminé par la situation économique et périodiquement fixée par l'assemblée générale. Le comité consultatif arrête pour chaque catégorie commerciale une liste de prix indicatifs valables pendant une année ; la direction du syndicat doit s'en inspirer, mais reste libre de passer les marchés aux conditions les plus favorables dont elle est juge. Dans le partage des produits de la vente entre les adhérents, les comptes d'ordre sont établis d'après la qualité et la valeur des charbons livrés, mais ils comportent une retenue variable destinée à payer les frais généraux et les dépenses de propagande. Les pouvoirs les plus étendus sont d'ailleurs conférés au syndicat

.. (1) Jugement de la Cour d'appel de Hamm, 10 juillet 1902 (Zeitschrift für Bergrecht, vol. 43. p. 493).

pour abattre la concurrence et soutenir les entreprises les plus aptes à fortifier et étendre son influence.

Le contrat signé en 1893 devait expirer le 1^{er} mars 1898; mais dès 1895 sa validité fut prolongée jusqu'au 31 décembre 1905. Les cartells de vente du coke et des briquettes furent constitués sous un régime analogue; distincts de celui de la houille, ils étaient en rapport étroit avec lui.

Malgré des difficultés intérieures dont il sera question plus loin, le succès de ces ententes fut complet; leur organisation commerciale très forte, les débouchés conquis à l'étranger par d'importants sacrifices, les primes accordées dans le bassin aux métallurgistes exportateurs de fonte et d'acier et la prospérité exceptionnelle de l'industrie allemande pendant cette période, permirent de doubler les ventes tout en soutenant et même élevant les cours. Le tonnage écoulé par le syndicat passa de 15.905.673 tonnes en 1893 à 38.857.206 tonnes en 1903; le prix de la tonne s'éleva progressivement de 7 marks 33 à 11 marks 01 en 1901 pour revenir à 9 marks 84 en 1903.

III

L'acquisition de mines par le Fisc en Westphalie.

L'État prussien avait, au XVIII^e siècle, été propriétaire de mines en Westphalie. En 1735 à la suite de recherches exécutées par le conseiller Decker, Frédéric Guillaume I^{er} avait constitué un domaine assez important qui s'accrut ultérieurement de participations dans plusieurs concessions privées. Le succès médiocre de ces exploitations joint à des besoins d'argent conduisit à les vendre au début du XIX^e siècle. En 1852 le fisc se défit de ses der-

nières possessions (Bruchstrasse, Prinzessin, Preussisch Szepter) pour la modique somme de 31.230 marks. Il lui restait la houillère d'Ibbenbüren (1) dont la production insignifiante ne se rattache qu'indirectement au bassin de la Ruhr.

Pendant cinquante ans l'État s'abstint d'intervenir dans le développement de l'industrie westphalienne. Il restait fidèle aux principes de la loi du 24 juin 1863 ; la loi du 24 juin 1892 ne les corrigea que pour préciser les conditions du contrat de travail, conformément à l'ordonnance sur l'industrie du 1^{er} juin 1891. Les lois d'Empire sur les assurances du 15 juin 1883 (maladies), du 6 juillet 1884 (accidents), du 22 juin 1889 (invalidité et vieillesse) successivement modifiées par la suite, consacrèrent, tout en les complétant, des institutions dont les mines avaient déjà une longue expérience et dont l'ordonnance de Clèves-Mark dès 1786 avait posé en Westphalie les premiers fondements. Mais il ne fut pas porté atteinte aux dispositions essentielles qui attribuaient la mine à l'inventeur ayant justifié de l'existence du gisement et de l'accomplissement des formalités légales. C'est sous ce régime que les mines se multiplièrent reculant vers le nord et vers l'ouest, à mesure que l'on reconnaissait dans ces directions l'enfoncement du houiller sous les morts terrains et la possibilité de l'exploiter à plus grande profondeur. Aucune réserve ne fut stipulée en faveur de l'État. Il avait d'ailleurs perdu la situation privilégiée que la couronne tenait autrefois de la tradition ou des ordonnances. Il ne pouvait plus par une simple déclaration et en vertu de ses droits régaliens, se tailler arbitrairement un domaine dans

(1) Voir page 43.

le partage du bassin. Soumis depuis la loi de 1865 aux mêmes exigences que le premier venu, il devait entreprendre lui-même des recherches, en faire constater le succès par l'administration compétente, limiter la superficie de la concession demandée au maximum autorisé pour chaque sondage (219 hectares) et subir dans l'examen de ses titres la concurrence éventuelle des découvertes privées qui pouvaient revendiquer sur les siennes la priorité.

Ce n'est pas à cette procédure que le gouvernement prussien eut recours quand il décida en 1902 d'étendre en Westphalie les exploitations fiscales de houille jusque-là limitées aux provinces de Silésie et de la Sarre. Elle ne pouvait guère lui servir. Tout le territoire alors reconnu se trouvait concédé. Il était bien à présumer que le gisement se prolongeait au nord de la Lippe sur la rive gauche du Rhin ou à l'est de Dortmund ; mais des recherches à cet effet eussent été longues, hasardeuses, risquaient d'échouer à des profondeurs excessives, et plusieurs sociétés particulières qui s'étaient déjà formées pour les entreprendre, avaient su se réserver les emplacements les plus favorables. Pour arriver rapidement à tenir un rôle dans la production du bassin westphalien, l'État n'avait qu'une ressource : acheter des concessions déjà données. C'est ce qu'il fit.

Par quelle raison expliquer ce revirement et cet accroissement du domaine minier national qui, depuis près d'un siècle avait cessé de s'agrandir ? Dans l'exposé des motifs à l'appui du projet de loi et lors de la discussion devant les Chambres, le Ministre du commerce Möller déclarait se proposer un triple objet. Il voulait d'abord faciliter l'approvisionnement en combustibles des chemins

de fer qui appartiennent à l'État prussien. Sur une consommation totale de 5.554.618 tonnes en 1900, les mines fiscales de la Sarre avaient livré 350.000 tonnes et 2.694.820 tonnes avaient dû être achetées aux mines privées de Westphalie. L'importance de ces besoins mettait l'État à la merci des Compagnies concessionnaires; il devait suivre l'exemple des grandes usines métallurgiques qui, par des achats de charbonnages, tendaient de plus en plus à s'affranchir de la même dépendance. Les lourdes charges qu'entraîne pour le budget toute élévation du cours de la houille, se trouveraient ainsi diminuées.

En second lieu l'appoint des fosses nouvelles permettrait aux mines de la Sarre de dégager une partie de leur production, desatisfaire plus facilement les demandes croissantes de leur clientèle privée.

Enfin le moment semblait venu d'opposer en Westphalie à la toute-puissance du syndicat quelques exploitations dont l'Etat fût maître : concurrence bien modeste assurément puisque le programme établi évaluait à 10 0/0 au maximum la part de ces mines dans l'extraction totale du bassin et seulement à partir de 1913 : elle permettrait néanmoins d'intervenir sur le marché et d'y exercer une influence nécessaire.

A vrai dire ces arguments n'étaient pas nouveaux, et depuis longtemps ils auraient pu justifier la même politique : mais les circonstances venaient de leur donner une force particulière. De 1895 à 1900, l'activité industrielle s'était développée avec une rapidité surprenante. Bien que la production du bassin de la Ruhr se fût elle-même accrue pendant ces cinq années de plus de dix-huit millions de tonnes, son développement n'avait pas été assez rapide : le charbon avait manqué en 1900. L'in-

suffisance avait d'ailleurs été générale en Silésie, dans la Sarre, comme en France et en Angleterre. Cette crise n'avait pas duré et dès le commencement de 1901 les demandes commencèrent à faiblir. Mais impuissants un moment à s'approvisionner de combustibles dans les mines fiscales aussi bien que dans les mines privées, obligés de subir des conditions très onéreuses, accablés par l'augmentation de prix de toutes les matières premières et objets fabriqués, les consommateurs n'avaient cessé d'élever des plaintes très vives portées au Reichstag dans ses séances de décembre 1900. L'opinion publique était prompte à accuser les syndicats dont le nombre s'était singulièrement multiplié dans les dernières années ; elle leur reprochait de favoriser les exportations au détriment de l'industrie nationale et de limiter arbitrairement la production pour forcer la hausse des cours. Une commission d'enquête fut formée en novembre 1901 sous la présidence du comte Posadowsky. Elle devait examiner en détail la constitution et le rôle de trente-cinq cartells, dont celui de la houille. Ses travaux étaient à peine commencés en 1902 lors du dépôt du projet de loi ; mais les propositions du gouvernement jugeaient prudent d'en devancer les conclusions et de prendre des gages pour l'avenir (1).

L'équité forçait pourtant à reconnaître la modération dont ne s'était jamais départi le syndicat rhéno-westphalien. L'écart des prix par tonne à la Bourse d'Essen avait été de 3 mk. 68 entre 1893, année de dépression écono-

(1) Cette enquête a trainé en longueur : la Commission tint onze séances en quatre ans. Les premiers documents qu'elle réunit furent publiés en 1905 : le mécanisme du syndicat rhéno-westphalien a été complètement étudié dans un volume paru en 1907.

mique et 1901, contre 3 mk, 50 dans le bassin fiscal de la Sarre et la hausse avait été bien plus exagérée en Angleterre et en Belgique. Le ministre lui-même rendait hommage à la sagesse de cette politique. Il ne s'engageait pas à faire entrer immédiatement dans le cartell les mines de l'Etat ; il voulait sur cette adhésion réserver sa liberté et ne prendrait une décision qu'après assentiment des Chambres. Mais il déclarait nettement que l'extension du domaine fiscal en Westphalie ne pouvait être interprétée comme un premier pas vers une nationalisation plus étendue : « Notre intention n'est pas, disait-il au Landtag, de préparer par cet essai le retour à l'Etat de toutes les mines, comme nous l'avons fait pour les chemins de fer : ce monopole serait, à mon avis, une faute, l'administration assumerait dans la détermination des prix une responsabilité qu'elle n'est pas capable de supporter. La houille est aujourd'hui le pain de l'industrie, elle assure l'existence de millions d'individus. Contentons-nous d'une solution qui permettra d'exercer une action régulatrice, mais gardons-nous d'être appelés à prendre en ces matières des décisions souveraines et de mettre en nos mains le sort de l'industrie du pays » (1).

Les mines dont le gouvernement projetait l'acquisition se répartissaient en deux groupes : l'un s'étendait, à la lisière nord du bassin, de part et d'autre de la Lippe sur une superficie de 13 200 hectares et réunissait des concessions (Vohwinkel, Friedrich, Waltrop) déjà instituées sous le point de l'être. Les sondages avaient trouvé la houille entre 650 et 850 mètres, sauf à Waltrop où l'épaisseur

(1) Landtag prussien. Comptes rendus sténographiques, 20 février 1902.

des morts terrains n'est pas supérieure à 400 mètres. Cette région était complètement vierge. Le second groupe, plus au midi et séparé du précédent par quelques concessions déjà données (entre autres à la Compagnie de Hibernia), couvrait 7.200 hectares : l'accès du gisement à faible profondeur y est favorisé par une crête souterraine qui le relève. Les travaux étaient très avancés à Gladbeck : quatre puits, dont deux d'aérage, étaient entièrement foncés et l'extraction allait bientôt commencer. Il était difficile de donner un chiffre sur les ressources probables de ces mines ; mais elles paraissaient considérables et dépassaient à Gladbeck seulement 243 millions de tonnes à moins de 1.000 mètres. Par l'étendue totale de ses nouvelles possessions l'Etat se placerait au premier rang dans le bassin de la Ruhr avant les compagnies les plus puissantes, celles de Gelsenkirchen et de Harpen dont les propriétés respectives atteignaient alors 17.500 et 13,200 hectares. Quant au programme d'exploitation, il comportait : l'achèvement de Gladbeck, son équipement pour une forte production de houille et de coke, et l'entreprise immédiate de deux fosses doubles à Bergmannsglück dans le prolongement du faisceau de Gladbeck et, plus à l'est, à Wältrop. L'extraction de ces trois sièges devait donner un bénéfice net à partir de 1908 et atteindre en 1913 son plein développement avec 4.000.000 de tonnes ; on escomptait qu'à la même époque le tonnage total du bassin ne dépasserait pas 80.000 000 tonnes. Les réserves constituées par le reste du territoire provisoirement inexploité permettraient, le cas échéant, d'élever sensiblement cette proportion.

Le parlement ne fit aucune opposition. La délibération fut courte. Il importait d'aboutir rapidement car les offres

de vente que l'État avait reçues (le grand métallurgiste Thyssen était un des principaux intéressés) menaçaient d'être retirées dans un délai limité et il était à craindre que pareille occasion d'entente amiable ne pût jamais se reproduire. La loi fut votée le 21 mars 1902. Un crédit de 58.000.000 de marks était ouvert au gouvernement, dont 51.712.892 marks pour l'achat des concessions ; le surplus représentait les dépenses des premiers travaux à exécuter au cours de l'exercice financier 1902-1903.

IV

La tentative du rachat d'Hibernia.

L'importance de ce domaine, les dépenses nécessaires à sa mise en valeur, les déclarations du ministre Möller semblaient exclure de longtemps toute extension nouvelle. Deux ans pourtant s'étaient à peine écoulés que l'État prussien s'efforçait de s'emparer de la Compagnie Hibernia, une des plus puissantes du bassin.

Ces deux années avaient, il est vrai, suffi pour modifier sensiblement la situation économique. Le cartell de vente de la houille s'était reconstitué. Bien que le contrat de 1893 expirât le 31 décembre 1903, il avait paru utile de ne pas attendre jusque-là pour le reviser et le renouveler. La crise qui suivit l'essor industriel en 1901, avait surtout frappé les mines syndiquées : tandis que pour soutenir les prix, elles s'imposaient de réduire leur production (tombée de 52.080.000 tonnes en 1900 à 48 609.000 tonnes en 1902) les mines dissidentes continuaient à se développer librement : leur part dans l'extraction totale du bassin se trouva portée de 13,35 0/0 en 1900, à

17,73 0/0 en 1903. Le danger de cette concurrence était encore accru par les défauts organiques que l'expérience avait fait apparaître : un des plus graves était le droit acquis aux affiliés, qui ouvraient une fosse neuve, d'obtenir en tout temps une majoration de leur participation calculée sur la base minimum de 400 tonnes par puits et par jour de travail. Ces augmentations automatiques grossissaient démesurément, sans tenir aucun compte de l'état de marché, le chiffre global du tonnage mis à la disposition du syndicat : elles devaient être compensées, à défaut de débouchés suffisants, par une limitation générale de l'extraction dont souffraient surtout les mines trop pauvres ou trop anciennes pour rajeunir leur outillage.

Les négociations furent laborieuses ; à la tête des indépendants s'étaient mises quelques-unes des sociétés métallurgiques les plus importantes. Pour réduire leur résistance il fallut les favoriser de participations élevées et accepter leurs prétentions sur le droit de consommation directe de leurs usines (1). Le 1^{er} octobre 1903 un nouveau traité fut conclu ; il remplaçait celui de 1895 et prolongeait sa validité jusqu'au 31 décembre 1915. Le nombre des dissidents dont faisaient partie les mines fiscales, devenait infime ; le syndicat groupait 98,67 0/0 de la production totale du bassin.

La rédaction des nouveaux statuts s'attacha à supprimer les causes de faiblesse qui s'étaient révélées à l'usage. Désormais le relèvement des participations au cours du contrat fut subordonné au développement de la consom-

(1) Le total des participations s'accrut de 1893 à 1903 de 85 0/0 tandis que la consommation ne s'accroissait que de 45 0/0.

mation dont le comité directeur était laissé juge, et ne put en aucun cas porter atteinte aux droits acquis des autres adhérents. Les cartells de vente du coke et des briquettes, jusque-là distincts, fusionnèrent avec celui de la houille. De nombreuses corrections de détail complétèrent ou précisèrent l'ancien texte.

De ce renouvellement le syndicat sortait plus fort et plus uni. Il avait agrandi le champ de son action. La vente du charbon livré par les mines affiliées n'était plus sa seule raison d'être. Une addition à l'article 6 des statuts lui donnait encore pour objet « l'acquisition, intégrale ou partielle, des propriétés minières, ainsi que l'exploitation, directe ou en participation, d'entreprises de toute nature, se rapportant à l'entrepôt, débit ou transport des produits miniers ». Par cette disposition capitale son rôle était singulièrement accru ; en pénétrant de son influence toutes les opérations qui se rattachent au commerce de la houille, il resserrait son autorité sur le marché. Par son intervention personnelle dans la recherche, la demande et l'achat des concessions, il était à même de couper à la racine les progrès de la concurrence.

Ses premiers efforts se portèrent sur l'organisation du commerce de détail. Aux négociants qui servaient jusque-là d'intermédiaires furent substituées des sociétés par actions dont le syndicat fournit en grande partie l'apport et se réserva la surveillance. A chacune il accorda dans une zone déterminée le monopole du placement de ses produits : la plus importante de ces filiales fut le comptoir rhénan, qui fondé le 1^{er} avril 1904, avec le concours des quatre plus puissants armateurs de navigation fluviale, assure le transport de houilles sur le Rhin et leur

vente en Hollande, dans l'Allemagne du sud, l'Alsace, la Suisse, le sud-est de la France.

Dans toutes les industries la reconstitution du syndicat rhéno-westphalien avait été le signal de nouveaux rapprochements. La métallurgie, jusque-là divisée, donna l'exemple : le 29 mars 1904 était fondé à Düsseldorf le syndicat de l'acier qui groupait 27 des principales usines allemandes depuis la Silésie jusqu'au bassin d'Aix-la-Chapelle (1); c'était un cartell chargé de vendre directement la production d'acier brut, de rails ou de poutrelles et de répartir entre les adhérents la fabrication des produits finis (fers en barre, tuyaux, tôles, pièces de forge). Il se compléta successivement pour la plupart de ces produits et pour la fonte par des conventions particulières qui, indépendantes du syndicat et d'une durée différente, suivaient la même politique et procédaient du même esprit.

A l'intérieur de ces groupements multiples apparaissait une autre tendance non moins nette vers une production de plus en plus concentrée. Cette évolution était surtout sensible dans l'industrie extractive. Il y avait en Westphalie 271 mines distinctes de charbon en 1860, et 160 seulement en 1904, bien que la production fût près de 16 fois supérieure; l'extraction moyenne annuelle par mine était passée de 15.537 à 450.225 tonnes, le nombre moyen d'ouvriers de 104 à 1802 (2). Ce mouve-

(1) Le contrat signé le 29 février 1904 a expiré le 30 avril 1907, mais a été renouvelé, après des négociations difficiles, jusqu'au 30 juin 1912.

(2) Dr. Jüngst, *Die Entwicklungstendenzen im Ruhrbergbau* (Essen, 1910), p. 5. Cette étude donne sur la concentration de l'industrie westphalienne dans ces dernières années des renseignements très complets.

ment semblait se précipiter. Parmi les causes qui l'expliquaient, les unes étaient d'ordre général ou technique comme la diminution du prix de revient avec l'utilisation des puits, la profondeur du gisement dans le nord du bassin ou l'extension prise par la fabrication du coke et des sous produits qui entraînait l'établissement d'usines dont l'importance et le prix exigent des exploitations à grand rendement. Les autres raisons étaient plus particulières. Le dernier renouvellement du syndicat avait fait aux métallurgistes, propriétaires de mines, une situation privilégiée, dont ils se hâtèrent de profiter. Du 1^{er} octobre 1903 au 1^{er} janvier 1905, 23 houillères, représentant un tonnage d'environ 13 millions de tonnes, furent absorbées par 17 sociétés.

Le sort des adhérents, qui gardaient leur autonomie, était beaucoup moins favorable. Leur participation dans le syndicat, calculée avec parcimonie, avait cessé de croître en raison du nombre de leurs puits : ils n'étaient plus autorisés à l'augmenter avant que la prospérité du marché permit d'accueillir leur demande, et l'attente semblait devoir être longue. Mais une autre voie était ouverte aux compagnies les plus puissantes ; elles pouvaient acheter à bon compte des mines de médiocre importance et de peu d'avenir affiliées au cartell, les arrêter mais reporter le droit au tonnage, qui leur était échu dans la répartition de 1903, sur des installations nouvelles ou des gisements plus riches où elles avaient intérêt à se développer. Rien ne s'opposait à cette combinaison, ni le contrat syndical qui tolérait ces déplacements de participation ni la loi de 1865 qui laissait liberté entière aux réunions de concessions ; si d'autre part en vertu de cette même loi la déchéance et la mise

en adjudication d'office devaient sanctionner l'arrêt de l'exploitation, la lenteur de la procédure et son application subordonnée « à des motifs impérieux d'intérêt public », difficiles à invoquer en un temps où la production dépassait la demande, rendait ces menaces assez vaines (1). Il n'y eut pas au cours de l'année 1904 moins de neuf mines en activité qui passèrent ainsi entre les mains de sociétés déjà établies dans d'autres parties du bassin : à peine acquises, sept d'entre elles furent désertées, toutes situées vers le sud où le faisceau houiller est pauvre et irrégulier. Malgré les mesures prises pour adoucir les conséquences de ces abandons, et employer ailleurs la main-d'œuvre réduite au chômage, les intérêts locaux furent atteints ; les communes surtout voyaient leur budget privé des redevances dont la loi du 14 juillet 1893 sur les impôts miniers leur avait remis la plus grande partie. Les plaintes furent très vives et une violente campagne s'engagea dans la presse et devant les Chambres.

Les transformations rapides qui s'accomplissaient dans l'organisation de l'industrie houillère westphalienne, ne pouvaient échapper à l'attention du gouvernement prussien. La suprématie presque illimitée du nouveau syndicat, la disparition progressive des entreprises les plus modestes, éteintes ou absorbées par les compagnies à gros capital, métallurgiques et purement minières, ne

(1) Cette procédure, organisée par les articles 156-160 de la loi de 1863 avait surtout deux défauts : elle ne prévoyait aucune mesure de conservation de la mine entre le moment de l'abandon par le concessionnaire et la reprise par l'adjudicataire. Elle n'avait pas d'effet sur les tiers et devait être rouverte en cas de vente. En fait on ne l'appliquait pas.

risquait-elle pas de livrer le marché à un arbitraire dont l'expérience des trusts américains démontrait le danger ?

Le bruit courait — sans fondement d'ailleurs — d'une fusion projetée entre les Sociétés de Gelsenkirchen et de Harpen qui produisaient ensemble 11 millions de tonnes. Bien que le passé du syndicat semblât répondre de la modération de sa politique future, l'Etat voulut à nouveau intervenir.

Ce ne fut pas sous la forme des mesures législatives qui avaient été fréquemment suggérées pour restreindre ou contrôler la liberté de ces ententes. Il préféra entrer lui-même en lice et fonder sur sa propre activité industrielle l'influence qu'il revendiquait. Les exploitations dont le fisc disposait en Westphalie depuis 1902, ne pouvaient donner un appui suffisant : l'extraction était alors d'environ 500.000 tonnes par an à Gladbeck et on commençait à peine à creuser les fosses nouvelles dont la création avait été décidée ; il fallait dix ans encore pour les porter à leur maximum de rendement. Désarmé par cette échéance lointaine, l'Etat n'avait d'autre moyen, pour agir rapidement, que l'annexion à son domaine d'une concession en pleine activité ; il fixa son choix sur la Compagnie Hibernia.

Les négociations entamées à l'occasion de cet achat ont, par suite de leur grand retentissement, été plusieurs fois exposées dans leur détail (1). Il suffira d'en rappeler sommairement ici le caractère et l'issue.

La Société par action Hibernia tenait dans le bassin de

(1) Cf. en particulier. Circulaires du Comité des houillères et Fuster. « Le Syndicat des houilles d'Essen », p. 252.

la Ruhr, après les Sociétés de Gelsenkirchen et de Harpen, le troisième rang en importance qu'elle conserve aujourd'hui. Sa participation dans le Syndicat était de 3.416.500 tonnes, sa production en 1903 de 4.624.129 tonnes (soit 7,1 0/0 du tonnage total extrait en Westphalie); ses droits portent sur 11.339 hectares et comprennent cinq groupes disséminés de concessions successivement acquises entre 1855 et 1904 : celles qui sont le plus au nord, morcellent le domaine acheté en 1902 par le fisc prussien, et l'espoir de voir tomber cette barrière n'était pas un des moindres avantages attendus de la fusion projetée.

Ces mines forment un ensemble très riche. Les exploitations qui avoisinent Gelsenkirchen et Wanne dans une région déjà ancienne (Wilhelmine Victoria, Shamrock) étaient vers 1904 en pleine activité ; le nombre et l'extraction des fosses du nord plus récemment ouvertes (Schlägel und Eisen, General Blumenthal) paraissaient susceptibles d'un accroissement sensible. Le capital-actions de la Compagnie avait été successivement porté de 16.800.000 marks à 53.500.000 marks : la dette obligataire se montait à 21.229 500 marks. Le dividende, assez variable, avait atteint 15 0/0 en 1900 et se tenait depuis 1902 au-dessus de 10 0/0.

Au mois de juin 1904, par la voie de la presse et sans consultation préalable des Chambres, le gouvernement fit connaître ses propositions. Elles comportaient l'échange de chaque action de 3.000 marks (valeur nominale) contre 8.000 marks de rentes sur l'Etat 3 0/0, soit un dividende consolidé de 8 0/0. Les administrateurs de la société refusèrent : la moyenne des distributions effectives dans les dix dernières années se montait, disaient-

ils, à 11,03 0/0 malgré l'extrême prudence des amortissements et il fallait tenir compte des augmentations que l'avenir promettait. Le gouvernement insista et engagea la lutte.

Depuis quelque temps il s'était lié par une convention secrète à la Dresdner Bank de Berlin. Elle devait ramasser en Bourse tous les titres disponibles et tenir à sa disposition le portefeuille ainsi constitué. Cette manœuvre, dès qu'elle fut déjouée, provoqua une vive émotion. Les mines privées avaient en 1902 accueilli sans hostilité et même, pour quelques-unes, facilité par leurs offres l'établissement du fisc en Westphalie. Le rôle modeste auquel l'Etat déclarait prétendre, n'était guère de nature à les léser ni à les inquiéter et un de leurs représentants, le docteur Schultz, avait même au Landtag affirmé ses sympathies à ce nouveau voisinage. Mais les ambitions, qui venaient si brusquement de se découvrir, paraissaient grosses de conséquences. Ce coup porté à une des entreprises qui étaient à la tête du bassin n'était-il pas le début d'une campagne plus vaste, et encore inavouée de nationalisation ? Fondées ou non, ces craintes étaient générales : le syndicat prit le parti de soutenir dans sa résistance la compagnie menacée. Avec son appui et celui de plusieurs groupes financiers (Bleichröder, Diskontogesellschaft) la majorité des actionnaires fit bloc contre la Dresdner Bank. Aux vingt-deux millions de marks en capital qu'elle avait réussi à réunir, ils en opposaient environ vingt-neuf ; deux assemblées successives, après des débats violents et compliqués par des querelles de procédure, confirmèrent le refus dont le Conseil d'administration avait pris l'initiative. Elles votèrent en outre une augmentation de capital de 6 mil-

lions 1/2 de marks dans le dessein de barrer définitivement la route à la banque qui servait de prête-nom à l'Etat. Maîtres de l'émission, les administrateurs pouvaient écarter tout souscripteur suspect. Leur tâche fut facilitée par la formation du consortium de Herne qui, fondé en décembre 1904, subsiste aujourd'hui. Ses attributions statutaires sont « l'achat et la gestion en commun des actions de la Société Hibernia » ; en fait c'est un groupe de défense qui s'est assuré plus de la moitié des titres et s'attache à maintenir et fortifier dans le conseil de direction son influence prépondérante. Le montant des parts de ce consortium était au début de 36 millions 1/2 de marks (1) : le syndicat en prit la moitié, le reste revint aux cinq banques qui combattaient à ses côtés.

La Dresdner Bank refusa de se soumettre et attaqua devant les tribunaux la validité du vote des deux assemblées sur l'augmentation de capital. Sans attendre l'issue du procès le gouvernement demanda aux Chambres de ratifier ses engagements : le projet de loi, déposé en novembre 1904, lui ouvrait un crédit de 69 millions 1/2 de marks pour couvrir le paiement à la Dresdner Bank de 27 millions 1/2 d'actions (valeur nominale). Le cours d'achat revenait à 244,8 0/0, courtage compris. La discussion fut orageuse ; le ministre Möller se défendit contre les tentatives de monopole dont on lui prêtait l'intention : « Personne, disait-il, n'en doit former le souhait ; ce serait vouloir le déclin de notre développe-

(1) Soit plus de la moitié du capital de Hibernia qui, après l'émission de 1904, était de 60 millions de marks. En 1908 le capital du consortium a été porté à 42 millions de marks.

ment industriel » (1). Il écartait toute mesure directement agressive contre le syndicat dont le passé avait démontré l'heureuse influence : mais par leur solidarité étroite, leur puissance croissante et leurs tendances qui s'étaient affirmées dans les dernières fusions, ces ententes devenaient de véritables forces politiques auxquelles l'Etat ne pouvait rester indifférent ; il voulait tenir dans leur direction le rôle de « conseiller écouté », il n'avait pas d'autre ambition.

La grande majorité du Landtag était favorable à ces propositions ; elles avaient en principe l'adhésion plus ou moins entière de la droite, du centre et même d'une fraction du parti libéral. Mais les critiques furent vives sur la manière dont l'opération avait été conduite. La cote des actions d'Hibernia était passée de 190 0/0 en février 1904 à 276 0/0 en septembre et la plupart des valeurs minières avaient été entraînées dans cette hausse. On reprochait au gouvernement d'avoir, par son jeu dissimulé et en liant partie avec une banque privée, favorisé des coups de Bourse et des spéculations avérées auxquelles le crédit public n'aurait pas dû être mêlé. A la lutte si âpre, qu'il avait provoquée, l'Etat n'avait d'ailleurs rien gagné. La place qu'il se promettait de conquérir, menaçait de lui rester fermée si les tribunaux n'admettaient pas l'appel interjeté.

Néanmoins la loi fut votée le 6 mars 1905 et le fisc entra presque aussitôt en possession du portefeuille de la Dresdner Bank.

Le 20 décembre 1905 un arrêt de la cour de Hamm, confirmé le 13 juin 1906 par la Cour Suprême de Leipzig,

(1) Landtag. C.-rendus stén., 29 novembre 1904, p. 7.677.

déclara régulière l'opération qui avait élevé à 60 millions de marks le capital de la Société. La coalition des actionnaires l'emportait : avec ses vingt-sept millions et demi de titres, l'Etat mis en minorité voyait son action paralysée. Il ne tarda pas à subir un second échec. A la fin de 1906 un appel de fonds fut nécessaire. Par une manœuvre habile, qu'inspira le consortium de Herne, l'assemblée décida de créer des actions privilégiées 4 1/2 0/0. Ce nouveau capital de dix millions de marks était entièrement distinct du capital ordinaire et donnait un droit de vote séparé : si bien que chaque délibération exigeait désormais la réunion de deux majorités. Le conseil de direction écarta naturellement les souscriptions offertes par l'Etat et assura le placement de cette nouvelle émission, de manière à se ménager une seconde ligne de défense au cas où le bloc formé par les actions ordinaires viendrait à être entamé. Encore une fois, pour des raisons fondées sur la loi des Sociétés, l'Etat contesta la validité de ces mesures ; une fois de plus il fut débouté par un arrêt de la Cour Suprême le 25 mars 1908.

Cette défaite paraît définitive et les positions ne se sont pas modifiées depuis trois ans. Repoussé de l'administration de la société, le fisc se borne aujourd'hui à toucher les dividendes qui oscillent autour de 11 0/0 de la valeur nominale : il retire ainsi des sommes engagées un revenu voisin de 4 0/0. Ce placement sans précédent des fonds publics dans une entreprise privée n'est donc pas désavantageux ; mais il n'a jusqu'ici aucune des conséquences économiques qui étaient sa seule raison d'être.

V

Les réformes de la loi du 24 juin 1865 ; la loi Gamp ;
la loi du 18 juin 1907.

Les défiances éveillées par l'affaire d'Hibernia avaient été trop vives pour que l'Etat pût désormais renouveler sa tentative et négocier la reprise amiable d'une mine privée ; mais dans les concessions susceptibles d'être délivrées à l'avenir rien ne l'empêchait de trouver une compensation à son impuissance présente et de se réserver la part qui lui convenait, à condition toutefois de corriger à son profit le libéralisme de la loi de 1865 et de modifier le régime de la propriété minière. C'est dans cette voie nouvelle que la politique du gouvernement s'engagea.

Une grève avait éclaté en janvier 1903 et s'était rapidement généralisée dans le bassin de la Ruhr. Malgré l'entremise du chancelier de l'Empire et la pression de l'opinion publique, les patrons refusèrent toute entrevue avec les délégués des syndicats. Leur obstination provoqua dans le Parlement un vif mécontentement qui contribua à hâter le vote des crédits demandés au même moment pour l'achat d'Hibernia. Au bout d'un mois le travail fut repris sur l'assurance officielle que les principales revendications recevraient une solution légale. Ce fut l'œuvre de la loi du 14 juillet 1903 qui organisait dans chaque mine des comités ouvriers permanents et contenait sur le paiement des salaires et la durée du travail d'importantes prescriptions nouvelles. Dans les débats soulevés au Reichstag par la grève, le comte de Posadowsky annonçait une seconde réforme ; il montrait les abus aux-

quels donnait lieu l'institution des concessions et se disait prêt à y remédier. Ce fut pourtant un député conservateur, le baron Gamp, qui prit l'initiative. Son projet, appuyé par le gouvernement, fut voté et légèrement retouché par les deux Chambres et devint la loi du 5 juillet 1905.

On sait l'étendue des droits reconnus par la loi de 1865 à l'explorateur. Dès que l'enquête administrative a établi le succès de ses recherches, il peut adresser une déclaration de découverte qui marque la date origine de son privilège d'inventeur. Ce privilège emporte la faculté d'attribution, en pleine propriété, jusqu'à une profondeur illimitée, du gisement reconnu à l'intérieur d'un « champ », dont le périmètre superficiel doit être indiqué dans un délai de six semaines. Le demandeur a le choix du tracé, il est tenu seulement à trois réserves : il faut que le champ contienne l'endroit où le gisement a été recoupé, sa surface maximum est de 219 hectares et la plus grande distance autorisée de deux points du contour est de 4.184 mètres. La concession même n'est accordée qu'après une procédure mise en mouvement par une nouvelle requête ; mais jusqu'à sa clôture, le champ revendiqué reste exclusivement réservé à l'inventeur, quand il n'y a aucun doute sur son droit de priorité.

Il semblait résulter de ces dispositions qu'un sondage heureux ne peut fermer aux recherches plus de 219 hectares. En fait il n'en était rien ; l'usage s'était établi de tolérer pour une même découverte et du même intéressé plusieurs demandes successives de périmètre, chacune annulant naturellement la précédente. Mais on conçoit les conséquences de cette incertitude prolongée sur le tracé définitif de la concession : le privilège de l'explora-

teur était par là porté à un cercle de 4 184 mètres de rayon ayant le sondage pour centre dit « Schlagkreis. » Un concurrent n'eût pas risqué de s'y établir ; c'était s'exposer à faire surgir de la part du premier occupant une demande nouvelle se réglant sur la sienne pour la recouvrir et l'éliminer. Si l'étendue de la concession, une fois instituée, était réduite aux limites fixées par la loi, le bénéficiaire pendant la durée de l'instance se trouvait protégé par la ceinture de 5.500 hectares que le « schlagkreis » forme autour de chaque sondage.

La jurisprudence avait autorisé cette application de la loi de 1865. Rien ne pouvait mieux faciliter le mouvement de concentration qui se produisait dans les recherches comme dans l'exploitation des mines westphaliennes. Il suffisait d'un très petit nombre de sondages, convenablement disposés, pour tenir une région entière, l'explorer à loisir et mettre la main sur les emplacements favorables. Rien ne limitait d'ailleurs légalement le nombre de champs qui pouvaient être groupés dans une même demande ; aussi tandis que le morcellement des mines du sud, les plus anciennes, était extrême, des concessions très vastes tendaient à se partager les territoires du nord et de la rive gauche du Rhin. Leur étendue croissante se justifiait principalement par l'importance des sièges d'extraction à grande profondeur qu'on devait ouvrir dans ces régions. Les dépenses d'établissement y étaient considérables, plus de 15 millions de marks par fosse : pour rémunérer les capitaux engagés, il devenait indispensable de prévoir de fortes productions et de s'assurer des réserves, provisoirement inexploitées, qui prolongeraient la durée des amortissements et en atténuaient les charges.

Les lacunes originelles de la loi de 1865, aggravées par son interprétation, ne purent produire leur plein effet que par les progrès accomplis dans la technique des sondages. Cette industrie s'était transformée dans les dernières années : aux anciens procédés longs et coûteux s'étaient substituées des méthodes nouvelles qui permettaient d'atteindre en peu de temps les grandes profondeurs, donnaient des indications précises et par la diminution des frais limitaient les pertes en cas d'insuccès. La Société internationale de forage s'était fondée en 1895 à Erkelenz pour exploiter les plus récents de ces brevets : elle avait bientôt pris la tête dans l'exploration du bassin westphalien, multipliant les trous de sonde partout où il restait une chance de trouver la houille à moins de 1 000 mètres. La valeur de l'outillage dont elle était seule à disposer et l'expérience d'un personnel très exercé ne tardèrent pas à lui assurer dans ces recherches une place prépondérante. Elle se rendit maîtresse d'immenses domaines, obtint les concessions et en fit commerce. Les ventes lui rapportèrent de gros bénéfices ; le dividende distribué fut de 45 0/0 en 1903 et 100 0/0 en 1904.

C'est à ces accaparements que la loi Gamp, ainsi appelée du nom de son auteur, voulut mettre un terme. Elle se bornait à suspendre provisoirement, et pour une durée maximum de deux ans, l'application de la loi du 24 juin 1865 en ce qui concerne l'institution des concessions de houille et de sel. Ce n'était donc qu'une loi d'attente. Le temps avait manqué pour étudier et voter une réforme positive que le gouvernement reçut mission de préparer. Mais on comptait par les mesures adoptées enrayer immédiatement les abus constatés et arrêter le

partage des régions encore vierges pour que l'Etat pût se les réserver ou y exercer son choix le jour où le régime de la loi de 1865 aurait été remanié à son profit (1).

Ces espérances furent déçues. La loi Gamp venait trop tard et surtout ses tolérances étaient trop larges. Elle avait respecté intégralement les droits acquis par les sondages exécutés avant le 31 mars 1905 ; plus libérale encore et pour éviter tout effet rétroactif, elle avait maintenu jusqu'à sa promulgation le privilège du schlagkreis ; les propriétaires de sondages antérieurs au 5 juillet 1905 conservaient la faculté d'ouvrir des recherches dans un rayon de 4.184 mètres et d'y obtenir des concessions dont le territoire était seulement astreint à ne pas dépasser le cercle ainsi défini. Mises en garde par les discussions qui précédèrent le vote de la loi Gamp, les sociétés de sondages se hâtèrent d'utiliser ce répit et d'occuper les derniers terrains où une recherche pût être tentée avec succès. La puissance de leur équipement leur permit d'aboutir avant l'échéance dont elles étaient menacées.

Bref, le jour où la loi Gamp entra en application, il ne restait plus guère de concessions à délivrer. Dans un tableau qu'il soumit aux Chambres en 1907, le gouvernement indiquait les réserves probables de houille sur lesquelles la Prusse pouvait compter (2) :

(1) Nous renvoyons au chapitre IV pour l'étude de la législation relative au sel et à la potasse.

(2) Landtag. C. rendus sten. 25 février 1907, p. 1324. Il est superflu de rappeler combien ces évaluations sont incertaines.

	Jusqu'à une profondeur de	
	1.200 m.	2.000 m.
	millions de tonnes	millions de tonnes
Concessions exploitées (par l'Etat ou l'industrie privée.....)	45.410	68.580
Concessions non exploitées.....	36.970	73.710
Concessions en instance.....	17.090	67.150
Territoires interdits par la loi Gamp.....	7.090	28.770
Principauté de Pless (où le prince a conservé les droits régaliens).....	16.700	31.830
	123.260	270.040

Sept milliards de tonnes sur 123, soit à peine 5,7 0/0 telles étaient les richesses houillères utilisables que la loi Gamp avait mises sous séquestre ; car s'il est possible que les difficultés de l'extraction aux profondeurs supérieures à 1.200 mètres soient un jour résolues, il serait prématuré d'en escompter dès maintenant les résultats. Et ce mince domaine se trouvait presque exclusivement en dehors de la Westphalie où l'Etat voulait avant tout fortifier son influence.

Le principal effet de la loi Gamp dans cette région avait été d'accroître la valeur de la propriété minière. Pour un « champ » de 219 hectares la plus-value atteignait 500.000 marks ; c'était une augmentation minimum de 20 pfennigs par tonne dans le prix de revient des exploitations futures et (au sens économique du mot) une rente équivalente acquise aux mines déjà établies. Cette hausse s'expliquait facilement : l'industrie privée s'était jetée sur les concessions dont les sociétés de sondage avaient pu se saisir, les dernières peut-être qui lui fussent offertes. Les mines limitrophes désiraient s'agrandir, les usines métallurgiques assurer leur approvisionnement de combustibles, les membres du syndicat se protéger

contre les progrès des dissidents ou les manœuvres de l'Etat.

C'est pour répondre à ces préoccupations que se constitua le 5 septembre 1905 la Société Rhéno-Westphalienne ; elle groupait dans un consortium, avec des participations diverses, vingt-trois des principales compagnies du bassin réunies pour acheter à la Société Internationale d'Erkelenz un domaine de 60.195 hectares qui lui était concédé sur la rive gauche du Rhin, au nord de la Lippe et à l'est de Hamm. Le prix fut de 36.780.000 marks. Les territoires ne sont pas encore aujourd'hui partagés. Il s'agissait moins pour les intéressés d'une augmentation immédiate de leur production individuelle que d'une mesure destinée à repousser la concurrence tout en facilitant leur développement à venir. L'influence du Syndicat, qui avait directement inspiré cette opération, en fut accrue et consolidée. Quant à la Société d'Erkelenz elle donna à ses actionnaires en 1905 et 1906 un dividende de 500 0/0.

La loi Gamp avait donc précipité le mouvement qu'elle devait arrêter et indirectement favorisé la concentration qu'elle voulait combattre ; son échec était incontestable. Les interdictions qu'elles avaient prononcées, étaient d'ailleurs temporaires et tombaient en juin 1907 ; il était nécessaire qu'avant cette date une modification définitive fût apportée à la loi de 1865.

Le gouvernement n'hésita pas à revenir sur les principes essentiels dont l'application avait vers le milieu du XIX^e siècle, donné l'essor à l'industrie allemande. Il reconnaissait les bienfaits passés de ce libéralisme, mais estimait qu'on n'en pouvait plus désormais rien attendre. La « Berghaufreiheit », d'après le ministre Delbrück, était

dérivée directement des anciens pouvoirs régaliens ; la loi de 1865 avait simplement transféré à la communauté les droits que le prince s'était jusque-là réservés. Cette remise gratuite des richesses du sous-sol n'avait de raison d'être que si tous y avaient accès. Du jour où l'égalité se trouvait rompue par les progrès de la science mis au service de quelques-uns et où la concurrence était détruite par l'action concertée d'un syndicat, le régime se trouvait faussé et il était naturel de reprendre un privilège dont un petit nombre de compagnies puissantes ou de groupes financiers devenaient les seuls bénéficiaires. Ce n'est pourtant pas un monopole absolu que demandait le gouvernement ; il ne songeait pas à toucher aux droits acquis et il refusait même de confier intégralement à l'Etat l'exploitation des réserves non concédées. « Il ne serait pas politique, disait M. Delbrück, d'augmenter l'armée des ouvriers qui travaillent dans les mines fiscales.... Notre administration ne peut naturellement être aussi souple que l'industrie privée. Une société par actions a moins de peine à se procurer 40 millions pour une nouvelle fosse que le Ministre du Commerce prussien ; il lui est plus facile de suivre les variations économiques et de régler l'extraction sur la situation du marché. » L'Etat devait revendiquer dans la production une part personnelle qui lui permit d'opposer son influence à celle des syndicats, mais quand cette action d'équilibre, plus efficace et plus sûre que des mesures coercitives directes, était en état de s'exercer, le mieux était de faire appel aux particuliers, sans toutefois leur laisser un droit perpétuel et illimité de propriété.

C'est dans cet esprit que le gouvernement déposa, en janvier 1907, un projet de loi. Les solutions offertes

étaient radicales : la recherche et l'extraction de la houille, du sel et des minéraux connexes dans les gisements encore libres n'appartiendraient désormais qu'à l'État ; mais il aurait *la faculté* « à titre temporaire et contre indemnité » de transférer à des personnes privées les pouvoirs qui lui étaient attribués. Pour les autres substances rien n'était changé ; la loi de 1865 recevait de nombreux amendements qui abrégèrent la procédure d'institution des concessions, réduisaient en étendue et en durée le privilège du « schlagkreis » et corrigeaient les principales lacunes de la loi de 1865 reconnues à l'expérience.

La discussion devant le Parlement fut longue et ardente. L'accord était unanime sur les améliorations de détail proposées ; elles furent votées sans opposition. Mais la majorité des partis acceptait moins facilement pour la houille ce retour au « Bergregal » du passé et l'abandon d'un régime qui depuis un demi-siècle faisait la force de l'industrie allemande. On reprochait à l'administration d'avoir par son inertie (1) laissé des sociétés confisquer les progrès réalisés dans la méthode des sondages et s'être laissée devancer dans des gisements où elle avait, comme tout le monde, librement accès. C'est de l'initiative privée qu'était venue la découverte rapide

(1) Le député Hilbeck rappelait qu'en 1889 plusieurs exploitants de sel et de potasse dans l'arrondissement de Halle voulurent entreprendre une campagne de sondages en Prusse pour combattre ou prévenir la concurrence ; c'est à l'administration fiscale (propriétaire des mines de Stassfurt) qu'ils demandèrent de diriger ces recherches, auxquelles elle était elle-même intéressée. Aucune entreprise privée n'était capable alors de rivaliser avec elle pour la valeur de l'outillage et la rapidité du travail.

et insoupçonnée des extensions du bassin de la Ruhr. Un monopole n'allait-il pas marquer la fin de ces recherches toujours aléatoires et ralentir ou compromettre la connaissance exacte des ressources minérales dont la Prusse dispose ? Le crédit annuel que le budget ouvre aux dépenses d'exploitation, est de 400.000 marks ; sollicité par les provinces les plus diverses le gouvernement est obligé de disperser, souvent inutilement, son effort. Comment suffirait-il à la tâche qui allait désormais lui incomber ?

Le projet était surtout combattu dans les effets qu'on en pouvait attendre. Ses adversaires insistaient sur la faiblesse organique des exploitations fiscales dont le ministre avait le premier convenu : ils montraient l'impuissance de l'Etat à abaisser les prix de ses produits en Silésie, en Westphalie et même dans des pays comme la Sarre, dont il domine le marché. A tous égards cette réforme, si grave pourtant dans son principe, ne paraissait susceptible que d'assez minces résultats. Les plus optimistes n'auraient su dire dans combien d'années serait techniquement possible la mise en valeur des réserves à grandes profondeurs qui allaient tomber dans le domaine du fisc : en revanche il était aisé de prévoir l'énormité des capitaux qu'il y faudrait engager. Inquiéter toutes les industries, décourager l'esprit d'entreprise, augmenter la valeur des concessions et sans doute aussi le prix de la houille au détriment des consommateurs, telles seraient les seules conséquences immédiates et sensibles des propositions du gouvernement.

Le ministre dut transiger et accepter quelques-uns des amendements soumis aux deux assemblées par le parti libéral. De ces délibérations le projet initial sortit

très atténué. Aucune restriction ne modifia les dispositions relatives aux gisements de sel et de potasse (1) ; le monopole se justifiait pour ces substances par les conditions spéciales de leur industrie et de leur commerce, sur lesquelles nous aurons à revenir. Mais pour la houille la rédaction initiale subit de nombreux remaniements qui en transforment la portée et le caractère. La loi du 18 juin 1907 maintient d'abord intégralement le régime des anciennes concessions dans les provinces de Prusse Orientale, Brandebourg, Poméranie, et Schleswig-Holstein ; c'est une prime offerte aux compagnies de sondages qui voudraient tenter des travaux pour trouver le charbon dans ces régions où on ne le connaît pas encore. Quant au reste du pays, le droit de recherche et d'exploitation devient un privilège dont l'Etat dispose seul en principe. Il n'en peut toutefois user à sa guise ; il est rendu maître de choisir et d'annexer à ses précédentes possessions deux cent cinquante « champs » nouveaux représentant une superficie totale de 55.000 hectares. L'exploitation et la recherche du surplus *doivent* être remises à l'industrie privée : « Le mode de transfert sera fixé par une loi. »

On voit combien ce texte, applicable seulement à la houille, est concis, vague et dilatoire et rien dans les autres articles ne le précise ni le complète. S'il consacre un agrandissement important du domaine fiscal, il ne préjuge rien du régime définitif de l'industrie extractive. Trois ans ont été accordés en 1907 à l'Administration pour explorer et retenir les gisements où elle aurait le plus d'avantage à s'établir ; il était naturel que

(1) Voir chapitre IV.

pendant cette période d'études et de recherches toute concurrence gênante fût systématiquement écartée. Mais aujourd'hui ce délai est expiré ; le fisc a déterminé et vient de faire connaître les limites des territoires qu'il entend se réserver ; rien ne justifie plus la prolongation de l'incertitude imposée à l'industrie privée sur les conditions dans lesquelles elle sera admise à posséder et exploiter.

Toute hypothèse serait vaine sur la solution qui devra prochainement intervenir. Le problème subsiste seulement pour la houille ; personne ne songe à remettre en cause le régime institué par une loi d'empire pour les sels de potasse ni les principes de la loi de 1865 restés applicables aux autres substances dont l'importance est minime. Au fond le gouvernement a subi un échec en 1907 ; il demandait la confiscation par l'Etat de tous les gisements de houille non appropriés avec faculté de concession temporaire à l'industrie privée ; il n'a obtenu du Parlement qu'une loi d'attente, une « nouvelle forme de loi Gamp ». Sans doute il a réussi à accroître gratuitement le domaine fiscal d'une surface triple de celle qu'il avait dû payer en 1902 ; mais cet enrichissement, dont la valeur présente paraît médiocre, sera en principe le dernier. Sous le régime de 1865 « l'Etat », pouvait comme tout particulier et par les mêmes voies se faire attribuer des mines pour les exploiter (1). Il n'y est plus autorisé maintenant ; la loi de 1907 le lie pour l'avenir et l'oblige à céder ses privilèges sans définir les conditions ni la nature juridique de cette cession.

(1) Aguillon. *Annales des mines*, 1907. Note sur la nouvelle loi des mines pour la Prusse, p. 231.

Il est impossible de ne pas observer combien tâtonne en Westphalie depuis 1902, la politique de l'Etat prussien. Ses premiers efforts ont tendu à se faire une place dans le bassin houiller par la reprise amiable de concessions déjà données ; il fallut y renoncer du jour où l'alarme jetée par l'essai du rachat de Hibernia suscita la résistance des sociétés privées. Le succès ne pouvait désormais venir que d'une réforme profonde de la législation minière. Décidée, deux fois ajournée, elle est rendue d'avance à peu près stérile pour avoir trop tardé et trop largement ménagé dans la période transitoire les intérêts en cause ; aujourd'hui encore elle reste indécise. Ces hésitations et ces flottements s'expliquent en partie par l'idée qui guide le gouvernement et les Chambres. Ce n'est pas le principe autoritaire qui attribue à l'Etat dans la doctrine socialiste un droit naturel illimité sur les richesses du sous-sol et fait de leur aliénation gratuite et perpétuelle à des particuliers un appauvrissement national inacceptable. Ce n'est pas non plus la survivance d'une tradition historique dont on se serait momentanément détourné ; dans les coutumes les plus reculées, la « Bergbaufreiheit » voisinait avec le « Bergregal ». Ce n'est pas enfin le souci d'assurer au budget, par les mines comme par les chemins de fer, une source de revenus capable d'alléger ou d'éviter les impôts futurs ; le bilan des exploitations en activité ne justifierait guère ces espérances. L'objet essentiel de cette politique semble être plutôt, comme nous l'avons vu, de se garantir contre les dangers qui peuvent résulter des organisations nouvelles de l'industrie moderne. Dans les déclarations du ministre, dans les discours au Parlement apparaît l'ambition persistante de favoriser le dé-

veloppement simultané de l'industrie privée et de l'industrie d'Etat en assurant à celle-ci une part qui l'associe à la direction du marché. On devine combien il est difficile de réaliser cette conception économique qui veut opposer et concilier deux influences. L'équilibre cherché se modifie sans cesse. Comment lui donner quelque stabilité? Les tentatives de solution légale n'y ont pas jusqu'ici réussi. Les ententes librement nouées, qui semblent se négocier, seront-elles plus heureuses? C'est ce que l'on ne saurait dire. Il est en tout cas intéressant d'examiner les forces en présence.

VI

Domaine minier de l'Etat prussien en Westphalie.

La loi du 10 mai 1908.

Au mois de décembre 1910, dans les délais impartis, l'administration des mines a fait connaître les territoires où elle exerce son droit de préférence. Ils forment quatre groupes : Geldern (6.000 hect.), Ress (8.847 hect.), Borkenberg (1.984 hect.), Münsterland (34.927 hect.) et se développent de part et d'autre du Rhin à l'extrême nord du bassin de la Ruhr. Sur les 250 champs que lui attribuait la loi de 1907, l'Etat dispose encore de 2.644 hectares ; ils ont été choisis en Silésie dans le cercle de Rybnik (concession de Ruptau et Oberwilcza).

Ainsi accru, le domaine fiscal de Westphalie représente une superficie totale de 73.374 hectares. Les compagnies les plus puissantes, Gelsenkirchen, Harpen et Hibernia ne possèdent respectivement que 28.716, 17.121 et 10.193 hectares. Mais leur production est loin d'être

en rapport avec leur étendue. Dans les gisements qui viennent d'être annexés par l'Etat, la profondeur de la houille doit atteindre au moins 1.200 mètres ; or il est aujourd'hui non pas impossible, mais très coûteux, d'exploiter pareils niveaux ; la température élevée, les plus fortes teneurs en grisou, les difficultés de fonçage, la puissance de l'outillage grèvent le prix de revient de telle sorte que les bénéfices de l'entreprise deviennent très aléatoires. Il est d'ailleurs vraisemblable que les progrès de la technique industrielle abaisseront peu à peu ces obstacles ; il se peut aussi qu'une campagne méthodique de sondages reconnaisse des zones plus favorables où un relèvement géologique rende dès maintenant le charbon facilement accessible (1). Il n'en est pas moins certain que longtemps encore le principal effort devra porter sur les mines achetées en 1902 où un faisceau très dense a été recoupé à moins de 600 mètres.

Le programme initial (2) comprenait dans ces mines l'établissement de quatre sièges d'extraction armés pour une production de 4 millions de tonnes qui devait être atteinte en 1915. Il fallut bientôt reconnaître l'optimisme excessif de ces prévisions. En 1907, malgré l'importance des crédits annuellement engagés, les quatre fosses

(1) Dans son ensemble le bassin de la Ruhr se compose d'une suite de cuvettes orientées est-ouest séparée par des dômes ; l'épaisseur des terrains de recouvrement augmente, quand on s'avance vers le nord ; Un système de failles dirigées nord sud a disloqué le gisement et le divise en compartiments, les uns affaissés constituant des « fosses », les autres relevés formant des « selles ». On conçoit, sans entrer dans le détail, que la combinaison de ces dômes et de ces selles puisse faire apparaître, même au nord, la houille à des profondeurs abordables.

(2) Voir page 60.

déjà ouvertes ne fournissaient encore que 854.058 tonnes. Il est vrai que l'exploitation prospère de Bergmannsglück, alors à ses débuts, permettait de compenser en partie les mécomptes passagers subis dans les travaux de Gladbeck. Mais plus inquiétante que ces retards d'exécution était l'insignifiance du résultat final qu'on pouvait entrevoir. Les progrès du bassin westphalien s'étaient précipités au delà de toute attente. La production avait crû de 58 millions de tonnes en 1902 à plus de 82 millions en 1907 ; en 1915 elle dépassera sans doute 125 millions. Comment opposer à de pareils chiffres le tonnage de quatre millions qui serait péniblement extrait des mines fiscales ? La disproportion était trop frappante pour que le gouvernement ne cherchât pas à l'atténuer ; dès 1909 il invita le Parlement à compléter l'effort entrepris qui paraissait menacé de stérilité : la somme de 55 millions de marks, dont il proposait l'emprunt, devait payer les dépenses de trois nouveaux sièges d'extraction (Zweckel, Niederscholven, Westerholt) et porter à sept millions le tonnage total des mines fiscales appelées ainsi à prendre rang parmi les compagnies les plus puissantes du bassin. Il était d'ailleurs de bonne politique — ajoutait le rapport présenté par le ministre Delbrück, — de ne pas laisser improductifs les capitaux immobilisés dans l'achat des concessions reprises en 1902 et de mettre en valeur leurs immenses ressources presque intactes.

Le moment était favorable pour obtenir l'adhésion du Parlement. Après une période de prospérité médiocre, un brusque relèvement de la situation économique avait provoqué en 1907 dans le commerce de la houille une crise analogue à celle de 1901, sinon plus vive. Les mines n'avaient pu, malgré leurs progrès rapides et une

extraction intense, satisfaire les demandes. La production s'était encore une fois montrée insuffisante et beaucoup d'industries avaient souffert de cette disette. Le gouvernement avait beau jeu, dans le concert des plaintes dont il était saisi, à présenter des propositions qui permettraient à la fois de développer les exploitations fiscales et d'accroître les disponibilités du bassin.

La loi fut votée le 10 mai 1908 et la préparation des trois nouveaux sièges commença aussitôt. Mais en 1909 la fosse Waltrop, dont l'exécution se rattachait au programme de 1902, a été, à peine terminée, complètement inondée : il faudra sans doute longtemps pour la rouvrir. Bref aujourd'hui l'Etat dispose en Westphalie de trois fosses doubles en pleine activité. Leur production disponible pour l'exercice financier 1911-1912 est évaluée à 1.953.540 tonnes de houille et 581.000 tonnes de coke. Dans cinq à six ans d'ici, quand les travaux entrepris auront atteint leur plein développement, le nombre des fosses sera de sept et l'extraction dépassera sept millions de tonnes.

VII

Le renouvellement du syndicat. Les mines d'usine.

L'adhésion des mines d'Etat.

Le mouvement de concentration dans l'industrie westphalienne, dont nous avons déjà indiqué l'origine et le caractère, continue à s'étendre et la prépondérance dans le bassin passe de plus en plus aux grandes entreprises. Les participations réglées par le contrat syndical de 1903 ont déterminé de nouvelles fusions, tandis que l'explo-

tation tend à se ramasser autour d'un petit nombre de sièges puissamment outillés (1). Bien que de 1904 à 1909 la production totale ait augmenté de quatorze millions de tonnes, bien que de nouveaux gisements viennent d'être ouverts, le nombre des mines distinctes a à peine changé (154 contre 150). Le syndicat qui groupait à sa naissance 99 adhérents, n'en compte plus que 56 ; « des mines qui l'avaient fondé, une sur deux a été absorbée ou arrêtée » (2).

La plupart des combinaisons ou des groupements qui se forment ont à leur tête quelques industriels aux conceptions hardies. Grâce à leurs capitaux, leur concours dans les conseils d'administration, leur entente avec les banques, ils ont peu à peu élargi leur influence. La famille Haniel « contrôlait » en 1910 une production de 8.858.000 tonnes, la famille Stinnes 7.697.000 tonnes, M. Carl Funke 5.326.000 tonnes : la part qu'ils ont su se réserver dans les récentes concessions, ne pourra que fortifier leur intervention future.

A cette action personnelle se mêlent d'autres tendances : la plus nette — sur laquelle il convient d'insister — est l'absorption progressive des sociétés minières par les sociétés métallurgiques.

(1) Il y a à cette concentration de la production des avantages économiques incontestables ; d'après des statistiques établies par le docteur Jüngst le rendement annuel par ouvrier du jour et du fond était en 1904 :

de 248 t. pour les sociétés produisant moins de	150.000 T.
219 t. pour les sociétés produisant de 150 000 à	300.000 T.
255 — — — — —	300.000 à 600.000 T.
266 — — — — —	600.000 à 1.000.000 T.
260 — — — — —	plus de 1.000.000 tonnes.

(2) Fûster. Le Syndicat des houilles d'Essen.

L'étendue des besoins de cette industrie en coke et en charbon explique facilement ces fusions. Les mines d'usine, comme on les appela, furent pourtant au début peu nombreuses : en 1893 elles représentaient 10 0/0 à peine de l'extraction totale. Mais vers la fin du siècle dernier leur importance s'accrut rapidement ; la hausse des cours de la houille, la main-mise du syndicat sur tous les produits du bassin, les difficultés d'approvisionnement pendant les crises de prospérité comme celles de 1901 et de 1907, donnaient l'avantage aux entreprises qui bénéficiaient de la différence entre le prix de revient et le prix de vente du combustible, réduisaient les frais de transport, en rapprochant leurs établissements des fosses qui les alimentaient, et ne risquaient pas dans les années les plus actives d'être prises au dépourvu. Mais on comprend l'antagonisme qui s'éleva dès l'origine entre ces annexions et les ententes syndicales. Il y a deux parts à faire dans le tonnage provenant des mines d'usines ; l'une va aux hauts fourneaux et aux aciéries ; l'autre est vendue ; leur importance est à peu près égale-(1). Les métallurgistes prétendent disposer à leur gré des charbons qu'ils utilisent directement, restreindre ou augmenter suivant la nécessité de leur fabrication les quantités consommées et limiter à l'excédent disponible l'effet des conventions. Le syndicat de son côté se trouve ainsi privé

(1) En 1904 les mines d'usine ont produit 13.644.395 tonnes de houille, les usines correspondantes en ont absorbé 6.936.585 tonnes. En 1909 la production a été de 23.514.162 tonnes ; la consommation de 11.251.871 tonnes. Une étude très complète des mines d'usines a été faite par le Bergasseßor Pilz dans « Glückauf » 1910 (nos 38, 39 et 40); c. f. aussi Jüngst (Die Entwicklungstendenzen im Ruhrbergbau) et l'ouvrage déjà cité de Fuster.

d'une partie de sa clientèle, et si la production dont il doit assurer l'écoulement, est diminuée, il perd sur le tonnage la retenue de 5 à 9 0/0 destinée à payer ses frais généraux. Les charges des houillères « pures » en sont aggravées ; elles souffrent davantage des variations économiques ; dans les années médiocres elles sont seules à supporter les réductions imposées par le syndicat pour éviter l'encombrement du marché ; dans les années prospères, quand le charbon manque, les mines d'usines servent d'abord les industries auxquelles elles sont liées, et sont incapables de fournir ensuite à la consommation générale la participation promise ; les houillères pures doivent tant bien que mal suppléer à ces défaillances.

L'histoire des ententes qui depuis près de trente ans unissent les concessionnaires du bassin, est pleine des conflits soulevés par cette divergence d'intérêts. Lors des premiers renouvellements les mines d'usines ont refusé leur adhésion. Elles l'ont subordonnée en 1903 au droit de soustraire à l'action syndicale le charbon qu'elles n'ont pas besoin de vendre. Il fallut, pour prévenir des dissidences menaçantes, accepter ces conditions. Mais les difficultés n'ont pas cessé ; un grand nombre de mines, qui, indépendantes lors de la signature du contrat, ont fusionné ultérieurement avec des sociétés métallurgiques, revendiquèrent le même privilège. Des procès furent engagés et perdus par le syndicat (1). L'émotion fut un moment si vive qu'on put croire, vers la fin de 1908, à sa liquidation. Mais un compromis réussit à être signé le

(1) Procès intentés contre la Compagnie « Deutsch-Luxemburg » (fusion avec les charbonnages Friedrich Nachbar et Hasenwinkel) et contre la Société Phönix (fusion avec Nordstern).

23 septembre 1908 et inséré dans les statuts de 1903 ; il laisse aux usines la faculté de prélever en toute liberté sur la production des mines qui leur appartiennent un tonnage égal à leur consommation de 1907. La prospérité exceptionnelle de l'exercice choisi et l'esprit très large apporté aux évaluations rendent jusqu'ici cette solution favorable aux mines d'usines.

Il suffit de quelques chiffres pour constater leur progrès. En 1893 leur production était de 3.715.211 tonnes, en 1905 de 19.225.549 tonnes, en 1909 de 30.735.568 tonnes, soit plus du tiers de la production totale du bassin (82.750.000 tonnes). Le tonnage consommé directement était de 6.938.580 tonnes en 1904, de 11 251.871 tonnes en 1909 (1). Il est enfin frappant d'observer combien se développent inégalement, surtout dans les périodes de dépression, les mines d'usines et les houillères pures. En 1909 par rapport à 1908 les premières ont augmenté de 6,29 0/0 leur extraction de houille, de 14,29 0/0 leur fabrication de coke, pendant que les secondes subissaient des diminutions de 4,15 et 12,76 0/0.

Travaillé par ces aspirations opposées, livré à quelques influences toutes puissantes, le syndicat reflète les transformations accomplies dans l'industrie westphalienne. M. Fuster, dans l'ouvrage qu'il lui a consacré, a insisté sur cette évolution. Il a montré dans les premiers cartels une constitution franchement « démocratique » (2),

(1) L'accord conclu en 1908 laisse environ 17 millions de tonnes en dehors de l'influence directe du Syndicat. Mais il y faut comprendre les consommations de la mine proprement dite que les statuts de 1903 ne font pas entrer dans les participations.

(2) L'expression est du professeur Schmoller.

l'équilibre des entreprises affiliées, l'autonomie complète de chacune d'elles. Aujourd'hui l'appui du capital anonyme et l'intervention des banques ont entraîné « une socialisation privée » de l'industrie ; « les petites affaires, qui étaient encore de la propriété individuelle » ont disparu absorbées par les concentrations « horizontales » qui groupent les mines entre elles ou les concentrations « verticales » qui accaparent dans de vastes combinaisons tout l'outillage nécessaire à la fabrication des produits métallurgiques depuis les mines de fer et la houille jusqu'aux forges et aux laminoirs. Le syndicat même n'est plus un simple bureau de vente ; il domine directement ou par ses filiales les entreprises de transport, il est actionnaire du consortium de Herne, il peut, selon ses statuts, posséder et exploiter des concessions. L'action personnelle du conseil qui est à sa tête, empiète de plus en plus sur les pouvoirs de l'assemblée. L'indépendance technique et administrative de chaque membre restent entières ; mais il semble que dans l'esprit même de ceux qui le dirigent, l'idée germe d'une soumission plus étroite et d'un régime plus autocratique. Si ce vœu se réalisait, le dernier pas vers le trust serait franchi. Comme le dit M. Fuster « le trust mûrit dans le cartell ».

C'est le 31 décembre 1915 que doit se dissoudre, d'après le contrat signé en 1903, le syndicat des houilles. Le Syndicat de l'acier expire le 30 juin 1912. Rompu en 1908, le syndicat des fontes vient péniblement de se reformer. Les accords secondaires, qui unissent les producteurs de fer en barres, de fils, d'acier moulé, tombent en 1911 et 1912. L'organisation de l'industrie westphalienne va traverser une crise.

Il n'est pas douteux que des efforts soient faits pour

renouer le syndicat de houille avant le terme normal de la convention en vigueur. Dès maintenant une commission en étudie les moyens, des négociations sont ouvertes. Réussiront-elles ?

Deux dangers menacent ce renouvellement. Le premier vient des mines d'usine ; elles ont pour elles la force et le nombre ; en 1910 elles groupaient 51 0/0 de la production syndiquée ; des fusions toutes récentes montrent la persistance de ce mouvement qui livre l'industrie extractive aux sociétés métallurgiques. Leurs prétentions, que nous avons résumées, ont peu de chance d'être diminuées. Mais le bloc des houillères pures se lasse de la situation sacrifiée où il se trouve et des extractions réduites qui lui sont imposées et grèvent le prix de revient pendant que les mines d'usine se développent librement. Il est à craindre qu'une formule transactionnelle concilie difficilement ces intérêts contraires,

L'inquiétude grandit à considérer les progrès accomplis d'un autre côté par les mines dissidentes. Le contrat de 1903 avait réuni, à une exception près, l'unanimité des compagnies qui, en dehors du fisc, produisaient au moins 150.000 tonnes. Mais des exploitations nouvelles sont nées, dont beaucoup ont refusé de s'agréger au syndicat. Leur importance s'est vite accrue ; la part des mines non syndiquées dans l'extraction du bassin était de 1,33 0/0 en 1903, elle s'élève à 6,13 0/0 en 1910 ; d'après un tableau dressé par M. Jüngst, elle s'élèvera à 18,23 0/0 en 1915. Si incertaines que soient forcément ces prévisions, on voit combien l'avenir est sombre. Dès l'année 1910 les opérations du bureau de vente d'Essen ont été contrariées par cette concurrence.

Que sera-ce quand, dans cinq ans, elle portera non

pas sur 6 millions, mais sur 23 millions de tonnes (1) †

Pour rester maître du marché le Syndicat devra soit engager une lutte coûteuse, soit gagner au nouveau contrat l'adhésion des mines indépendantes. Leur résistance sera vive : la plupart d'entre elles comprennent des fosses récemment établies au nord et à l'ouest du bassin, largement outillées et qui débutent ; elles immobilisent d'énormes capitaux et ont par suite intérêt à se développer librement. Leur entrée dans le syndicat les en empêcherait ; nouvelles venues, elles seraient tenues de faire dépendre l'extraction et l'ouverture même de chaque puits du consentement de leurs concurrents et des progrès de la consommation. Or dans ces dernières années la mise en valeur des gisements westphaliens a été si active que les ressources disponibles excèdent la demande. Le coefficient de réduction imposé par le syndicat à ses membres sur leur participation statutaire atteint fréquemment 80 0/0 et est tombé à 72 0/0 en 1904 pour la houille, 60 0/0 en 1908 pour les cokes : c'est par exception, comme en 1907, que les fosses sont autorisées à utiliser leur pleine puissance. On conçoit l'avantage des mines les plus récentes à s'affranchir de ces entraves et ne pas se laisser mesurer, surtout dans la période préparatoire de leur exploitation, la place qu'elles prétendent tenir dans le bassin.

L'État est au premier rang des dissidents ; il comptait en 1910 pour 42, 0/0 dans la production qui échappe au syndicat. Son importance relative tendra sans doute à faiblir par la prochaine entrée en scène des sociétés privées dont les fonçages sont terminés. Mais son domaine

(1) Jüngst, *op. cit.*, p. 33.

est immense et les conséquences politiques d'une entente donneraient un prix particulier à son adhésion.

Elle a déjà été sollicitée lors du renouvellement de 1903 ; malgré le mystère dont ces négociations restent entourées, il est avéré que le gouvernement reçut l'offre d'un droit de veto dans le comité consultatif contre toute élévation des prix ; la seule condition mise à ce privilège était l'affiliation des mines fiscales. Ces propositions auraient assuré à l'Administration dans le syndicat des houilles la place prépondérante qu'elle tenait dans celui de la potasse. Le ministre Möller s'y refusa ; il voulait réserver sa liberté qu'un an auparavant devant le Landtag, dans les discussions sur l'achat de Gladbeck, il avait promis de ne pas aliéner. Il craignait surtout d'imposer à l'État devenu maître des prix des responsabilités dont il avait « une profonde terreur » (1).

Si pour la vente de la potasse elles n'ont pas effrayé — comme nous le verrons — la politique prussienne, il faut reconnaître que la situation est très différente. L'Allemagne est seule à posséder et exploiter les sels de potasse ; elle en règle arbitrairement le marché intérieur et mondial. Ces produits sont par la nature de leur emploi l'objet d'une demande régulièrement croissante sans variations brusques ; leur consommation est restreinte et ne suffit pas à absorber l'extraction des fosses qui se multiplient. Il y a surproduction : tous les efforts doivent tendre à élargir les débouchés par le développement des exportations : mais il faut aussi que le pays profite par des prix de faveur du monopole naturel qui lui est échu et

(1) Le terme allemand est « perhorreszirt ». Landtag C. R. Sten., 29 novembre 1904, p. 7. 663.

ne gaspille pas au bénéfice de l'étranger une richesse vraiment nationale.

La houille au contraire est répartie, bien qu'irrégulièrement, sur tout le continent et s'échange librement à travers les frontières. Les zones d'influence des différents bassins se pénètrent, s'étendent ou se resserrent suivant les années. Les charbons anglais combattent ceux de Westphalie dans la région de Berlin et de Hambourg et la concurrence n'est pas moins vive dans le sud de l'Allemagne entre les mines de la Ruhr et de la Sarre. Ce marché très mobile dépend d'influences multiples et subit d'amples oscillations ; les périodes d'activité et de dépression qui alternent dans l'industrie, rendent la production tantôt insuffisante, tantôt trop abondante. Les exportations sont principalement un moyen d'obtenir un débit plus régulier ; il y a intérêt à les forcer dans les moments de crise pour éviter des chômages ou diminuer la charge des frais généraux : mais elles doivent être ralenties ou supprimées du jour où la prospérité renaît et où la consommation intérieure menace de ne plus être satisfaite ; et cette politique commerciale est d'une délicatesse extrême.

Hostile en 1903 à un rapprochement, l'Etat prussien acceptera-t-il d'entrer en 1915 dans le syndicat renouvelé ? Il n'a pas à ces ententes industrielles une opposition de principe. S'il s'est inquiété de leurs progrès, s'il a même lutté contre elles, il n'a jamais usé de son autorité pour les briser ou les diminuer. Malgré la campagne très vive menée au début du siècle contre les cartels le gouvernement s'est abstenu d'entraver la liberté de leur constitution ou de leur action (1). Il a ouvert des enquêtes ; elles

(1) Au congrès de politique sociale à Mannheim en 1905, le profes

n'ont été suivies d'aucune solution. Aujourd'hui les chefs de l'Administration prussienne ne craignent pas d'affirmer publiquement la nécessité de ces unions : « Souvenez-vous, disait en décembre 1910 à une assemblée de métallurgistes le président de la province du Rhin, ancien ministre des finances, du temps où la hausse et la baisse démesurées se succédaient avec leurs conséquences funestes, où le renvoi en masse d'ouvriers se reproduisait périodiquement. Si l'industrie échappe maintenant à ces dangers, c'est aux syndicats que nous le devons. Pour triompher des difficultés prochaines il faudra de grands sacrifices. Je ne doute pas que chacun y soit prêt dans l'intérêt de la production nationale » (1). Le ministre du commerce Sydow, tient un langage analogue : « Qu'advient-il du commerce de la houille le jour où le contrat syndical expirera... ! Verrons-nous éclater une guerre de concurrence suivie d'une chute de prix qui entraînera celle des salaires ? Mon administration aidera dans la mesure du possible l'industrie extractive à résoudre les problèmes qui lui sont posés » (2).

seur Schmoller se déclarait hostile à la reprise par l'Etat de toutes les mines de charbon. Mais il déclarait nécessaire une loi qui obligerait les syndicats à faire approuver leur constitution et limiterait dans chacun d'eux les pouvoirs de la commission d'arbitrage, instituée à l'exclusion des tribunaux civils, pour juger de l'application des statuts. Il ajoutait que l'Etat pourrait se réserver la nomination d'un quart des membres du Conseil d'administration dans les sociétés d'un capital supérieur à 75 millions de marks et qu'il devrait prélever la moitié de tout dividende en sus de 10 0/0 du capital.

(1) Discours prononcé par M. de Rheinbaben à l'assemblée des métallurgistes (Düsseldorf, 4 décembre 1910).

(2) Discours prononcé à l'inauguration de l'Oberbergamt de Dortmund (25 octobre 1910).

Est-ce à dire que l'Etat renonce dès maintenant à s'isoler du syndicat ? Jusqu'ici les mines fiscales n'avaient rien à gagner à une adhésion immédiate : en plein développement elles risquaient d'être gênées comme craignent de l'être les autres mines dissidentes ; et dans l'application du régime commun elles auraient dû sans doute retarder l'exécution du programme préparé pour leur faire rapidement dans le bassin une place importante. Rien ne limite aujourd'hui leur croissance ni leur liberté commerciale et elles bénéficient néanmoins de l'équilibre obtenu par l'action du syndicat. Elles ont le profit de ces ententes sans en subir les charges. C'est une situation privilégiée.

Elle n'est pourtant que provisoire et il sera difficile de la prolonger ; car la puissance politique de l'Etat prussien est en cause autant que sa puissance industrielle. Il s'est produit dans l'opinion publique à l'égard du syndicat d'Essen une singulière évolution. Il fut à ses débuts et surtout depuis 1900 violemment attaqué. Accusé en 1901 et 1907 d'avoir, quand l'Allemagne manquait de charbon, sacrifié par ses exportations l'industrie nationale, pris à partie lors de la grève de 1905 pour l'intransigeance opposée aux revendications socialistes, suspect malgré sa modération d'accaparer le marché à seule fin de tenir les prix en hausse, il était combattu à la fois dans le monde politique, industriel et ouvrier. Le Landtag et le Reichstag lui étaient hostiles. Mais depuis qu'approche le terme normal de son renouvellement et que son existence apparaît menacée, les critiques se sont apaisées : de toutes parts le gouvernement est pressé d'intervenir et dans la discussion du budget à la Chambre prussienne les conservateurs, les libéraux, les démocrates l'ont invité for-

mellement à associer les mines fiscales au syndicat rhéno-westphalien (1).

Cette attitude s'explique facilement. Le retour des mines de la Ruhr à un régime de libre concurrence tournerait en désastre. La surproduction dès maintenant sensible et que rien n'arrêterait plus, la désorganisation du marché, l'invasion facilitée des charbons anglais (2) ne manqueraient pas d'entraîner dans les périodes de dépression l'effondrement des cours. A cette guerre acharnée, combien d'entreprises pourraient résister surtout parmi les dernières venues au nord du bassin qui ont dû, pour exploiter un gisement profond, avancer d'énormes capitaux ? On conçoit l'inquiétude des actionnaires et des banques dont beaucoup sont liées à l'industrie minière. Celle des ouvriers n'est pas moins vive ; ils comprennent qu'ils seraient les premières victimes ; les salaires paieraient la diminution des prix de vente et leurs variations subiraient le contrecoup de l'instabilité économique.

Le gouvernement cédera-t-il à ces instances ? L'intérêt propre des mines fiscales westphaliennes le conseillerait : 198 millions de marks ont été engagés dans ces entreprises ; et sur cette somme, très supérieure aux prévisions, 58 millions proviennent d'un emprunt. Tous les exercices ont été jusqu'ici déficitaires ; il serait dangereux pour les finances publiques de laisser une crise éclater quand

(1) Procès-verbal de la séance de la Commission du budget du 31 mars 1911.

(2) Les importations en Allemagne de charbons anglais ont été en 1910 de 9.653.000 tonnes contre 10.499.000 tonnes en 1909. Dans la consommation de la ville de Berlin les charbons anglais entrent en 1910 pour 24,66 0/0, ceux de Haute-Silésie pour 31,96 0/0, ceux de Westphalie pour 8,44 0/0 seulement.

approche la période des bénéfices si longtemps attendus. D'autre part un refus serait gros de conséquences économiques. Les directeurs du syndicat ont nettement déclaré que la participation de l'État était pour eux la condition préalable d'une nouvelle convention et qu'un refus déciderait de la rupture des négociations entre les mines privées. Le gouvernement est devenu l'arbitre de ces ententes ; c'est une lourde responsabilité.

Couvert par le blanc-seing qu'il a reçu du Parlement, il donnera sans doute son adhésion. Mais à quel prix ? Calculé au prorata de sa production (6 millions 1/2 de tonnes sur 126 millions en 1915, d'après des calculs dignes de foi) le nombre de voix auxquelles le fisc aurait droit, serait à peine de 5 0/0 ; c'est dire que son influence serait étouffée par celle des autres affiliés. Peut-être l'affaire de Hibernia rendra-t-elle plus facile une transaction. Si la majorité coalisée des actionnaires cesse son opposition, si le syndicat abandonne une résistance qu'il a toujours inspirée, le fisc, maître de cette société, disposerait en 1915 d'environ 13 millions de tonnes. Il aurait le premier rang dans le bassin.

Encore cette solution menace t-elle d'être insuffisante. L'État ne saurait s'accommoder des droits et des obligations d'un simple participant. Dans la direction du syndicat il aura la charge de représenter les intérêts publics en même temps que ceux des mines qu'il exploite. Il ne peut aliéner complètement son indépendance, même pour la durée limitée du contrat ou s'exposer à ce que son action soit contrariée ou détruite par les voix de l'industrie privée. Il se réservera sans doute la faculté de sortir en tout temps de ces ententes et il sera peut-être conduit à réclamer certains privilèges. A ces exigences, les grandes

sociétés ne semblent pas de leur côté opposer une intransigeance absolue. Elles comprennent de quel poids serait l'adhésion des mines fiscales pour amener à composition les dissidents, elles accepteraient même, dit-on, de reconnaître au gouvernement le droit de veto. L'opinion est en Allemagne que, tenu par un engagement moral, sinon par le texte des statuts, obligé de soutenir le rendement des entreprises fiscales, il usera de ses pouvoirs avec modération.

Il serait vain de discuter les conditions hypothétiques d'une entente qui n'est pas conclue et s'ébauche à peine. Son succès seul paraît acquis et c'est l'essentiel. Au fond, la part plus ou moins mesurée qui sera faite à l'État, importe peu (1) : son rôle sera forcément de premier plan. L'opinion publique lui attribuera à tort ou à raison la responsabilité de toute la politique syndicale. La fixation des prix et sa répercussion si grave sur les salaires, la lutte contre la concurrence, le développement ou la restriction des exportations paraîtront relever de son consentement ou de son autorité. La tâche sera d'autant plus complexe qu'elle franchira les limites du bassin westphalien. Grâce à l'amélioration du cours du Rhin, à l'abais-

(1) Sera ce un syndicat obligatoire sous la tutelle de l'État, un Zwangskartellsyndikat — comme disent les Allemands, — ou une entente beaucoup plus lâche ? On n'en sait encore rien.

En Haute Silésie il n'y a ni bureau commun de vente ni cartell comparable à celui d'Essen. Mais depuis 1890 une convention renouvelable tous les cinq ans unit les mines du bassin. Elle ne porte que sur une part de la production (70 0/0 environ), limite l'extraction de chaque adhérent et impose pour l'exportation (où la concurrence est la plus vive en raison de la situation géographique) des prix minimums. L'État adhère à cette entente, mais se réserve la faculté d'en sortir quand il lui plaît.

sement du fret et à l'outillage perfectionné des grands ports fluviaux, comme Mannheim, les charbons et les cokes de la Ruhr s'opposent aujourd'hui dans une compétition très vive à ceux de la Sarre sur le marché de l'Allemagne du sud. Or les mines de la Sarre sont la propriété exclusive du fisc prussien. Il ne peut combattre sa propre production ; une entente paraît donc inévitable : l'État apportera-t-il au syndicat l'appoint considérable des douze millions de tonnes dont il dispose dans cette région ou une convention se bornera-t-elle à définir des zones d'influence ?

La première solution est plus vraisemblable ; et déjà l'on escompte que les mines du Palatinat dont l'État bavarois détient une partie et les mines lorraines dont l'extraction atteint aujourd'hui deux millions et demi de tonnes, mais s'élève rapidement, adhéreront de gré ou de force à cette vaste fédération.

Nous n'insisterons pas pour éviter de préjuger un avenir incertain. Mais il n'est pas inutile de mesurer le chemin parcouru depuis 1902. L'État prussien voulait en Westphalie opposer son intervention sur le marché à la prépondérance et aux abus éventuels des syndicats. Il espérait y réussir par la mise en valeur directe d'un domaine important. L'expérience a montré que les efforts les plus coûteux étaient rendus stériles par le développement parallèle et plus rapide des mines privées. En 1902 une dépense de 58 millions de marks devait assurer à l'État le dixième de la production du bassin : après un sacrifice de 198 millions, il n'en détiendra pas le vingtième en 1915. C'est une arme trop faible pour intimider d'aussi fortes concentrations industrielles.

Aujourd'hui une voie nouvelle semble s'ouvrir. Si la

prétention d'équilibrer l'action du syndicat est devenue trop ambitieuse, il est plus aisé de participer à sa direction. La politique prussienne, dans son réalisme, ne s'embarrasse pas d'associer l'État à ces formes les plus parfaites de l'organisation capitaliste.

Tout indique que le gouvernement tiendra dans ces unions une place privilégiée ; rien ne l'empêchera donc d'exercer l'action modératrice à laquelle il aspire. Mais sous cette forme elle est plus dangereuse qu'un rôle de libre opposition. Lié par un pacte aux sociétés privées, l'État sera suspect de complicité. Et inversement les garanties par lesquelles il devra préserver son autorité, l'obligeront à revendiquer sur la direction du marché une prépondérance croissante. Ainsi il risque par la force même des choses de ne pas échapper à ces responsabilités économiques et sociales dont le gouvernement lui-même avait, il y a moins de dix ans, reconnu et dénoncé la gravité (1).

(1) Nous apprenons au dernier moment (janvier 1912) que l'entente vient de se faire entre l'Etat et le syndicat. Dès maintenant et jus, u'en 1915 le syndicat vendra tous les produits des mines fiscales westphaliennes. On ignore encore les conditions de cette adhésion. Les mines de la Sarre sont également sur le point d'entrer dans le cartell.

CHAPITRE IV

L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT PRUSSIEN ET IMPÉRIAL DANS L'INDUSTRIE DES SELS DE POTASSE

L'État exerce en Allemagne sur l'extraction et la fabrication des sels de potasse une double action. D'une part le fisc prussien exploite des mines et des usines qui sont à la fois les plus anciennes et les plus importantes. D'autre part la loi du 25 mai 1910 a donné au Conseil fédéral dans tous les pays de l'Empire germanique des pouvoirs étendus sur la production et les prix. Il est nécessaire de rappeler les conditions particulières et l'histoire de cette industrie,

Les gisements de potasse datent de l'âge permien. D'immenses lagunes couvraient à cette époque géologique l'Allemagne du Nord jusqu'à une ligne coupant l'Oder au midi de Breslau, l'Elbe vers Dresde et le Rhin au Sud de Mayence. Enrichies par des mouvements d'afflux, provenant de la haute mer, dont le mécanisme reste obscur, ces eaux stagnantes déposèrent dans l'ordre

de leur densité et parfois en plusieurs séries superposées des chlorures et des sulfates de chaux, de soude, de magnésie et de potasse : le sel gemme se trouve ainsi associé en amas puissants aux couches de sels de potasse à la base desquelles il se trouve. L'épaisseur des recouvrements jurassiques, crétacés et tertiaires eût néanmoins fermé l'accès de ces gisements sans les plis hercyniens postérieurs à leur formation qui les ont fait affleurer ou rapprochés de la surface. C'est sur les versants de ces crêtes souterraines que l'exploitation s'est portée, principalement dans le bassin de Magdebourg-Halberstadt et entre le Harz et le Thuringerwald. Des sondages récents ont prouvé leur prolongement à travers le Hanovre et l'existence de relèvements analogues en Alsace. En revanche les recherches dirigées dans les autres pays de l'Europe ou en Amérique sont demeurées à peu près stériles.

La potasse a deux sortes de débouchés. L'industrie l'emploie aux fabrications les plus diverses dans la chimie des couleurs, la teinturerie, la pharmacie, la préparation des explosifs ou des savons. En agriculture elle constitue avec l'acide phosphorique et l'azote une des substances essentielles que les végétaux puisent dans le sol. La consommation sous forme d'engrais a pris rapidement la première place dans le commerce de la potasse. Le tableau ci-dessous indique sa répartition et ses progrès suivant les pays :

Pays de destination	Consommation moyenne de potasse pure par 100 hectares de terres en culture (en kilos)		
	1895	1900	1905
Allemagne	170,6	334,4	576,5
Hollande	125,3	461,9	854,3
Belgique	152,8	491,3	495,4
Suède	145	235	412
Angleterre	21,1	228,7	382,1
Etats-Unis d'Amérique ..	20,2	38,8	65
Autriche-Hongrie	7,2	15,8	40,4
France	15,3	25,1	34,1
Russie	0,4	1,2	2

Les chiffres qui précèdent, se rapportent à la potasse pure ($K^2 O$) renfermée dans les engrais. En fait leur teneur utile varie de 9 à 60 0/0 suivant les concentrations. Quant aux minerais exploités, ce sont des sels complexes où la potasse entre en proportions généralement faibles. S'ils peuvent être en partie écoulés à l'état brut, il est nécessaire de purifier et enrichir la plupart des catégories destinées à l'exportation ou aux usages industriels. Des usines se sont établies à côté des mines pour ces préparations (1).

(1) Le chlorure de potassium pur (sylvine) est rare. Le sel le plus commun est la carnallite, chlorure double de potassium et de magnésium ($KCl Mg Cl_{2,6} H_2O$). A la partie supérieure du gisement, par métamorphisme après dépôt, s'est formée de la kainite ($KCl, SO_4 Mg, 2 H_2O$). La kainite renferme 12,4 0/0 de potasse pure, la carnallite 9 0/0. Les deux sont presque toujours mélangées à du sel gemme et de la kieserite (sulfate de magnésium).

La dernière classification commerciale, imposée par la loi du

Il existe quelques autres procédés de fabrication de la potasse ; on la retire des moisissures ou du « salpêtre naturel des Indes » expédié, quand le fret est bas, de Ceylan, de l'Arabie ; elle est encore extraite par lavage des cendres de bois ou par traitement des mélasses de betteraves ; mais les produits obtenus ne sont pas susceptibles par leur quantité et leur prix de faire une concurrence efficace aux gisements dont l'Allemagne dispose. C'est un véritable monopole géologique et commercial qui lui est assuré.

Pendant longtemps elle n'en a pas soupçonné la valeur. Seul le sel gemme était connu et recherché. La nature de ses emplois et la tradition romaine le firent dès le ^x^e siècle considérer comme propriété de la couronne. Jusqu'à la loi de 1865 le droit minier qui lui fut appliqué s'écarta, dans tous les pays germaniques, du régime de la « Bergbaufreiheit » et se rattacha au « Bergregal » ; c'est ainsi que tombèrent, directement ou par annexion dans le domaine de l'Etat prussien, plusieurs salines dont quelques-unes sont encore en activité (Hohensalza, Erfurt, Dürrenberg, Artern, etc.). Mais si les princes se réservèrent en principe le privilège d'extraction ou de vente, ils réussirent rarement à le conserver. Ils l'abandonnèrent à leurs vassaux, aux couvents, aux communes qui le laissèrent finalement échoir aux corporations chargées directement de l'exploitation. L'histoire de ces « Pfännerschaft » rappelle celle des Gewerkschaft dont il a déjà été question. Elles groupaient au début les gens du voisinage qui raffinaient et distillaient

25 mai 1910, distingue cinq groupes de produits ; les prix sont fixés par degré de potasse pure, avec garantie de teneur minimum pour quelques catégories.

eux mêmes dans des fours de faible capacité les solutions salinées et prélevaient à leur profit une part des produits. Puis le caractère de ces associations se modifia. Un salaire fixe rétribua le travail aux fours : les bénéfices et la propriété de l'entreprise passèrent entre les mains des riches notables de la ville formant une sorte de patriciat qui monopolisait dans la région la production et le commerce du sel.

C'est dans ces conditions que se développa la mine de Stassfurt, berceau de l'industrie de la potasse. Dès le VIII^e siècle on en connaissait et utilisait les sources salées. En 1524 il y avait 30 fours de raffinage ; l'extraction était de 85.000 kilogs et la « Pfännerschaft » réunissait l'aristocratie du pays. Après des années très prospères au XVI^e et au XVII^e siècle les revenus déclinèrent ; des dissentiments entre associés, l'insuffisance de l'outillage, le prix du combustible, la concurrence de la saline de Schönebeck que l'État prussien avait ouverte à proximité, mirent en péril l'existence même de l'entreprise. Des offres de vente furent faites à la direction des mines fiscales ; elles furent acceptées pour le prix de 85.000 thalers. Si modique que fût la somme, le marché ne paraissait offrir aucun avantage : « On pourrait très bien se passer de la saline de Stassfurt, écrivait le directeur de Struensée ; s'il faut la maintenir en activité, c'est uniquement pour ne pas retrancher tout d'un coup à la ville de Stassfurt le pain qui la fait vivre. » Qui eût alors prévu sa richesse véritable ?

Pendant près de dix siècles l'exploitation s'était faite par dissolution : en 1839 on se proposa d'abattre directement le sel gemme au cœur même de son gisement ; deux puits furent foncés et achevés en 1857. C'est vers la

même date que l'attention se porta sur les procédés de traitement des sels potassiques et que fut démontrée l'étendue de leurs usages ; un étage fut ouvert en 1860 dans la couche de carnallite.

Les progrès furent dès le début rapides ; la vente des sels bruts, qui n'avait pas dépassé 2.293 tonnes en 1861, atteignit en 1871 300.747 tonnes, en 1880 703.044 tonnes. Mais les bénéfices de ce commerce nouveau devaient éveiller la concurrence. L'exemple donné par la mine fiscale prussienne fut immédiatement suivi par le gouvernement d'Anhalt aux confins duquel est située la ville de Stassfurt. L'État de ce duché possédait à Léopoldshall une saline qui végétait ; on se mit à partir de 1861 à en extraire la potasse ; puis, sous le régime de la loi de 1865, dont les dispositions libérales n'avaient fait aucune exception parmi les substances concessibles, des mines privées s'établirent à Douglashall en 1871, à Neustassfurt en 1877 (1). Si vite que s'accrussent les demandes de l'industrie et de l'agriculture, il y eut bientôt surproduction : les prix tombèrent et en 1874 les usines perdirent 2 marks par quintal, après avoir gagné jusqu'à 4 marks 80. Une entente pouvait seule prévenir la crise menaçante : c'est l'État prussien qui, malgré l'opposition du gouvernement

(1) L'ordonnance du 7 décembre 1772, dite de Magdebourg-Halberstadt, applicable à la région de Stassfurt, avait réservé explicitement les droits de la couronne sur le sel gemme. Aucune allusion n'y était faite aux gisements de potasse dont on ignorait la valeur. Mais le « droit commun minier » dont le caractère a été indiqué (p. 24) les considérait comme librement ouverts à l'exploitation ; en 1860 l'administration des mines fiscales de Stassfurt, avant d'extraire ces substances, dut introduire une demande régulière d'institution en concession.

d'Anhalt, en prit l'initiative. Le contrat signé le 9 février 1879 sur ses propositions ne s'applique qu'à la carnallite; il limitait l'extraction des quatre mines participantes, réglait le nombre et le nom des fabriques auxquelles le minerai brut pouvait être vendu pour être élaboré et fixait les prix minimums relevés de 1 mark par 100 kilos.

Cette convention fut renouvelée et modifiée en 1883; d'autres suivirent en 1888, 1898, 1904. Nous n'avons pas à étudier le détail et l'histoire de ces statuts successifs. Leurs cadres durent être progressivement élargis pour comprendre toutes les catégories commerciales de sels naturels ou concentrés; il fallut y faire entrer les usines de traitement « indépendantes » qui n'appartenaient à aucune des mines affiliées (1). Dans ces transformations les liens syndicaux se resserrèrent. Comme pour le cartell des houilles westphaliennes, un comptoir central devint en 1884 l'intermédiaire obligé des commandes et des ventes réparties au prorata des parts assignées à chaque membre dans le débit total; les prix furent arrêtés par le comité directeur qui reçut un droit de contrôle sévère sur la qualité et la teneur des produits. Le contrat de 1904 interdit aux mines adhérentes d'avoir aucune relation avec les fabriques suspectes de s'approvisionner dans des fosses dissidentes ou d'encourager l'ouverture de nouvelles exploitations.

Dans ces ententes le rôle de l'Etat prussien dépassa de bonne heure les limites de sa participation. Il eut la présidence du comité de direction et de la commission arbitrale, bieu qu'au début la production de l'Etat

(1) C'est seulement en 1887 que l'Etat prussien annexa à la mine de Stassfurt une usine pour la concentration des sels bruts.

d'Anhalt fût la plus forte (1). Mais ses prétentions allaient plus loin. Pour satisfaire aux exigences du parti agrarien, pour donner à son concours dans le monopole ainsi constitué au profit d'un syndicat une raison économique et une justification politique plus solide que l'intérêt fiscal, il se fit le protecteur de la clientèle agricole allemande. Le contrat de 1888 reconnut au ministre des Travaux publics le droit de fixer les prix dans certains cas exceptionnels et d'intervenir dans les marchés passés avec la société allemande des agriculteurs (2), vaste coopérative dont les achats en gros sont encore aujourd'hui le principal débouché des engrais de potasse. Débattue à chaque convention nouvelle cette clause y fut reproduite plus ou moins atténuée. Dans le syndicat de 1904 le Ministre du commerce prussien eut la faculté d'opposer son veto à toute hausse sur la valeur des produits vendus à l'agriculture et d'exiger « en cas de besoins locaux et passagers » des réductions sans autre limite que le prix de revient,

Le gouvernement usa avec discrétion de ces pouvoirs dangereux ; les mines fiscales eussent été les premières à payer les concessions bénévoles consenties à l'agriculture. Les prix admis laissèrent aux exploitations de larges

(1) Dans la convention de 1879 la part du fisc d'Anhalt était de 50 0/0 ; en 1883 24 0/0 ; en 1888 18,86 0/0, 5,9 0/0 en 1904, aujourd'hui elle est de 2,5 0/0.

(2) D'après des chiffres fournis au Reichstag par M. de Brockhausen député agrarien, la Société nationale des agriculteurs a acheté en 1909 503.000 quintaux de potasse pure sur un total de 1.490.000 vendus sous forme d'engrais, dans la région où elle s'étend ; une autre coopérative, « l'Union des Agriculteurs » a acheté la même année 189.000 quintaux (C. rendus stén. Reichstag, 10 mai 1910).

bénéfices ; on s'attacha surtout à la stabilité des cours et par une politique constante, qui n'était d'ailleurs écrite dans aucun article des statuts, on astreignit les consommateurs étrangers à payer plus cher que la clientèle allemande. En 1907 l'engrais à 20 0/0 de potasse était vendu par quintal 3 mk. 10 en Allemagne, 4 mk. 70 à l'exportation, l'engrais à 30 0/0 4 mk. 75 et 6 mk. 90 et ainsi de suite. Libre de concurrence, maître du marché, le syndicat pouvait imposer ces différences favorables aux intérêts du pays.

Il n'en travailla pas moins activement à développer de tous côtés l'emploi de la potasse. Dans une station d'essais à Stassfurt des spécialistes étudièrent son usage et son action ; un bureau de propagande répandit à travers le monde des missionnaires et des délégués permanents, **qui** par des conférences, des conseils, des expériences **gratuites** s'efforcèrent d'encourager pour la culture intensive l'**usage** combiné des engrais potassiques, nitrés et phosphatés. **Cette** campagne porta ses fruits : le commerce de la potasse **prit** une extension inespérée.

Le tableau suivant fait ressortir les progrès de l'extraction des sels bruts et de la fabrication des sels concentrés (1).

(1) Une partie de l'extraction est vendue à l'état brut ~~sans~~ concentration dans les usines. On a ainsi écoulé en 1909, principalement en Allemagne, 2.699.449 tonnes de sels potassiques. C'est ce qui explique la différence entre la seconde et les cinq dernières colonnes du tableau de la page suivante.

Années	Extraction de sels bruts (en tonnes)	Vente de sels concentrés (en tonnes)				
		Chlorure de potassium 80 0/0	Sulfate de potasse 90 0/0	Sulfate de potasse et magnésie	Sels potassiques pour engrais	Kieserite
1863	89.308	»	»	»	»	»
1875	530.070	»	»	»	»	»
1885	997.073	104.500	4.000	9.450	8.400	18.500
1895	1 531.739	145.027	13.403	9.147	19.724	25.257
1904	4.053.499	231.937	39.147	28.447	196.860	26.934
1909	6.901.153	327.632	70.577	22.261	351.358	27.649

On emploie comme engrais les sels bruts les plus riches (kaïnite, sylvinite) seuls ou mélangés avec des produits concentrés et demi-concentrés. A l'exportation sont destinées les catégories mixtes de teneurs élevées et le chlorure à 80 0/0.

Le tableau ci-dessous donne, en quintaux de potasse pure, les consommations de l'agriculture et de l'industrie allemande et étrangère.

Années	Consommation de potasse pure (en quintaux métriques)					
	Agriculture		Industrie		Total	
	Allemande	Étrangère	Allemande	Étrangère	Allemagne	Étranger
1884	90.303	329.639	248.363	177.901	338.666	507.540
1895	598.000	593.036	308.199	197.362	906.199	790.398
1905	2.021.094	2.050.514	471.173	289.900	2.492.267	2.340.414

La consommation prévue de potasse pure pour l'année 1911 est de 4.418.800 quintaux en Allemagne, 4.600.600 à l'étranger (1). Les exportations absorbent donc aujourd'hui plus de la moitié de la potasse extraite; il n'est pas sans intérêt d'indiquer comment elles se répartissent :

Années	Consommation de potasse pure en agriculture (en quintaux métriques)						
	Allemagne	Etats-Unis	Angleterre	France	Hollande	Suède	Autres pays
1900	1.172.114	651.516	40.202	82.286	71.060	81.971	227.051
1905	2.021.094	1.090.926	87.451	112.037	173.292	143.910	443.198
1909	3.059.600	1.484.787	95.470	176.451	223.382	156.716	697.860

On voit la place que tiennent les Etats-Unis.

Une industrie qui alimente le monde entier et double en cinq ans ses débouchés, aurait dû connaître une prospérité éclatante; le développement trop rapide de la production ne le permit pas. Les exploitations fiscales de Prusse et d'Anhalt, qui avaient ouvert les gisements de Stassfurt, restèrent à peine dix ans sans concurrents. Bientôt les capitaux privés affluèrent dans le bassin; et leur invasion, lente au début, se précipita à mesure que les sondages multipliés reconnurent le prolongement ou l'existence des couches potassiques au sud du Harz, en

(1) Ces chiffres sont ceux qui, conformément à l'art. 7 de la loi du 25 mai 1910, doivent être fixés au début de chaque année par le comité de répartition.

Thuringe, dans le Hanovre. Il y avait 4 sièges d'extraction en 1879, 7 en 1884, 15 en 1900, 50 en 1908; 72 sont aujourd'hui en activité; dans moins de deux ans la centaine sera dépassée. La part du fisc prussien dans les ventes, qui était de 100 0/0 en 1860, tomba à 27 0/0 dès 1879, 20 0/0 en 1883, 8,03 0/0 en 1904.

L'Etat avait deux moyens de défendre sa suprématie. Il pouvait lutter à armes égales avec les sociétés privées, développer ses installations et, sous le régime de la loi de 1863, devancer par ses sondages les recherches nouvelles. Il pouvait par un acte d'autorité refondre le régime minier des sels de potasse.

Des raisons techniques forçaient à ne pas négliger la première solution. Les mines de potasse sont, plus que toute autre, exposées au danger des inondations : deux puits du fisc d'Anhalt ont été noyés en 1900 et ont entraîné dans leur ruine trois établissements contigus appartenant au fisc prussien. Il est à craindre que de tels accidents se renouvellent; la continuité de la production ne peut être assurée qu'en tenant en réserve un gisement étendu et des fosses dispersées. Pressé par ces précautions nécessaires et par les menaces de la concurrence, l'Etat s'est toujours efforcé d'agrandir son domaine. En 1887 les membres du syndicat se groupèrent en une société qui devait explorer les terrains convoités par des entreprises en formation, atteindre, grâce à la supériorité de son outillage, le gisement avant elles et en fermer l'accès (1). L'Etat prit part à la combinaison et fut chargé

(1) Cette société portait le nom caractéristique de « Schutzbohrergemeinschaft ». L'Etat prussien ne voulut pas exécuter, pour son propre compte, des « sondages de concurrence » dans les Etats voisins,

des sondages. En 1898 il porta à 3.086 hectares la superficie de la concession de Stassfurt. En 1903, pour relever sa participation, il acheta amiablement contre 30 millions de marks la mine privée Herzynia qui avait coûté 2 millions à ses fondateurs. Enfin, il a récemment décidé d'élever de quatre à cinq le nombre total de ses sièges d'extraction (1).

Le principe d'une intervention légale n'en fut pas moins examiné dès l'origine. Puisque l'Allemagne dispose par ses gisements d'un privilège naturel, il semblait assez logique d'en confier la garde et l'usage à l'Etat. En fait le plus grand nombre des pays germaniques se prononcèrent successivement pour ce monopole. Les uns comme la Saxe, le Duché de Bade, le Mecklembourg y étaient tout préparés ; ils n'avaient jamais introduit sur leur territoire la loi de 1865 ou en l'introduisant avaient expressément réservé les anciens droits régaliens sur le sel et les minéraux connexes. Les autres avaient d'abord, à l'exemple de la Prusse, adhéré sans restriction à la « Bergbaufreiheit » ; ils n'en jugèrent pas moins nécessaire d'y déroger pour les sels de potasse.

Tel fut l'objet des lois du 4 avril 1883, du 19 mai 1894, du 1^{er} juillet 1894 dans le duché d'Anhalt, le Brunswick, la Saxe-Meiningen où étaient engagées les principales recherches. Ces réformes différaient dans leur détail : elles étaient d'une rigueur variable sur la faculté et les conditions d'affermage. Mais elles étaient unanimes à

comme le Duché de Brunswick où la campagne portait principalement. Mais il accepta de servir d'entrepreneur à la société. Il dut y renoncer en 1893.

(1) Ce sont Stassfurt, Tarthun, Bleicherode, Vienenburg (Herzynia) et Klein-Bodungen dont le fonçage va être entrepris.

réserver à l'Etat la mise en valeur des gisements concédés de sels gemme, de potasse et de magnésie.

Tel était également le sens d'un projet que le gouvernement prussien soumit aux Chambres en 1894. Après discussion il fut repoussé. Les raisons de cet échec n'étaient pas seulement dans les objections d'ordre général opposées à tout monopole nouveau. Deux difficultés avaient apparu : l'une provenait des recherches en cours ; on ne savait sur quelle base payer leur abandon. L'autre tenait au régime légal des mines dans le Hanovre. L'ordonnance du 8 mai 1867 avait étendu à cette province la loi du 24 juin 1865, mais maintenu pour les sources minérales, le sel gemme et les minéraux connexes, la règle de l'accession qui résultait de traditions anciennes. Le droit d'explorer et exploiter les gisements de potasse appartenait donc aux propriétaires fonciers. Beaucoup y avaient fait fortune ; ceux-là mêmes qui n'en avaient pas encore tiré profit, s'autorisaient du succès de découvertes voisines pour opposer leurs titres sur des richesses éventuelles. Pouvait on les dépouiller sans indemnité ? Sinon, comment entreprendre des expropriations dont le champ n'était même pas délimité ? La solution du gouvernement était brutale ; elle ne tendait à rien moins qu'à la confiscation sans dédommagements. Plus respectueux de la propriété individuelle, le Landtag refusa de souscrire à ces propositions, et exclut du monopole institué le Hanovre malgré son importance prépondérante dans l'industrie de la potasse. Ainsi diminué, mollement défendu, le projet fut finalement rejeté le 18 avril 1894.

La loi Gamp de 1905 suspendit en Prusse pour le sel gemme, la potasse et la houille, la liberté des sondages et l'institution des concessions. Deux ans après le régime

définitif de ces trois substances vint en discussion. Si le Parlement éprouva pour la houille quelque répulsion à doter l'Etat des gisements non appropriés, s'il atténua et transforma, en ce qui la concerne, la demande du gouvernement, il n'en fut pas de même pour le sel et la potasse. Le monopole du sel avait dans l'ancien droit minier des racines profondes. Celui de la potasse se justifiait par d'autres raisons. L'abondance presque excessive des ressources connues écartait la crainte d'une production insuffisante et appelait des mesures contre le gaspillage. Le rôle prépondérant que le fisc jouait avec succès depuis plusieurs années dans le syndicat, l'avait préparé aux pouvoirs plus étendus qu'on voulait lui confier. Aussi fut-ce sans grande opposition que la loi du 18 juin 1907 réserva à l'Etat dans tout le royaume de Prusse « la recherche et l'exploitation du sel gemme, des sels de potasse et de magnésie, et des borates avec les autres sels se trouvant dans le même gisement ainsi que les sources salées ». Néanmoins l'administration fiscale est obligée pour chaque mine qu'elle veut ouvrir et par champ de 220 hectares, de se faire délivrer un titre de propriété suivant la procédure ordinaire des concessions. Mais elle *peut* céder à des tiers ces droits de recherches et d'exploitation « à temps et contre paiement ». Rien n'impose ces affermage ou amodiations. Ils sont facultatifs ; rien ne précise leur nature ni leurs conditions ; c'est un recours encore très vague ouvert à l'industrie privée que les dernières réformes de la politique prussienne se sont toujours efforcées d'associer à l'industrie d'Etat.

Au demeurant les effets de la loi du 18 juin 1907 de-

vaient être assez limités. A travers les mailles trop larges de la loi Gamp les entreprises de sondages avaient réussi à passer pour la potasse comme pour la houille, et quand le monopole fut institué, les meilleurs gisements étaient pris. Puis le Hanovre n'était pas touché; le gouvernement s'était cette fois abstenu de revenir sur l'ordonnance du 8 mai 1867 et de porter atteinte aux droits des propriétaires fonciers; leurs privilèges subsistaient intacts. Enfin dans certaines provinces d'Empire apparaissait une concurrence imprévue. Une campagne heureuse de sondages avait démontré vers 1905 l'existence d'un riche gisement de potasse dans les environs de Mulhouse; les exploitations privées commençaient à s'ouvrir en 1909 et promettaient de se multiplier sous le régime de la loi minière du 14 juillet 1908 qui, à la différence des lois allemandes contemporaines, avait rétabli en Alsace-Lorraine la Bergbaufreiheit (1).

Solution tardive et incomplète, la loi prussienne de 1907 ne pouvait que dans un avenir lointain arrêter les progrès trop rapides de la production. En fait le nombre croissant des établissements s'opposait chaque jour davantage à leur développement. La valeur moyenne des ventes était pour chacun d'eux passée de 4.607.000 marks en 1900 à 1.990.000 marks en 1908; leur débit moyen en potasse de 202.407 à 118.315 quintaux. Malgré l'absorption coûteuse d'Herzynia en 1905 le contingent du fisc n'était plus en 1909 que de 7,69 0/0, son extraction était

(1) L'exception est d'autant plus curieuse que la loi du 17 mai 1906 avait, sur le modèle de la loi Gamp, suspendu pour deux ans en Alsace-Lorraine la liberté des sondages et l'institution des concessions. La loi du 14 juillet 1908 ne fit que corriger le système des impôts miniers.

tombée de 554.420 tonnes en 1906 à 461.255 tonnes en 1909. Au prix de ces réductions, le syndicat réussit longtemps à éviter une crise. Pendant trente ans il groupa toutes les mines, anciennes et nouvelles, sans qu'aucune dissidence affaiblît son action. Mais quand il s'agit de renouveler la convention du 1^{er} juillet 1904, la lutte s'engagea très vive sur l'attribution des parts : on se battit pour des millièmes. Les négociations traînaient quand brusquement, dans la nuit même du 30 juin 1909 où chaque adhérent reprenait sa liberté, deux mines, appartenant au groupe Schmidtman, passèrent un contrat à long terme avec le North trust qui détient avec le South trust le commerce des engrais en Amérique. Le contrat portait sur 110.000 tonnes de potasse pendant deux ans avec droit d'option sur cinq autres années. Les prix étaient inférieurs de 37 0/0 à ceux du syndicat. D'autre part la mine Einigkeit, qui par les trois quarts de son capital appartient au South trust, refusait également son adhésion. Dès lors les Etats-Unis, où s'écoule le tiers de la production allemande, étaient fermés. Désarmé, divisé, le syndicat se reconstitua quand même pour un an ; mais chaque membre se réservait le droit d'en sortir après six semaines de préavis. Toute entente semblait condamnée.

L'émotion fut profonde. La concurrence allait reprendre, et elle serait d'autant plus ardente que les débouchés étaient maintenant limités en Amérique et que la situation géographique des nouvelles mines d'Alsace assurait à leurs détenteurs dans l'Allemagne du sud et en France un véritable privilège. L'effondrement des cours auquel il fallait s'attendre, ferait disparaître les petites entreprises ruinées ou absorbées par les sociétés

à gros capital : et l'agriculture nationale n'aurait même pas le bénéfice de ces bouleversements. Déjà on calculait que la baisse consentie dans les contrats Schmidtman avait enrichi de 105 millions de marks la clientèle des États-Unis. Un danger plus grave était à craindre : les capitaux étrangers avaient toujours cherché à s'introduire dans l'industrie de la potasse. Les Américains étaient intéressés dans la mine Einigkeit, les Anglais dans Steinförde, les Belges dans une des mines du duché d'Anhalt. Si la forte organisation du syndicat avait contenu cette invasion, l'anarchie menaçante lui frayerait la route et les exploitations en déficit seraient une proie facile. A l'exemple des Anglais qui ont accaparé les nitratières du Chili, les étrangers s'empareraient de la production nécessaire à leur pays. Evincées du commerce d'exportation, réduites à la consommation intérieure, les autres mines ne pourraient vivre qu'en élevant les prix. Ainsi par une singulière contradiction l'Allemagne payerait plus cher que tous ses concurrents un produit dont elle a le monopole.

De toutes parts le gouvernement était pressé d'agir. L'inquiétude des concessionnaires très irrités contre les dissidents, les doléances des agrariens, l'intérêt propre des possessions fiscales sollicitaient également son intervention. Par suite de la dispersion des gisements elle devait se manifester par une loi d'Empire.

Le premier projet soumis au Bundesrath maintenait les cadres de l'ancien syndicat, mais le rendait obligatoire et imposait le contrôle du Conseil fédéral. Les mesures contre la surproduction étaient radicales : aucune exploitation ne pourrait être créée avant que les ventes moyennes de celles qui existaient déjà, aient atteint un

minimum de 2 millions de marks par établissement. Les travaux commencés et les sondages positifs étaient indemnisés sur des bases rigoureuses (1). Enfin par une disposition rétroactive, dont l'arbitraire étonne, les marchés déjà conclus étaient annulés à partir du 31 décembre 1911.

Les attaques furent aussitôt très vives. L'interdiction des mines nouvelles était pour le Hanovre une expropriation déguisée ; et elle lésait aussi les Etats du sud à qui eût profité la mise en valeur des gisements alsaciens. Devant le Reichstag le gouvernement dut atténuer ses propositions, puis accepter leur transformation par la commission d'examen. Discutée très hâtivement en fin de session, la loi fut promulguée le 23 mai 1910.

Par une restriction qui démontre le caractère provisoire des solutions adoptées, sa validité est limitée à quinze ans. Il n'est plus question d'organisation syndicale. La vente est donc libre ; mais la production est étroitement réglementée. Un « comité de répartition » est institué ; il se compose de sept membres dont quatre sont élus par les exploitants et les trois autres, y compris le président, désignés par le Chancelier avec l'assentiment du Bundesrath. Les pouvoirs du comité sont très étendus. Il arrête chaque année le montant total de l'extraction en sels de potasse, fixe les quantités affectées à la consommation intérieure et le chiffre des exportations et attribue à chacune des mines en activité un coefficient

(1) Le système imaginé pour ces indemnités était complexe. Elles avaient en principe la forme de participations qui ne donnaient pas droit à l'extraction, mais pouvaient être négociées et vendues à des mines déjà établies. Les intéressés étaient toutefois libres de préférer le remboursement des dépenses justifiées majorées de 20 0/0.

de participation, dont le taux est calculé en tenant compte, dans chaque cas, du gisement reconnu et du rendement probable. Les exploitations nouvelles restent autorisées ; mais pour éviter que leur apparition sur le marché ne frappe trop brusquement les mines déjà établies, la loi leur impose une sorte de stage. Un coefficient provisoire leur est affecté pendant la durée des travaux préparatoires évalués au minimum à deux ans. Une fois déterminée leur participation définitive, elles n'en jouissent qu'avec des réductions décroissantes à partir de 30 0/0, échelonnées sur trois ans. Ainsi, à dater du jour où les premières couches ont été recoupées, cinq années doivent s'écouler jusqu'à ce que la mine soit admise au traitement commun ; deux seulement pour celles que l'Empire ou un des États confédérés viendrait à posséder et diriger lui-même. L'exception est importante et nettement en leur faveur.

Un recours contre les décisions du comité de répartition est ouvert devant une commission de cinq membres nommés par le Chancelier sur l'avis du Bundesrath.

Les ententes sont admises entre participants ; ils peuvent, selon leurs ressources et la composition de leurs gisements, échanger les catégories de sels à livrer. Ils ont même le droit de céder ou réunir leurs parts et de diminuer, en se groupant, leurs frais généraux. Mais des mesures sévères sont prises pour diminuer le dommage que ces déplacements d'industrie risquent de porter à la main-d'œuvre locale. Les ouvriers des mines abandonnées, réduits à des salaires moindres ou en chômage, doivent pendant vingt-six semaines être indemnisés de leurs pertes.

Si la vente est libre, les prix ne le sont pas. Pour

chaque sorte commerciale la valeur du degré de potasse est marquée dans la loi. C'est le Bundesrath qui la fixera à l'avenir tous les cinq ans, après consultation des intéressés. L'approbation du Reichstag est nécessaire en cas de relèvement.

Les consommateurs allemands ont un privilège assuré. Les prix qui leur sont faits, ne doivent jamais dépasser ceux des produits exportés. Ils sont diminués de droit pour les achats en gros par des rabais que l'étranger n'est pas sûr d'obtenir. Enfin l'on s'efforce d'atténuer en Allemagne les inégalités qu'entraîne la position géographique des destinataires. Les frais d'expédition sont ramenés à trois gares de départ ; des bonifications sont accordées au delà de 500 kilomètres. Elles sont mises au compte commun des producteurs ainsi que la charge des transports depuis la mine jusqu'aux stations initiales. Le comité de répartition les distribue au prorata des participations (1).

La sécurité donnée à l'industrie de la potasse n'est pas gratuite. Elle a une contre partie fiscale et sociale.

L'Empire prélève une redevance de 60 pfennig sur chaque quintal de potasse pure. On évalue, pour le prochain budget à 5 millions 1/2 de marks le rendement de cet impôt. Mais il ne doit servir qu'à payer les dépenses d'application de la loi, soutenir la propagande, établir des laboratoires d'essais. En outre une taxe très élevée (10 à 18 marks par quintal suivant les catégories) frappe le tonnage livré au delà du contingent réglementaire.

(1) Pour les détails nous devons renvoyer à la circulaire n° 4.081 du Comité des houillères qui a donné la traduction de la loi et au règlement impérial du 9 juillet 1910 (*Zeitschrift für Bergrecht*, 1910, p. 532).

Aux ouvriers on garantit le maintien de la situation qui leur était faite de 1907 à 1909. Si par rapport à la moyenne de ces trois années leurs salaires sont diminués, si la durée normale du poste est augmentée, la participation de la mine qui les emploie sera réduite dans une proportion équivalente à ces diminutions ou ces dépassements. Echappent à cette mesure les exploitations où une convention, ne portant pas atteinte au droit syndical, est intervenue entre le patron et la majorité des ouvriers. C'est une prime au contrat collectif.

Telle est dans ses grandes lignes la loi du 25 mai 1910. Entre les intérêts très divers qu'elle devait concilier, elle a cherché un compromis. L'industrie, inquiète de ne pouvoir renouer les ententes volontaires sans lesquelles une crise était inévitable, a voulu qu'une intervention légale imposât aux réfractaires la discipline commune. Elle obtient cette protection, mais elle la paie : les tarifs de vente qui lui sont imposés sont, en Allemagne, de 10 0/0 inférieurs à ceux de l'ancien syndicat : si l'on ajoute les charges de l'impôt, elle subit une perte de 8 millions de marks. Et elle n'est plus maîtresse de ses prix ni même de ses salaires (1).

(1) Cette évaluation donnée par les exploitants dans un mémoire au Reichstag a été contestée par le rapporteur de la loi.

Pour éviter que des commerçants fassent profiter l'étranger des prix plus bas offerts à la consommation allemande, la loi spécifie que seuls les exploitants auront le droit d'exporter.

Elle a dès maintenant provoqué un différend économique entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Une clause d'interprétation douteuse avait dans les contrats Schmidtman mis à la charge des acheteurs tous les impôts que le gouvernement allemand viendrait à établir

Les bassins de l'Alsace et du Hanovre revendiquaient une place dans la production. Ils l'auront. Mais les mines nouvelles sont traitées avec une rigueur telle que leurs débuts seront très difficiles. Les agriculteurs demandaient à payer les engrais moins cher que leurs concurrents étrangers sur lesquels ils voulaient que fussent prélevés les bénéfices. Sans obtenir toutes les réductions auxquelles ils prétendaient, ils ont gain de cause. Enfin il a fallu gagner l'adhésion du centre et des socialistes. Pour ne pas faire une loi qui paraîtrait servir uniquement des intérêts capitalistes, pour résister aux menaces maladroitement des exploitants dont plusieurs parlaient de regagner sur la main-d'œuvre les sacrifices exigés d'eux, on a pris des garanties ; le minimum des salaires est la plus grave de ces concessions.

Il est trop tôt pour juger des conséquences. C'est à peine si commencent à jouer les rouages de cette formidable machine administrative. Consommateurs et exploitants cherchent à s'adapter au régime nouveau. Les premiers vont profiter largement de la faculté qui leur est donnée de se grouper pour obtenir des rabais sur les marchés en gros. D'autre part le syndicat s'est reformé : il a repris la direction des ventes et des services de propagande.

sur la potasse. Or le contingent des mines Sollstedt et Ascherseben est dans la nouvelle répartition inférieur aux quantités que leur marché les oblige à livrer. Le tonnage supplémentaire est frappé d'une amende de 16 marks par quintal réclamée au North Trust et à sa clientèle américaine. Le gouvernement des Etats-Unis a élevé une protestation. L'Allemagne répond qu'elle est maîtresse de légiférer comme elle l'entend et exige que les tribunaux privés se prononcent d'abord sur l'incidence litigieuse de l'amende en question. Une solution amiable est probable.

Enfin une tendance nouvelle apparaît : longtemps très disséminée et par là coûteuse, la production de la potasse semble en voie de se concentrer au moyen de fusions, comme l'industrie houillère, dans des mines fortement outillées. Néanmoins le nombre des établissements dont beaucoup ont devancé l'application de la loi, ne cesse d'augmenter. La participation du fisc prussien n'est plus pour 1911 que de 56 millièmes. Sans doute l'extension des ventes donne à chacun de ces millièmes une valeur croissante qui est passée de 82.000 marks en 1905 à 158.000 marks en 1910; un champ très vaste reste à conquérir. Il n'en est pas moins certain que longtemps encore l'industrie de la potasse souffrira de son développement trop rapide (1) et que la découverte de gisements à l'étranger suffirait à la mettre en péril.

Dans l'ordre économique la loi du 25 mai 1910 est un retour très net au régime du Direktionsprinzip qu'avait abrogé la loi de 1865. Frédéric II n'eût pas désavoué une organisation qui remet à l'Etat pleins pouvoirs sur la production, les exportations et les prix et qui s'efforce de faire servir exclusivement à la nation une richesse naturelle. Il ne faudrait pas toutefois donner à cette réforme une portée exagérée. Le gouvernement lui-même s'est défendu de créer des précédents qu'on pût plus tard lui opposer. Il a voulu seulement donner une solution d'espèce à un problème analogue à ceux que la Suède a dû trancher pour ses minerais, la Roumanie pour ses pétroles, la Sicile pour ses soufres. Des difficultés juridiques et politiques empêchaient de généraliser

(1) La première répartition des contingents de production a déjà donné lieu à de très vives contestations.

un monopole qui, pour être efficace, aurait dû être absolu. Un impôt d'exportation eût attiré des représailles. Au contraire la simplicité du marché de la potasse se prêtait assez bien à une tutelle administrative. L'avenir montrera si le succès du remède en justifie la hardiesse.

CHAPITRE V

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES MINES DE L'ÉTAT PRUSSIE

En Prusse, comme en France, l'Etat exerce sur la sécurité de l'exploitation une surveillance dont le régime est identique pour les mines fiscales ou privées. Les agents qui assurent ce contrôle, sont fondus en une organisation unique avec ceux qui gèrent les mines fiscales. Le ministre compétent pour ces deux services est celui du Commerce et de l'Industrie. Il est assisté à Berlin d'un directeur général et de neuf conseillers. L'ensemble du territoire est divisé en cinq provinces dont les chefs-lieux sont Breslau, Halle, Clausthal, Dortmund et Bonn. A la tête de chacune d'elles est un « collègue » (Oberbergamt) composé de six membres à Clausthal, sept à Halle, neuf à Breslau, onze à Dortmund, présidés par un Berghauptmann. Le rôle de ces conseils est double : avec le concours d'inspecteurs (Revierbeamte) répartis par arrondissement, ils instruisent les demandes en concession, surveillent l'application des règlements de police et de sécurité dans toutes les mines concédées ou non et exercent les pouvoirs d'autorité définis par la loi du 24 juin 1863 ; d'autre part ils admi-

nistent les exploitations minières ou métallurgiques que l'Etat possède dans leur ressort. Toutefois l'importance croissante des houillères fiscales a conduit à donner aux principales d'entre elles leur autonomie. Les exploitations de Westphalie, de Silésie et de la Sarre forment, sous le nom de « Bergwerksdirektion » trois organismes indépendants avec trois présidents (Vorsitzender) qui résident à Zabrze, Recklinghausen et Sarrebrück. Ils sont sous les ordres directs du ministre sauf pour la nomination des employés de bureau et quelques questions secondaires, contentieuses ou disciplinaires, qui relèvent sans exception de l'Oberbergamt. Ils sont entourés de conseillers et de rapporteurs mais à la différence des membres de l'Oberbergamt, assemblée délibérante, ils ont seuls la responsabilité du pouvoir qui leur est dévolu.

L'unité administrative est la Berginspektion qui comprend suivant les cas une ou plusieurs fosses. La Bergwerksdirektion de Sarrebrück réunit douze Berginspektion qui se partagent à peu près également une production totale de 11 millions de tonnes. On en compte quatre à Zabrze, cinq à Recklinghausen. De leur côté les Oberbergamt en ont cinquante-deux dans leur dépendance, y compris douze usines et cinq salines. L'importance de ces établissements, qu'il semble inutile d'énumérer, est très variable.

Chacun d'eux a à sa tête un « Bergwerksdirektor » auxquels sont adjoints un ou deux « Betriebsinspektor ». Le directeur est responsable de la conduite technique de la mine et de l'emploi des crédits qui lui sont impartis. Il a son budget propre, tient une comptabilité en recettes et en dépenses et est un véritable chef d'exploitation; toutefois les services commerciaux et les études

de construction sont groupés et confiés à des agents spéciaux. Le président (Vorsitzender) et l'Oberbergamt servent de traits d'union entre ces directions locales et le ministre. Ils exercent une surveillance générale sur les travaux et les comptes, centralisent la préparation des projets et l'examen des questions d'ensemble. Ils administrent personnellement le bureau des ventes, le service des approvisionnements, de la construction et du contentieux ; ils règlent en dernier ressort la nomination des employés, les questions de main-d'œuvre, la distribution des secours et des fonds affectés aux maisons ouvrières.

Il n'y a pas lieu d'entrer dans le détail des règlements qui définissent pour chaque bassin le statut administratif des mines fiscales (1). Cet examen serait sans portée. Mais il est intéressant d'insister sur le recrutement du personnel dirigeant et sur l'organisation budgétaire ; il convient aussi de voir dans quelle mesure la Prusse échappe au danger de la centralisation excessive qui menace toute industrie d'Etat.

Personnel.

On sait que des lois successives, dont l'origine est dans le code de 1794, ont défini en Prusse les cadres des fonctions administratives, les titres et les garanties de ceux qui les remplissent. Hauts fonctionnaires, employés supérieurs ou subalternes des services civils les plus

(1) Les mines et fabriques d'ambre et le service des sondages forment, sous les ordres directs du Ministre, des entreprises entièrement distinctes.

divers ont leur place dans une même hiérarchie où tous sont soumis à des règles précises de recrutement, d'avancement et de discipline. La distinction de trois catégories séparées par des cloisons étanches, l'obligation d'un stage, plus ou moins long, avant la titularisation ne souffrent par exemple aucune exception.

Le personnel des mines fiscales se rattache à ce vaste ensemble et ne s'en sépare que par des règles spéciales appropriées à la nature de son emploi.

La formation des ingénieurs de l'Etat débute, vers la sortie du collège, par un stage pratique. Pendant un an le candidat travaille dans une mine. Sa tâche est celle d'un ouvrier ordinaire dont rien ne le distingue en principe dans la durée du poste ni le montant du salaire. L'enseignement technique lui est ensuite donné pendant trois années ; il doit en passer au moins une dans une université ; il peut fréquenter pendant les deux autres l'Académie des Mines de Berlin ou de Clausthal ou l'Ecole supérieure d'Aix-la Chapelle. Il est admis, après examen, au titre de référendaire. Alors commence l'apprentissage administratif, stage minimum de trois ans dans les bureaux. Après de nouvelles épreuves, longues et multiples, le référendaire devient assesseur. De ce jour seulement il peut, selon les vacances, être nommé inspecteur dans le contrôle des mines privées ou dans une mine fiscale.

Les référendaires ne sont pas appointés ; les assesseurs ne commencent à l'être qu'après leur nomination d'inspecteurs (1). Les traitements sont faibles, malgré les

(1) Ce n'est guère avant trente ans qu'un ingénieur de l'Etat prussien peut espérer, après un apprentissage de près de dix ans, être rétribué : ce recrutement est à tout le moins peu démocratique.

relèvements accordés par une loi récente (26 mai 1909),
Le tableau suivant en donne une idée :

Inspecteurs	Directeurs	Président de direction	Berghauptmann	Directeur général
3 000 à 5.000mks	4.200 à 7.200mks	11.000mks	12.000mks	17 000mks
(paraugmentation de 600 marks).				

On passe d'une classe à l'autre tous les trois ans à l'ancienneté. Beaucoup de fonctionnaires des mines fiscales sont logés.

La longue préparation théorique et pratique imposée à ce corps d'ingénieurs contribue à sa valeur universellement reconnue. Son défaut le plus grave est l'instabilité. Elle tient à deux causes : la modicité des appointements entraîne une émigration très forte vers l'industrie privée qui ne craint pas d'offrir, à responsabilités égales, des prix plus élevés : une large tolérance administrative admet ces départs anticipés. D'autre part entre les services de contrôle et de gestion les mutations sont très fréquentes. Sans doute à beaucoup d'égards cette pénétration réciproque de deux fonctions opposées a ses avantages : l'expérience directe de la mine dresse les ingénieurs du contrôle à l'étude de ses dangers qu'ils doivent s'efforcer de prévenir dans les exploitations privées ; et ces exploitations sont à leur tour un champ d'observations fécondes pour l'ingénieur appelé à conduire une mine fiscale. Mais la mobilité qui en résulte aggrave encore l'effet des congés et des démissions : trop souvent l'exécution des projets échappe à ceux qui les ont conçus. L'unité de direction, l'esprit de suite qui font la prospérité des sociétés privées, n'existent pas toujours en

Prusse dans l'industrie d'Etat : c'est une de ses faiblesses (1).

Sous les ordres de cet état-major d'ingénieurs les mines fiscales occupent une armée d'environ 2.500 employés. Ils sont répartis entre les trois catégories dont se compose la hiérarchie des fonctionnaires prussiens. A la classe la plus élevée appartiennent les chefs-porions, chefs-mécaniciens, chefs de chantiers de construction ; à la seconde les porions et surveillants de tout ordre ; à la dernière les gardiens. Ce n'est pas le ministre, c'est suivant les cas le Président de Direction ou l'Oberbergamt qui recrute et nomme ce personnel. Ces désignations ne sont pas arbitraires : ainsi dans le bassin de la Sarre les porions doivent suivre avec succès les cours de l'école de Sarrebrück et démontrer dans un stage prolongé leur aptitude aux fonctions auxquelles ils aspirent. Les chefs porions, dont l'éducation technique et l'initiative sont en Allemagne très supérieures à ce qu'elles sont en France, ont à passer un examen ou présenter un diplôme que délivre depuis peu de temps l'école de Sarrebrück. Enfin l'avancement de classe (augmentation de 100 marks) n'est obtenu qu'à l'ancienneté tous les trois ans.

Le tableau ci-dessous donne quelques indications sur les traitements :

(1) Il paraît également anormal de voir les fonctionnaires supérieurs de l'Obergamt administrer et contrôler à la fois les exploitations fiscales dépendant directement de leur ressort, comme les mines du Harz à Clausthal, de potasse à Halle, etc. Nous rappelons que les mines fiscales sont soumises sans restriction au même contrôle que les établissements privés.

Employés supérieurs (chefs-porions, chefs- -mécaniciens, etc.)	1.800 à 3.600 marks ou 2.100 à 4.500 marks
Employés de second rang (surveillants et porions)	1.650 à 3.300 —
Employés inférieurs	1.200 à 1.700 —
Employés comptables	1.800 à 4.500 —
Employés de bureau	1.650 à 3.000 —

- Améliorée par la loi du 26 mai 1909, la situation de ces employés est assez favorable. Un grand nombre d'entre eux (la moitié environ) ont le logement gratuit.

Il importe surtout de retenir que tous, actifs ou sédentaires, chefs de travaux, surveillants ou simples gardiens sont appointés, pensionnés à leur retraite, nommés à vie. Ils peuvent être l'objet de sanctions disciplinaires ; le directeur a le droit d'avertissement et de blâme ; le Président de direction dispose des amendes jusqu'à deux marks, l'Oberbergamt jusqu'à 80 marks, le ministre jusqu'à un mois de traitement. Mais la révocation, la simple mutation d'office exigent l'ouverture d'une procédure établie par la loi du 25 juillet 1882.

Il n'en a pas été toujours ainsi. Autrefois, dans le bassin de la Sarre, les porions étaient liés au service de l'Etat par de simples contrats que les deux parties étaient en tout temps libres de résilier (1). Des incidents se pro-

(1) Les règlements autorisent parfois encore ces engagements précaires. Dans les mines récentes de Westphalie un petit nombre de surveillants sont soumis à ce régime. On s'en trouve bien. Dans le bassin de la Sarre il a été fait usage de la même latitude pour s'assurer le concours d'ingénieurs, spécialistes, chimistes et électriciens venus de l'industrie privée, qui s'accommoderaient mal des traitements ordinaires et qui, placés hors cadres, touchent le double ou le triple. Enfin les employés inférieurs (gardiens, concierges, etc.)

duisirent ; on découvrit des collusions entre les ouvriers et les surveillants chargés de fixer les tâches. Ces manœuvres coupables furent même une des causes qui contribuèrent aux grèves de 1889 et 1893. Parents ou camarades de leurs subordonnés, surtout dans les mines de la Sarre où il n'y a pas de main-d'œuvre étrangère, les porions étaient exposés à de trop faciles tentations. On crut les y soustraire en faisant d'eux des fonctionnaires. Les garanties qui les protègent, le prestige du titre, l'obligation du serment devaient les aider à défendre leur intégrité. L'expérience a prouvé que le calcul était juste ; mais elle montre aussi que cette assimilation n'est pas sans danger. Dans l'industrie minière, où les travaux sont dispersés, l'activité de la surveillance exerce une influence prépondérante sur la production et le prix de revient. Les sociétés privées réussissent, par des sélections successives et des allocations de primes, à former un personnel d'élite toujours en éveil. On ne peut attendre la même vigilance d'employés consciencieux et instruits, mais désintéressés dans l'entreprise et sûrs d'une situation stable et d'un avancement automatique. Aujourd'hui personne ne conteste le dommage qu'en éprouve le rendement des mines fiscales : on cherche, nous le verrons, à l'atténuer sinon à revenir, par une réforme difficile, au régime ancien. Ce fonctionnarisme est encore une faiblesse de l'organisation étatique et non la moindre.

peuvent être en tout temps congédiés : ils ont droit de leur côté à offrir leur démission sans qu'on soit tenu de l'accepter (règlement de la direction de Recklinghausen).

Organisation financière. — Centralisation.

La part d'indépendance laissée dans les mines fiscales aux fonctionnaires régionaux et locaux est variable.

Il vient d'être indiqué comment le Président ou l'Oberbergamt nomme souverainement dans son ressort tous les employés : les pouvoirs des directeurs sur la main-d'œuvre ne sont pas moindres. Les ouvriers occupés dans les exploitations de l'Etat prussien ne sont pas fonctionnaires, ne sont pas commissionnés et n'ont aucun privilège : le contrat de travail, qui les lie, peut être, comme dans l'industrie privée, rompu de part et d'autre après quinze jours de préavis. C'est le Directeur qui les embauche, congédie, punit, qui établit les prix de tâche et les salaires ; s'il doit observer les instructions générales qu'il reçoit, il est le maître pour chaque cas d'espèce ; son autorité est en principe sans limite. Son initiative technique n'est pas moins à même de s'exercer largement, qu'il s'agisse de préparer ou d'exécuter les projets, ou de choisir même les entrepreneurs. Les règlements d'adjudication sont assez libéraux. Les fournitures ou les ouvrages d'une valeur supérieure à 3.000 marks doivent être adjugés publiquement. Mais le choix est permis entre les trois soumissionnaires qui ont donné les prix les plus bas. En fait, sauf pour les marchés d'un caractère très général, il semble, qu'on ait surtout recours aux adjudications restreintes, où la préférence doit être donnée à l'offre la plus faible ou aux traités amiables. Ces dérogations sont admises quand la spécialité de l'objet les justifie et l'administration semble à cet égard éviter par sa tolérance un formalisme coûteux qui l'éloignerait des méthodes de l'industrie privée.

Il en est de même dans la **gestion** des affaires commerciales. L'ingénieur chargé de ce **service** relève du président de direction ; pratiquement il est **seul à négocier** et conclure. Chaque année ou chaque semestre le **ministre** arrête, à l'exemple des syndicats et des cartells, le **prix** de base des différents produits. Mais le chef du bureau commercial n'est pas tenu de s'enfermer étroitement dans ces limites. Suivant les besoins de la clientèle, l'état du marché, l'intensité de la concurrence, dont on ne pourrait à Berlin suivre tous les mouvements, il est libre de consentir des réductions et de varier les concessions : il a pleins pouvoirs pour engager l'Etat.

L'organisation financière n'est pas pénétrée du même esprit. Il suffit, pour en juger, d'indiquer quelques-unes de ses règles (1).

Chaque fosse ou plutôt chaque inspection (Berginspektion) a son budget dont les chapitres répondent à ceux du budget général soumis aux Chambres. Le projet doit en être présenté au plus tard le 31 août pour l'exercice qui commence le 1^{er} avril de l'année suivante. Il comprend d'une part l'évaluation du tonnage à extraire et des recettes probables d'après les cours escomptés, de l'autre les prévisions de dépenses. Au cours des mois d'été, le ministre du commerce ou le directeur général (Oberberghauptmann) inspecte les mines de son département. C'est dans les conférences tenues à cette occasion qu'on arrête le programme d'exploitation et les propositions de crédit.

(1) Voir pour le détail de l'établissement du budget « Vorschriften über die Aufstellung und. Naturalverwaltung und die Anfertigung der Vermögens und Ertragsberechnungen » (2 novembre 1905). Instructions officielles du 2 novembre 1905 à l'usage des comptables dans les mines et usines fiscales.

Le programme doit être ensuite consigné dans un procès-verbal, il fixe le développement à donner pendant l'année à venir aux travaux du jour et du fond : sauf autorisation nouvelle il est interdit de s'en départir.

Toute dépense de construction supérieure à 2.000 marks exige la production de devis et de plans qui doivent être approuvés par le ministre et soumis à son examen six mois au moins avant l'ouverture de l'exercice. Toute dépense d'outillage de plus de 5.000 marks doit être estimée séparément et ne peut être engagée qu'après adhésion, généralement de pure forme, donnée par le ministre au projet de détail. Pour entreprendre une installation nouvelle non comprise dans les prévisions, pour modifier les plans primitifs, le consentement de l'administration centrale est obligatoire.

Le budget comprend douze titres de dépenses : traitements, indemnités de logement, solde des employés auxiliaires, gratifications extraordinaires, frais de voyage, matériaux et outils, salaires, construction et transformation des bâtiments, frais d'entretien, impôt et acquisitions foncières, contributions aux assurances sociales et secours bénévoles, débours divers. Entre les subdivisions que comporte dans le détail chacun de ces titres, entre les sommes mêmes affectées à chaque construction, les virements ne sont pas admis. Les dépassements de crédits sont formellement interdits ; le ministre seul peut les autoriser. Toutefois les fosses qui augmentent leur production, ne sont pas tenues de se limiter aux crédits alloués sous les rubriques matériaux et salaires, à condition que l'extraction soit elle-même supérieure aux prévisions et que la plus-value des recettes brutes compense l'excédent des dépenses. Enfin l'administration des mines fiscales n'a ni

personnalité civile ni réserve ; elle est en compte courant avec le Trésor ; tout crédit inutilisé est annulé en fin d'exercice.

Il convient d'ajouter que le ministre seul a qualité pour disposer des achats et ventes d'immeubles, des locations d'une durée supérieure à cinq ans, et c'est encore lui qui transige, compromet et fait remise des pénalités.

Sans doute la rigueur de ces prescriptions peut être tempérée par leur interprétation et malgré sa forte discipline l'administration prussienne passe pour apporter à ces gestions industrielles un esprit assez libéral. Le gouvernement et les Chambres ne marchandent jamais, dit-on, les crédits supplémentaires d'une nécessité reconnue et l'initiative des directions locales n'est pas en fait réduite à ce qu'elle apparaît quand on la considère dans l'application littérale des règlements. Il n'en est pas moins certain que cette organisation trop rigide est un obstacle à la souplesse et l'économie de l'exploitation. L'abondance des écritures pour les questions les plus minimes entraîne la présence dans les bureaux d'un grand nombre d'employés dont l'industrie privée se passe facilement. Dès le mois de mai, aux termes mêmes des instructions ministérielles, les directions locales ont à étudier et connaître les besoins de leurs fosses jusqu'à la fin de l'exercice qui s'achèvera près de deux ans après, et leurs prévisions doivent s'appliquer aux moindres détails, qu'il s'agisse d'un bâtiment de quelques milliers de marks ou d'un siège entièrement nouveau(1). La conception et l'exé-

(1) Dans le budget de 1911-1912 sur un total de 12 millions de marks environ affectés aux constructions neuves projetées dans les

cution de ces programmes à longue échéance sont nécessairement contrariées par la rapidité des variations économiques qui s'opposent à un développement régulier de l'exploitation et entraînent l'obligation, pour suivre le marché, d'efforts inégaux et rapides dans l'accroissement des moyens de production. Si les crédits supplémentaires permettent de remédier aux estimations insuffisantes, le mécanisme compliqué des consentements à réunir n'en est pas moins une gêne. Enfin en Allemagne même on reconnaît que l'interdiction de reporter d'une année sur l'autre les économies réalisées n'est pas toujours favorable à un emploi judicieux des crédits alloués.

Il paraît superflu de s'appesantir sur ces critiques, elles n'ont rien que de très banal. Un formalisme excessif et une dépendance trop étroite à l'égard du pouvoir central sont le mal nécessaire des entreprises industrielles qui doivent se plier aux règles sévères de la comptabilité publique. Dépourvue de toute autonomie financière, obligée de soumettre sa gestion au double contrôle de la Chambre supérieure des Comptes et du Parlement, l'administration des mines fiscales a peut-être échappé moins que d'autres à cet écueil : son rendement en souffre. Il faut néanmoins reconnaître qu'elle a cherché à atténuer ce vice de constitution en décentralisant dans une large mesure le recrutement du personnel, la solution des questions techniques ou commerciales : et à cet égard l'exemple qu'elle donne, mérite d'être retenu.

mines fiscales le chapitre « installations imprévues et urgentes » ne comporte qu'un crédit de 80.000 marks.

CHAPITRE VI

LA POLITIQUE SOCIALE DES MINES DE L'ÉTAT PRUSSIE

L'État industriel a un devoir social, économique et fiscal. On lui demande à la fois d'être un « patron modèle », de servir les intérêts de la consommation publique et d'obtenir des bénéfices qui permettent d'alléger la charge des impôts. C'est dans cette triple tâche qu'il convient d'étudier les résultats obtenus par l'administration prussienne.

Les établissements qu'elle exploite, occupaient en 1910, 101.941 ouvriers dont 94.832 travaillaient aux usines, 1124 aux carrières et 3904 dans les usines métallurgiques (1). En 1890, ils étaient 56.475, en 1900 72.727 ; c'est dire avec quelle rapidité s'accroît ce personnel. Il est formé des éléments les plus dissemblables. Le bassin de Haute-Silésie, aux confins de la Pologne, n'a rien de commun avec celui de la Sarre ; la population du Harz travaille aux mines depuis des siècles tandis que la Westphalie doit appeler une main-d'œuvre entièrement nou-

(1) Les autres se répartissent entre les exploitations d'ambre (1043), les salines (803), les établissements thermaux (147) et le service des sondages (88).

velle. Cette diversité de recrutement et d'usages locaux, ces inégalités dans le prix de la vie et les conditions de travail, dans la nature et la richesse des gisements, s'opposent à l'application d'un traitement uniforme. L'État prussien ne s'y est pas attaché. Il en était d'autant plus libre qu'il refuse, comme nous l'avons indiqué, aux ouvriers de ses mines le caractère de fonctionnaires et accorde à chacun des directeurs locaux les pouvoirs discrétionnaires d'un patron d'usine privée.

Les droits et les garanties du personnel ne ressortent donc pas d'un statut général et unique. Il y a bien pour chaque mine un règlement de travail. C'est celui dont les lois des 24 juin 1892 et 14 juillet 1905 ont imposé le principe à toute exploitation sans exception, fiscale ou privée. Soumis aux autorités du contrôle qui en vérifient la légalité, il doit préciser l'heure des repos, des descentes et des remontes, les limites et l'emploi des amendes, les conditions dans lesquelles le salaire est débattu, fixé et payé, les cas exceptionnels où le délai-congé de quatorze jours peut être abrégé (1) ; mais rien n'y diminue la liberté des deux parties de rompre en tout temps leurs engagements réciproques.

Ces règlements diffèrent dans le détail et la forme suivant les bassins, mais s'inspirent de principes communs. La durée du travail effectif est partout de huit heures à l'abatage (2), elle est variable et supérieure pour les ou-

(1) Le contrat de travail peut être rompu sans préavis en cas de vol, d'absence injustifiée pendant trois postes consécutifs, d'infraction aux règlements de sécurité, d'insultes au personnel surveillant, etc...

(2) Le transport dans les puits ne peut durer plus d'une demi-heure.

En Prusse aucune loi ne limite les heures de travail au fond, sauf

riers des catégories secondaires (boiseurs, rouleurs, etc...) ; parmi les ouvriers du jour beaucoup sont tenus à un poste de douze heures avec deux heures de repos. Tous les travaux qui le comportent, sont payés à la tâche sur la base de la tonne des produits abattus, de la berline ou du mètre d'avancement. Les prix sont discutés entre le chef porion et le membre le plus ancien de l'équipe. Si l'accord ne peut s'établir, un recours est ouvert devant le directeur. Les ouvriers sont d'ailleurs répartis entre plusieurs catégories : pour être admis à celle des piqueurs, la mieux rétribuée, ils doivent subir un examen professionnel et justifier de plusieurs années d'apprentissage. A chacune de ces classes correspond un salaire « normal » distinct suivant les exploitations, mais inférieur au salaire moyen réel. C'est un prix de journée payé quand les conditions particulières du travail ne permettent pas de fixer un prix de tâche ou qu'une entente n'a pu s'établir en temps utile (1). Ce n'est pas un droit assuré à l'ouvrier qui, après avoir accepté les conditions proposées, n'obtient pas à la fin du mois le gain escompté. Il n'y a pas de salaire minimum dans les exploitations fiscales.

Le tableau ci-dessous indique la valeur et la progression depuis 15 ans des salaires moyens, journaliers et annuels, de l'ensemble du personnel des mines de houille (2).

dans les chantiers d'une température supérieure à 26° C. où on ne peut dépasser six heures. Mais le contrôle a plein pouvoir pour prendre des ordonnances régionales qui fixent des maximums.

(1) Plus de 10 jours après le commencement du travail (règlement de Westphalie).

(2) Pour les autres exploitations ces chiffres ne figurent qu'incomplètement dans les statistiques officielles.

Années	Silésie		Westphalie		Sarre	
	Salaire par poste	Salaire annuel	Salaire par poste	Salaire annuel	Salaire par poste	Salaire annuel
	mk	mk	mk	mk	mk	mk
1895	2,78	783	•	•	3,27	929
1900	3,37	983	•	•	3,56	1044
1905	3,53	994	4,25	1250	3,80	1114
1909	3,92	1093	4,70	1455	3,96	1136

On voit l'importance de ces écarts. L'État prussien n'en est pas maître; il occupe cinq fois moins d'ouvriers que l'industrie privée en Silésie, huit fois moins dans les mines de potasse, vingt-sept fois moins en Westphalie. En minorité il ne saurait faire la loi sur le marché de la main-d'œuvre. Il risquerait, à être trop généreux, de dissoudre les ententes commerciales tacites ou formelles qui le lient aux compagnies voisines; d'autre part ses exploitations seraient désertées en Westphalie si les salaires y étaient inférieurs à ceux des mines syndiquées. Il n'en est pas de même pour les bassins du Harz et de la Sarre. Dans ces régions isolées qu'elle exploite de longue date et où elle jouit d'un véritable monopole, l'administration prussienne a été libre d'appliquer avec suite ses principes et ses méthodes. C'est dans les mines de la Sarre, noyau de son domaine, qu'apparaît le mieux sa politique sociale.

Elle tend surtout à la stabilité des salaires. Les variations si amples et parfois si brusques du commerce de la houille pèsent lourdement sur les ouvriers mineurs. En

temps de crise ils sont exposés aux chômages forcés, aux renvois en masse, à la diminution des prix de tâche qui suit la chute des cours. Les périodes de production intense appellent avec le relèvement des salaires le redoublage des postes, l'embauchage à bureau ouvert. L'Etat prussien s'est efforcé de protéger l'ouvrier contre ces fluctuations. Il a voulu que dans les mines de la Sarre le salaire journalier s'accrût par une progression lente et continue, sans recul sensible d'une année sur l'autre ni bond momentané et que cette régularité s'étendît au salaire annuel. Pour l'obtenir il a d'abord rendu le recrutement régional. Tandis qu'en Westphalie les Hongrois, les Polonais, les Hollandais forment l'appoint nécessaire et variable d'une main-d'œuvre insuffisante, que même dans les exploitations fiscales de Gladbeck et Bergmanns-glück l'élément étranger représentait en 1909 le dixième du personnel total et avait augmenté la même année de 26 0/0, il n'a été depuis 1868 admis dans les fosses de la Sarre aucun ouvrier qui ne fût du pays même ou de ses confins jusqu'au Palatinat. C'est à la population locale qu'on a demandé les ressources nécessaires au développement du bassin. La sujétion est lourde. Les bras font défaut quand la demande est intense et, lorsqu'elle faiblit, il faut retenir, en prévision des années prospères, un personnel devenu trop nombreux dont une partie serait prompte à émigrer. La règle est de congédier le moins possible d'ouvriers et si depuis deux ans on s'est résigné aux chômages périodiques pour réduire l'extraction et diminuer les stocks, l'administration fiscale les avait complètement évités de 1896 à 1908, même lors de la dépression de 1902. Elle n'y a d'ailleurs réussi qu'en poussant les travaux stériles (reconnaisances et prépa-

raisons) avec une activité que ne justifiait pas toujours de son propre aveu une bonne entente du prix de revient (1).

Le tableau ci-dessous réunit celles des vingt-cinq dernières années où le marché a le plus varié ; la comparaison est faite entre le bassin de la Sarre et celui de la Ruhr où domine l'exploitation privée :

Années	Prix (2)		Production		Salaire par poste		Salaire par an	
	Ruhr	Sarre	Ruhr	Sarre	Ruhr	Sarre	Ruhr	Sarre
	mk	mk	(Millions de tonnes)		mk	mk	mk	mk
1888	6,04	7,40	33 224	6.328	2,69	2,92	863	842
1890	10,72	10,90	35 469	6.212	3,49	3,79	1067	1114
1893	7,29	8,50	38.615	6.175	3,14	3,37	946	925
1901	10,25	12,50	58.447	9.296	4,07	3,54	1224	1012
1902	9,38	11,50	58.038	9.684	3,82	3,57	1131	1053
1908	11,25	12,47	82.665	11.012	4,82	4,04	1494	1182

Ces chiffres témoignent combien est lente l'évolution des mines de la Sarre et rapide l'essor des mines de la

(1) Cf. « Les salaires dans les exploitations d'Etat de la Sarre » par le Bergassessor Dr. Herbig (Jahrbuch de Hildebrand, 1910, p. 289) et un article du même auteur sur le recrutement de la main-d'œuvre dans la Sarre (Glückauf, 27 août 1910). Le Dr. Herbig, qui définit dans ces deux études avec précision la politique sociale de l'Etat prussien dans le bassin de la Sarre, est membre de la direction des mines fiscales à Sarrebrück.

(2) Les prix qui figurent dans cette colonne, sont pour les mines de la Ruhr le cours moyen, coté à la Bourse, des charbons gras, pour les mines de la Sarre les prix réels de vente de la même catégorie.

Ruhr. En revanche, tandis qu'en Westphalie le travail de l'ouvrier, sa rétribution par poste, son gain annuel se règlent sur la situation économique, l'État assure depuis 1894 à son personnel de la Sarre un sort à peu près uniforme. Une décomposition plus minutieuse des statistiques montrerait que les petits salaires surtout bénéficient de cette continuité ; ainsi, en 1902, seuls les piqueurs ont été diminués de 2 pfennigs en moyenne ; les autres catégories ont été augmentées malgré la baisse et, parmi les piqueurs eux-mêmes, on s'est contenté de réduire de 12,27 0/0 la proportion des salaires supérieurs à 5 marks pour élever respectivement de 0,73 0/0 et 3,61 0/0 la proportion des salaires inférieurs à 4 marks et compris entre 4 marks et 4 marks 40.

D'autres principes complètent cette politique. C'est d'abord la suppression des longues coupes (1) : « Nous gagnons moins d'argent qu'une compagnie privée, disait à une enquête officielle (2), le directeur d'une mine fiscale, mais nous ne surmenons pas les ouvriers ». Tout travail supplémentaire est strictement limité par les règle-

(1) On sait qu'on appelle ainsi en termes de mineur tout travail accompli au delà de la durée normale et légale du poste. Le mineur est libre de descendre plus tôt ou remonter plus tard que l'heure réglementaire. Il peut aussi, une fois remonté, descendre avec un autre roulement d'équipe mais la loi de 1905 l'oblige en pareil cas à attendre au moins huit heures.

(2) Rapport de la Commission extraparlamentaire des Pays-Bas envoyée en mission dans les mines de la Sarre (Documents annexés à la loi du 24 juin 1904, p. 35). Un rapprochement entre les statistiques d'accidents n'a pas grande signification par suite de la différence de danger des gisements. La mortalité a été en 1910 de 0,13 0/0 dans les fosses fiscales contre 0,486 0/0 dans l'ensemble des mines prussiennes.

ments de la Sarre ; ne peuvent l'autoriser qu'un incident d'exploitation, une insuffisance dans la remise des wagons vides ou quelque autre trouble de ce genre. Encore les représentants élus du personnel doivent-ils être consultés ; le poste ne peut être prolongé plus de deux heures au-delà de la durée normale ni plus de deux fois par semaine ; il ne peut être redoublé plus d'une fois par semaine. Ces règles sont observées à la lettre. Dans la plupart des mines privées, où ces prescriptions n'existent pas, quand la consommation absorbe toute l'extraction et que les cours sont hauts, les surveillants incitent l'ouvrier à produire davantage ; un jeu de primes, des salaires majorés l'encouragent à des séjours prolongés dans la mine, auxquels il ne pourrait être légalement contraint, mais qu'il accepte librement. L'Etat s'abstient de ces mesures ; qu'il y ait abondance ou disette de charbon, rien n'est fait pour retenir le personnel, et l'horaire des consignes est fidèlement suivi (1). Il serait d'ailleurs vain de chercher dans les statistiques l'expression exacte de ces différences ; on n'y sépare pas les postes réguliers des postes extraordinaires.

Dans la distribution des salaires il semble que l'État s'interdise pour une même catégorie d'emplois les trop grands écarts. Cette tendance égalitaire que les Allemands appellent d'un mot concis et clair « Gleichmacherei » (traitement uniforme pour tous) n'est pas contestable dans les exploitations de Sarrebrück. Le docteur Herbig

(1) La différence entre le nombre annuel des postes n'a pas seulement pour origine les longues coupes et les redoublages, elle s'explique aussi par le chômage des fêtes catholiques strictement observées dans les mines de la Sarre. (Il y en a au moins 10 par an).

et le ministre lui-même l'ont reconnue. Elle n'a pas pour effet d'assurer aux mineurs inactifs ou maladroits un gain minimum, mais elle rapproche tous les salaires de la moyenne générale, en tenant plus de compte de la bonne volonté que du rendement. En 1909 84 0/0 des ouvriers de l'abatage dans l'ensemble du bassin de la Sarre ont touché par poste moins de 5 marks 40 et plus de 4 marks 40; 7 0/0 ont gagné davantage, 9 0/0 n'ont pas atteint ce chiffre et la plupart d'entre eux étaient payés à la journée. On ne trouverait guère ailleurs d'exploitation avec une marge aussi réduite et en Westphalie même, dans la mine de Bergmannsglück qui appartient pourtant au fisc, on constate qu'en 1909 15 0/0 des ouvriers gagnaient moins de 4 marks, 18 0/0 entre 4 et 5 marks, 54 0/0 entre 5 et 6 marks, 9 0/0 entre 6 et 7 marks et 1 0/0 plus de 7 marks. La différence est sensible.

Le même souci d'égalité scrupuleuse se fait jour dans le choix des ouvriers à veine. Pour être promu mineur un examen professionnel est exigé comme partout en Prusse. Mais aucun règlement n'a la précision de celui des mines fiscales de la Sarre. Les rouleurs employés depuis six ans passent d'office dans la classe des aides-mineurs et sont d'office admis à l'épreuve définitive au bout de deux ans. Ils ne peuvent être éliminés de cet avancement à l'ancienneté que pour insuffisance de vigueur physique. Les délégués élus des ouvriers doivent être en pareil cas entendus. Les enfants, fils d'ouvriers, entrent d'ailleurs à la mine à partir de 16 ans, dès qu'ils peuvent descendre. La proportion du personnel protégé (de 16 à 18 ans) s'est élevé de 0,6 0/0 en 1889 à 4,2 0/0 en 1909.

Elle dépasse aujourd'hui, on l'avoue (1), les besoins immédiats ; mais il faut accepter cette charge pour conserver les parents et préparer le recrutement à venir. Enfin il est admis que les renvois sont rares dans les exploitations fiscales : « on y occupe, dit le docteur Herbig, un grand nombre d'ouvriers qui ne sont plus tout à fait capables de gagner le salaire normal ; le droit de recours au ministre leur garantit qu'ils ne seront pas chassés arbitrairement et qu'ils ne pourront être congédiés sinon dans les cas prévus par la loi et le règlement de travail. »

Il faut reconnaître que la situation de l'ouvrier est différente dans les mines de la Sarre et dans celles de Westphalie et de Silésie. L'État a dans le sud-ouest de la Prusse un monopole presque absolu que commence seulement à atténuer le développement des mines lorraines. L'ouvrier rejeté d'une exploitation fiscale est condamné sans appel au chômage et à la misère ; dans les autres bassins il sera embauché facilement par une compagnie voisine et l'on sait combien est volontiers flottante la population des régions houillères. Mais il y a à ces principes humanitaires d'autres motifs d'ordre exclusivement politique. Dans les mines de l'État la souveraineté du directeur est plus souvent théorique que réelle. Il peut être appelé de ses décisions au ministre, chef hiérarchique de l'administration fiscale et les abus sont nombreux.

Les déclarations mêmes du gouvernement sont à cet égard significatives (2). « La discipline est aussi bonne

(1) Herbig Jahrbuch, *loc. cit.*, et Landtag C. R. Sten. 20 mai 1911.

(2) Observations du gouvernement à l'enquête parlementaire ouverte en 1910 1911 sur le produit des mines fiscales. Nous reviendrons en détail dans le chapitre 8 sur l'origine et les résultats de cette enquête.

dans les mines de l'État que dans les mines privées. Mais on ne peut méconnaître que les ouvriers inclinent de plus en plus à porter en appel leurs désaccords avec l'autorité locale. Les ouvriers savent bien que ces réclamations préparent à leurs supérieurs immédiats beaucoup d'écritures et d'ennuis : aussi l'habitude est-elle devenue commune de passer par dessus la tête des chefs directs pour s'adresser tout de suite en haut lieu. Dans un personnel nombreux comme celui des mines fiscales il y a des éléments que l'intérêt de la discipline commande de traiter sévèrement. Mais dans l'exploitation d'État il est moins facile que dans les mines privées de congédier un ouvrier pour raison disciplinaire. Il épuisera jusqu'au bout son droit d'appel et le Landtag bien souvent s'occupera de ces renvois. Aussi qu'arrive-t-il ? Le renvoi même ou la menace de simples punitions vont entraîner un rapport détaillé. Il n'est guère possible de prouver à un profane éloigné des mines pourquoi tel ouvrier dont le rendement est insuffisant, ne peut être conservé et cet étranger ne parviendra pas davantage à comprendre la mise à l'écart de meneurs dont les excitations apportent dans le personnel un élément de trouble. Ajoutez les craintes naturelles aux surveillants d'être dénoncés dans la presse ouvrière comme des tyrans. On conçoit qu'ils se laissent trop souvent fléchir d'une sévérité salutaire aux intérêts du service. Les fonctionnaires ont le sentiment qu'il reste quelque chose des plaintes portées contre eux même s'ils s'en justifient complètement. »

« Tout ouvrier congédié, ajoutait le ministre, a d'avance un avocat au parlement » et les ingénieurs des exploitations fiscales se plaignent volontiers de ne pas avoir les mains libres en dehors des cas de flagrant délit.

Depuis les grèves de 1893 le ministre a tenu à se réserver personnellement les décisions délicates qui risquent de provoquer une agitation ouvrière. Les sanctions sont donc lentes et tardives. Il est pourtant exact que cette dispersion des responsabilités, cette fréquence des interventions parlementaires, cette peur de l'arbitraire et surtout « des histoires », assez communes dans le personnel surveillant et dirigeant, n'ont pas encore porté atteinte à la discipline. Elle reste, comme souvent en Prusse, militaire dans le détail, parfois même brutale. Il n'en résulte pas moins dans l'ensemble une timidité de répression, une uniformité de traitement et des ménagements excessifs dont nous verrons l'effet déplorable sur le prix de revient.

L'ouvrier des mines fiscales a-t-il un sort meilleur que celui des mines privées ? Il faut comparer leurs salaires, l'assistance légale ou bénévole dont ils bénéficient, l'accueil fait à leurs revendications.

En rapprochant les statistiques il convient d'observer que la proportion des ouvriers du fond, les mieux rétribués, varie sensiblement d'un bassin à l'autre et que la moyenne générale n'est donc pas une image parfaitement exacte du salaire dans sa répartition réelle. Mais, comme les catégories entre lesquelles les ouvriers sont officiellement classées ne sont pas elles-mêmes toujours bien définies, on peut s'en tenir à cette base plus générale et suffisamment exacte de comparaison (1).

(1) Ces statistiques sont celles des caisses de secours. On y distingue 4 classes : a) ouvriers à veine ou aux travaux préparatoires (rouleurs compris) ; b) ouvriers du boisage, de l'extraction et des plans incli-

Le tableau ci-dessous donne, pour les dix dernières années, le salaire moyen par poste dans l'ensemble des mines de Westphalie et de Haute-Silésie, dans les exploitations fiscales de ces deux bassins et dans celles de la Sarre.

Années	Haute-Silésie		Westphalie		Sarre
	Ensemble	Mines fiscales	Ensemble	Mines fiscales	Mines fiscales
1900	3.42	3.47	4.18	»	3.56
1901	3.40	3.43	4.07	»	3.54
1902	2.97	3.37	3.82	»	3.57
1903	2.98	3.41	3.88	4.06	3.60
1904	2.98	3.41	3.98	4.13	3.71
1905	3.08	3.53	4.03	4.25	3.80
1906	3.23	3.68	4.37	4.50	3.88
1907	3.48	3.91	4.87	4.81	4.02
1908	3.52	3.99	4.82	4.83	4.04
1909	3.48	3.92	4.49	4.70	3.96
1910	3.44	?	4.54	?	3.97

En Silésie, les mines d'Etat ont un léger avantage ; de même en Westphalie où cette supériorité s'explique par la nécessité d'attirer dans des exploitations naissantes une main-d'œuvre nouvelle.

nés ; c) ouvriers du jour ; d) enfants de moins de seize ans travaillant au jour (non compris dans les catégories précédentes). La proportion du personnel souterrain est de 67,5 0/0 en Haute-Silésie, 77,3 0/0 en Westphalie, 82,5 0/0 dans les mines de la Sarre. La proportion du personnel de la classe a) est dans celles-ci subitement tombée en 1908 de 56,9 à 50,1 0/0 par suite d'une nouvelle imputation de certains travaux, ce qui indique la difficulté et l'incertitude de ces décomptes.

En revanche le gain des mineurs de la Sarre est franchement inférieur au gain le plus bas des mineurs de la Ruhr. Il n'en fut pas toujours ainsi. Jusqu'en 1896 les salaires de Sarrebrück étaient les plus élevés de l'Allemagne. Depuis cette date ils ont été distancés dans leur accroissement constant et lent par l'ascension irrégulière et rapide des salaires payés en Westphalie. Sans doute ces différences se justifient. Le brusque essor du bassin westphalien rend nécessaires des sacrifices pour s'attacher la main-d'œuvre. L'afflux dans une zone étroite de mineurs, dont le nombre a triplé depuis vingt ans, le développement simultané de puissantes usines métallurgiques y ont singulièrement élevé tous les prix. La vie est moins chère en Silésie et dans la Sarre où l'industrie est plus ancienne et moins dense et où l'on s'abstient de renforcer par des éléments étrangers la population indigène. Les doléances sont pourtant là aussi de plus en plus amères au Parlement et dans la presse sur les difficultés de subsistance. Des documents qu'a réunis en 1910 le syndicat des mineurs chrétiens à Sarrebrück semblent prouver que ces plaintes sont en partie fondées : la plus-value de 50 pfennigs par poste acquise en dix ans est presque absorbée dans ce bassin par la hausse constatée sur les denrées (1). Il est vrai que l'ouvrier des mines fiscales a la sécurité ; il sait que l'activité ou la dépression du marché, l'abondance de la production, les prix de vente seront pour lui sans conséquence. Mais apprécie-t-il à leur valeur les sacrifices nécessaires pour obtenir cette continuité ? C'est douteux. Le syndicat d'Essen, en réglant l'extraction et dominant les cours est au-

(1) Landtag C. R. Sten 20 mars 1911.

jour'd'hui parvenu, sinon à supprimer les crises, à en réduire l'importance et la durée. L'ouvrier des exploitations privées y a gagné une situation plus égale et plus stable qu'aux temps des concurrences illimitées où il souffrait réellement. En revanche il reste associé au profit des années prospères. Elles signifient pour lui un effort plus intense de travail mais une amélioration notable du salaire quotidien et annuel. En 1902, où l'industrie était inerte, 32 0/0 des mineurs de la Ruhr gagnèrent plus de 5 marks; en 1907, où la demande fut très vive, 68 0/0 y parvinrent, parmi lesquels 51 0/0 dépassèrent 5 marks 80, tandis que la même année 1,23 0/0 des mineurs de la Sarre atteignaient ce chiffre. C'est à ces conditions d'existence irrégulière, mais somme toute meilleure, que vont les préférences ouvrières. Il suffit d'entendre les observations du syndicat chrétien, le plus puissant de la région de Sarrebrück : « La politique sociale suivie dans les mines fiscales a eu jusqu'ici le seul avantage de retrancher aux ouvriers le bénéfice des bonnes années. Les salaires se sont maintenus à un niveau modeste et leur développement est loin d'être aussi favorable que dans le district de Dortmund ou d'Aix-la-Chapelle. Il est beau de vouloir que les ouvriers aient un revenu constant et que les budgets de leurs familles ne soient pas exposés à de brusques à-coups, mais il serait nécessaire, si leurs ressources ne doivent pas changer, que la valeur des vivres restât elle aussi la même. En pratique le prix de la vie s'élève et s'abaisse. En général tout est le plus cher dans les périodes d'activité industrielle, quand l'argent, devenu abondant, roule de tous les côtés (1). »

(1) Documents annexes à l'enquête parlementaire de 1910. Discussion de la commission du budget 307. A. p. 14.

La rigidité des méthodes du gouvernement prussien n'a donc pas conquis la majorité du personnel. Le Parlement, comme nous le verrons, ne leur est pas moins hostile. Il se pourrait enfin que la force même des choses imposât une évolution prochaine. Longtemps insignifiantes, les concessions privées lorraines qui sont contiguës aux mines fiscales de la Sarre, se sont rapidement développées et produisent aujourd'hui 23 0/0 du tonnage total extrait dans le bassin. La courbe des salaires y a la même allure et les mêmes inflexions qu'en Westphalie. A la première période de hausse vive ou prolongée l'attrait des fortes payes risque de dépeupler les exploitations fiscales. Le danger de cette émigration a déjà été envisagé; elle aurait pour conséquence nécessaire d'engager l'Etat dans une nouvelle voie et de l'obliger en matière de politique sociale à la règle commune de l'industrie privée (1).

Deux institutions sont propres aux mines fiscales. L'une a pour origine l'interprétation très large de l'article 616 du Code civil. Cet article spécifie: « Celui qui a conclu un contrat de louage, ne perd pas ses droits à rétribution pour n'avoir pu pendant un temps relativement court par un empêchement de son fait, mais non de sa faute, rendre les services auxquels il s'est engagé. Il reste cependant tenu au versement de la quote part qui lui incombe pendant la durée de cet empêchement pour l'application de la loi d'assurances maladies ou accidents ». Les mines privées s'abstiennent de commenter dans leurs règlements ces prescriptions. Elles font en

(1) Herbig Gluckauf 27 août 1910.

sorte de modifier le roulement de l'ouvrier obligé pour une raison majeure de chômer ou elles lui accordent un secours exceptionnel et bénévole. Il n'en est pas de même dans les mines de l'Etat. Les règlements de travail y garantissent dans tous les bassins en termes analogues le salaire normal défini plus haut (1) aux ouvriers retenus par l'accomplissement d'un devoir militaire (revues ou rassemblements) ou civique (audition en justice, réunion d'un conseil de famille, élection des chambres ou des conseils communaux, participation aux séances du conseil municipal etc...) L'ouvrier appelé par une période d'exercice reçoit pendant quatorze jours, s'il est marié ou a charge de famille, les 2/3 de son salaire. Enfin le même traitement peut être accordé au personnel éloigné de la mine pour des motifs d'ordre privé (mariage, naissance d'un enfant, etc...) C'est non un droit mais une faveur. Il appartient aux directeurs d'apprécier la valeur des excuses invoquées. En fait ils usent de ce pouvoir avec une générosité variable suivant les bassins. On se limite en Westphalie aux cas précis que désigne le règlement et une compensation n'est consentie qu'aux absences justifiées par une charge publique. La tolérance est au contraire très large à Sarrebrück. Les sommes consacrées à l'application de l'article 616 étaient dans cette région de 43.600 marks en 1903, 62.500 en 1908 tandis que le crédit inscrit au budget pour l'ensemble des mines et usines fiscales se montait la même année à 92.943 marks.

Tout à fait distincts sont les congés payés. Sur les instances du Parlement ils ont été institués en 1908. Les

(1) V. p. 149.

directeurs ont à leur disposition une somme de 3 marks par ouvrier occupé qu'ils distribuent comme ils l'entendent. Les postulants doivent être âgés de plus de 35 ans et travailler depuis au moins 5 ans dans les mines fiscales ; ils n'ont à invoquer aucune raison de santé. La durée du congé avec solde peut atteindre et atteint généralement un semaine. Mais par suite de la modicité des crédits (au total 168.773 marks en 1908), le nombre des bénéficiaires est faible : à peine chaque année 1/9 des ayants-droit (1). La répartition de cette faveur ne laisse donc pas d'être délicate. Elle devait être en principe une prime à la bonne conduite et au rendement élevé, mais les réclamations sont devenues si vives qu'il a fallu renoncer à des choix toujours soupçonnés d'arbitraire et revenir à un roulement par ancienneté. L'opinion des ingénieurs est d'ailleurs loin d'être unanime sur l'opportunité de cette réforme. L'ouvrier mineur abuse des maladies feintes pendant lesquelles il est soutenu par la caisse de secours. La « Simulantentum », comme disent les Allemands, sévit surtout dans les villages éloignés des fosses où la surveillance est plus difficile (2). Les congés payés se sont ajoutés à ces fraudes sans les supprimer.

Il serait vain d'attacher à ces deux institutions une portée excessive. Les sommes qui leur sont affectées, en montrent l'insignifiance : au total 2 mks, 56 par ouvrier et par an en 1909 et 261.649 marks sur un budget global de 270 millions. Ce sont là de timides expériences. Le principe n'en est pas moins curieux. Inspiré de la fixité

(1) On calcule que ces congés représentent pour l'ensemble du personnel un déficit moyen d'un demi-poste par ouvrier et par an.

(2) Herbig Glückauf, *loc. cit.*

propre aux appointements des fonctionnaires, il est en contradiction avec le statut réel des ouvriers des mines fiscales payés à la journée ou à la tâche.

L'œuvre d'assistance de l'Etat prussien dans ses industries est ancienne, diverse et très complète. Elle se compose à la fois de subventions légales et de contributions volontaires. On connaît le mécanisme des lois d'assurances allemandes. L'ouvrier est affilié à trois caisses de secours : accidents, maladies, invalidité-vieillesse. Les premières fondées en 1885 sont exclusivement alimentées par les patrons groupés en corporations professionnelles. L'Etat participe sans restriction à l'union des entreprises minières. Les pensions sont les mêmes dans les exploitations fiscales ou privées pour les ouvriers victimes d'accidents, leurs veuves et leurs orphelins. Le barème est réglé d'après l'incapacité de travail et le taux des salaires.

La loi du 15 juin 1883 sur l'assurance-maladie, la loi prussienne du 22 juin 1889, complétée par la loi d'empire du 15 juin 1899 sur l'assurance-invalidité et vieillesse avaient été devancées dans l'industrie minière par l'initiative de l'Etat ou des concessionnaires. Il s'était formé depuis longtemps (1) des caisses locales ou régionales (*knappschaft*) auxquelles tout le personnel adhérerait. Elles distribuaient les soins médicaux et pharmaceutiques gratuits, des indemnités de maladies, des pensions de retraite. Le nouveau code d'assurances a respecté l'autonomie de ces organismes en les adaptant aux cadres qu'il créait.

(1) Depuis 1766 en Westphalie, depuis 1759 dans le bassin de la Sarre. Ces premières organisations étaient naturellement embryonnaires.

Les *knappschaft* ont été chargées du double service des secours aux malades et des pensions d'invalidité-vieillesse. Il y a une *knappschaft* par bassin. Elle réunit les mines de toutes sortes qui s'y trouvent, fiscales ou concédées, et même les carrières de la région. La caisse de Bochum qu'entretiennent les houillères westphaliennes, comptait à la fin de 1909 363.565 adhérents et possédait 102.003.000 de marks. La caisse de Sarrebrück comprenait 53.940 membres et possédait 19.130.732 marks. Chacune de ces *knappschaft* a ses statuts. Leur diversité s'explique par des différences d'origine, de traditions et de fortune ; mais les principes généraux sont les mêmes. Patrons et ouvriers versent des cotisations égales et ont le même nombre de délégués aux conseils d'administration. Des tribunaux arbitraux tranchent les conflits. L'importance des versements s'est depuis 1885 modifiée et sensiblement accrue. Le taux des pensions a été relevé, mais surtout des révisions successives ont reconnu une insuffisance générale des ressources par rapport aux engagements : il a fallu assainir une situation financière critique, grossir les réserves et ménager les transitions du régime de répartition primitivement adopté à une capitalisation mitigée : ce fut l'œuvre d'amendements dont le dernier est du 19 juin 1906 (1). La cotisation mensuelle patronale était dans les mines de la Sarre de 4 marks 50 en 1885, 6 mks 15 en 1891, 7 mks, 28 en 1901, 8 mks 62 en 1907. Elle a presque doublé en vingt ans. Si l'on ajoute les

(1) La loi du 19 juin 1906 a eu un double objet : établir sur des bases plus solides les finances des « *knappschaft* », faciliter le passage d'une caisse à l'autre en Prusse et même en Allemagne. On a calculé, que cette réforme appliquée le 1^{er} janvier 1908 coûtait à l'industrie fiscale ou privée au moins 25 millions de marks par an.

subventions imposées par la loi d'assurances-invalidité, on constate que l'Etat payait par ouvrier et par an 50 mks 02 en 1885 et 101 mks 05 en 1907. Le tableau ci-après donne la progression depuis 1900 des dépenses auxquelles l'application des lois d'assurances oblige l'Etat dans l'ensemble de ses entreprises minières et métallurgiques.

Années	Personnel total	Cotisations aux caisses d'assurances maladies et vieillesse	Dépenses dues à la loi sur l'assurance accidents	Dépenses dues à la loi d'Empire sur l'assurance invalidité	Total	Dépense totale par ouvrier occupé
		mk	mk	mk	mk	mk
1900	70.929	4.130.282	1.447.426	507.721	6.085.429	85 80
1901	73.059	4.484.209	1.998.835	532.538	6.915.707	94 66
1902	75.249	4.623.068	2.176.283	554.399	7.353.750	97 66
1903	78.238	4.830.862	2.468.845	586.084	7.885.791	100 79
1904	80.663	4.997.759	2.669.200	611.089	8.278.048	102 69
1905	82.290	5.157.403	2.867.376	628.340	8.653.080	105 63
1906	87.110	5.463.078	2.975.685	664.508	9.103.271	104 15
1907	90.643	6.559.717	3.243.572	703.797	10.507.086	115 50
1908	94.747	7.161.844	3.408.778	738.928	11.309.550	119 92
1909	99.852	7.618.693	4.205.954	790.281	12.615.497	126 47

Soumise au même régime, l'industrie privée est aussi lourdement frappée. Les charges sont pourtant très inégales suivant la caisse à laquelle la mine participe. En 1908 les ouvriers versaient par poste aux knappschaft 33 pfennigs dans le bassin de la Sarre, 26 dans celui de Westphalie, 20,5 dans celui d'Aix-la-Chapelle, 19,7 en Haute-Silésie et 17,9 en Basse-Silésie (1). L'ensemble des

(1) Le salaire que nous avons donné d'après les statistiques offi-

assurances sociales grevait la tonne de 0 mark 81 en 1908 contre 0 mark 49 en 1899 dans les mines de la Ruhr et de 1 mark 07 contre 0 mark 81 dans les mines de la Sarre. Rapportée à la tonne cette différence s'explique par le moindre rendement de l'ouvrier dans les bassins de la Sarre (745 kilogs contre 833). Elle est pourtant réelle en valeur absolue et paraît due aux conditions de recrutement. Par l'immigration continue dans les bassins de jeunes ouvriers étrangers la caisse de Bochum gagne chaque année des adhésions nouvelles qui grossissent les ressources et abaissent l'âge moyen des affiliés. Le nombre des membres de la caisse de Sarrebrück s'accroît au contraire lentement et le personnel vieilli y est en plus forte proportion. Les écarts tendent d'ailleurs à s'atténuer depuis l'entrée en vigueur de la loi du 19 juin 1906 : de 1907 à 1908 la dépense par tonne est passée de 0 mark 63 à 0 mark 81 en Westphalie ; à Sarrebrück elle est restée la même : 1 mark 07.

L'État prussien a beaucoup fait pour l'amélioration des logements ouvriers. Ses procédés varient suivant les pays

cielles est le salaire « net » compté réellement à l'ouvrier. Il est affranchi des retenues prélevées pour l'entretien des lampes dans les mines éclairées à feu nu ; il ne comprend pas davantage la contribution minière aux knappschaft. Une comparaison minutieuse des prix de tâche devrait tenir compte de ces éléments : et l'écart entre les salaires de la Sarre et de la Ruhr se trouverait par là diminué. Mais au fond il n'y a à rapprocher et considérer que : 1° les versements effectifs aux ouvriers ; 2° les charges patronales imposées par les lois d'assurances. Il importe peu dès lors que dans ces contributions aux knappschaft la part nominale des contributions ouvrières soit plus ou moins forte puisqu'elle finit par se confondre avec celle dont le patron est responsable.

et les besoins. En Westphalie il s'agissait de donner du personnel aux exploitations naissantes et de peupler des régions souvent désertes. Mais il eût été vain de compter sur la stabilité des ouvriers attirés. A l'exemple des mines privées l'État a lui-même élevé des cités autour des fosses qu'il créait. Il possédait en 1910 dans le bassin de la Ruhr 561 maisons qui comprenaient 1906 logements et avaient une valeur de 8.765.237 marks. Chaque habitation a son entrée particulière et dispose d'un jardin. Le prix de location est faible et représente 4 0/0 du capital engagé dont 1 0/0 pour l'amortissement. Quiconque a voyagé en Westphalie, connaît l'aspect dégagé et riant, presque luxueux de ces colonies si dissemblables des anciens corons entassés et malsains.

En Silésie l'État use des mêmes procédés. Il avait en 1910 bâti ou acheté 224 maisons abritant 1.386 logements pour une somme totale de 4.290.462 marks et le crédit ouvert aux nouvelles constructions est de 600.000 marks pour le seul exercice 1911-1912. La situation est différente dans le bassin de la Sarre. Pure d'éléments étrangers, liée aux exploitations fiscales en dehors desquelles elle ne saurait s'employer, la population travaille depuis des générations dans les mêmes fosses. L'État y a néanmoins intérêt à l'enraciner plus profondément pour prévenir une émigration possible. C'est ce qu'il a cherché en donnant à chaque ouvrier les moyens de devenir propriétaire. Dès 1842 la knappschaft de Sarrebrück aidait ses membres par des avances à se bâtir une maison. En 1865 l'administration fiscale a repris à son compte cette assistance. Elle accorde des prêts remboursables en dix ans sans intérêts : leur valeur atteint 2.100 marks et des gratifications s'y ajoutent qui varient suivant l'importance de

la maison sans dépasser 900 marks. De 1865 à 1909 le total des prêts a été de 7.481.335 marks, celui des primes de 5.534.390 marks ; 7.226 maisons ont bénéficié de cet appui. On estime que 20.000 mineurs sont aujourd'hui propriétaires d'un capital immobilier de 60 millions de marks : c'est environ les $\frac{2}{3}$ du chiffre total des ouvriers mariés. Il n'est pas besoin d'insister sur la force que l'État en tire pour conserver et tenir son personnel (1).

Il ne s'est pas limité à ces encouragements : dans le même bassin de la Sarre où beaucoup de mineurs ne peuvent rentrer le soir dans leurs villages trop éloignés, il a fondé 38 dortoirs pour 5.000 ouvriers, il loue à bas prix 556 maisons qui lui appartiennent. Enfin, sur les crédits spéciaux ouverts par le Parlement aux habitations à bon marché (2), il a accordé des prêts portant intérêt à

(1) Parmi les maisons construites avec l'appui exclusif de l'Etat la proportion de celles qui sont passées entre les mains d'étrangers, est seulement de 4,3 0/0. Le résultat voulu est donc bien atteint.

(2) Il y a eu plusieurs lois successives qui datent du 13 août 1895, 2 juillet 1898, 23 août 1899, 9 juillet 1900, 16 avril 1902, 4 mai 1903, 15 juin 1904, 8 juillet 1905, 16 juillet 1906, 12 août 1907, 3 août 1909, 25 août 1910. Leur objet commun est de faciliter à tous les employés et ouvriers des administrations d'Etat la construction de logements à bon marché. L'ensemble des crédits votés à ce jour se monte à 143.592.000 marks. L'administration des chemins de fer a la plus forte part. Il a été alloué à celles des mines depuis l'origine environ 14 millions. Ces fonds ont deux emplois : 1^o construction directe par l'Etat de maisons dont le loyer doit représenter un revenu de 4 0/0 ; s'il y a insuffisance, le budget propre de chaque administration fournit le complément ; 2^o prêts sur seconde hypothèque à des sociétés coopératives qui doivent mettre à la disposition des ouvriers et employés de l'Etat un nombre de logements en rapport avec cette subvention. Dans les mines le prêt peut être accordé à l'ouvrier person-

3,5 0/0 et remboursables par annuités de 6 0/0 : leur montant s'est élevé entre 1895 et 1910 à 2.035.000 marks.

D'autres institutions d'un caractère général ou régional allègent les charges de l'ouvrier et de sa famille. C'est d'abord la vente de charbon et de sel à des conditions exceptionnelles qui ont représenté en 1909 un sacrifice pécuniaire de 2.115.000 marks : c'est l'achat en gros de vivres, surtout de pommes de terre, délivrés au prix de revient. C'est dans le Harz la distribution de froment établie par une tradition séculaire, à raison de 5 marks 50 le quintal, quel que soit le cours du marché. Ce sont des bibliothèques, des écoles ménagères enfantines ou supérieures réservées aux filles et fils de mineurs : ce sont enfin des secours extraordinaires largement attribués dans les périodes critiques,

Le tableau ci-dessous montre avec quelle rapidité se sont accrues depuis 1900 ces subventions de toute sorte dans l'ensemble des exploitations fiscales.

Années	Dépenses dues à l'application de l'art. 616 du Code civil	Secours à des ouvriers	Secours extraordi- naires aux orphelins d'ouvriers victimes d'accidents mortels	Congés payés	Ecoles ménagères enfantines etc.	Divers	SOMME	
							totale	par ouvrier
	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks
1900	"	18.638	"	"	105.182	440	134.007	1,89
1905	54.224	62.389	"	"	113.804	500	308.314	3,75
1909	92.875	100.421	15.809	168.773	280.249	1.707	665.174	6,66

nellement. Le maximum est de 6 000 marks. Le remboursement se fait par annuités de 6 0/0.

Les cités ouvrières, dont se sont entourées les mines privées, ne le cèdent en rien à celles des mines fiscales. Au reste il faut voir dans les sacrifices consentis à cet égard moins une générosité qu'une nécessité économique pour trouver la main-d'œuvre nécessaire à une production croissante. Il ne semble pas davantage que la bienveillance des Compagnies à l'égard de leur personnel ait moins largement fait ses preuves dans les institutions qui en sont nées. A vrai dire la comparaison est difficile. Les statistiques ne sont ni précises ni concordantes et les différences sont grandes entre les entreprises mêmes. Toutefois en Westphalie les subventions indiquées ci-dessus étaient de 8 marks 18 par ouvrier à la Société de Gelsenkirchen, la plus puissante du bassin, et de 7 marks 17 seulement dans les exploitations fiscales ; et d'autres rapprochements semblent témoigner qu'il y a en moyenne dans l'importance des sommes appliquées à ces œuvres d'assistance un léger avantage en faveur des mines privées. Aussi bien l'Etat ne prétend-t-il pas tenir la tête : « l'énorme développement de l'industrie minière allemande dans les dix dernières années, — déclare le gouvernement (1), — a développé à tel point dans les mines privées les œuvres de politique sociale que l'administration fiscale croit largement remplir ses devoirs à l'égard du personnel en marchant de pair avec les grandes entreprises dont l'exemple mérite d'être suivi. »

L'histoire des mines de l'Etat prussien n'a pas été exempte de troubles. Les grèves les plus longues et les

(1) Rapport de la Sous-commission du budget à l'enquête de 1910-1911 — documents annexes 307 — B p. 20.

plus vives furent celles qui éclatèrent dans le bassin de la Sarre de 1889 à 1893. Elles eurent pour origine des demandes de réduction dans la journée de travail et le brusque abaissement des salaires répondant à la dépression qui venait de suivre des années d'une prospérité exceptionnelle. Au bout d'un mois les ouvriers rentrèrent sans avoir rien obtenu. 2.000 d'entre eux furent congédiés ; 500 ne furent jamais repris (1). Depuis cette date il s'est produit des agitations locales sans durée et sans grande importance. En 1900 les mineurs du Mansfeld entraînèrent une partie du personnel de Stassfurt. Les mineurs furent renvoyés. En 1905 la grève, déclarée en Westphalie, ne pouvait avoir d'effets sensibles sur les exploitations fiscales de la région à peine à leurs débuts. Vers la fin de 1910 un nouveau mouvement se prépara dans le même bassin. Aux revendications présentées l'Etat opposa un refus dont les termes étaient évidemment concertés avec les réponses de la délégation patronale. Les dissensions entre le syndicat chrétien et le syndicat socialiste empêchèrent la grève.

Dans l'ensemble les industries de l'Etat prussien n'ont pas été plus épargnées que les entreprises privées par les crises ouvrières. Pour les résoudre le gouvernement n'a pas hésité, comme dans la Sarre, à faire des exemples avec une sévérité impitoyable. Son hostilité aux éléments socialistes est des plus franches. Le ministre Möller, reprenant à son compte les instructions de son prédécesseur von Berlepsch, disait au Landtag : « Quand les membres d'un parti ont pour objet la destruction de l'Etat, il n'y

(1) Le récit détaillé de ces grèves se trouve dans la thèse de M. Weiss. (L'exploitation des Mines par l'Etat 1901, p. 58).

a pas place pour eux dans ses exploitations. Nous n'inquiétons aucun travailleur pour ses opinions politiques. Mais s'il se mêle à des agitations socialdémocratiques qui visent à détruire la paix entre l'administration et les ouvriers, il est congédié des mines fiscales (1). » Ces déclarations sont de 1903 : peut-être la résistance croissante d'un parti dont le principal groupement (2) compte 123.437 adhérents dans les mines allemandes, en atténuerait-elle aujourd'hui l'intransigeance. Quant à la liberté politique du personnel, bien que son principe n'ait jamais cessé d'être affirmé, elle est contestée par les partis d'opposition. Après chaque renouvellement du Landtag ou du Reichstag les discussions les plus âpres s'engagent au Parlement sur des actes de pression imputés aux fonctionnaires de tout ordre. L'excès même de ces attaques en révèle l'injustice probable. En revanche il ne paraît guère contestable que l'Etat use de ses mines silésiennes comme d'un instrument de germanisation contre les Polonais.

Ce sont les mines fiscales de la Sarre qui firent la première expérience des délégués permanents élus par les ouvriers. Le règlement du 21 février 1890 donnait aux hommes de confiance (*Vertrauensleute*) le pouvoir de présenter aux ingénieurs des fosses et le cas échéant aux *Bergwerksdirektor* les vœux et réclamations des ouvriers sur les conditions de travail et les modifications qui pourraient être apportées aux règlements. Ainsi défini leur rôle était modeste et le gouvernement s'attacha plutôt à restreindre qu'à étendre leur autorité. Il leur fut

(1) Landtag C. R. Sten. 1903, t. II, p. 1668.

(2) Connue sous le nom de « Vieux syndicat ».

interdit de tenir des assemblées générales pour discuter les revendications communes à l'ensemble du bassin ; et après la grève de 1893 tous ceux qui avaient pris la tête du mouvement, furent congédiés. Le ministre reconnaissait lui-même, en 1904 (1), que l'institution avait donné des résultats médiocres. Pressé par le Parlement il la compléta néanmoins en introduisant dans les houillères de la Sarre et à Gladbeck en Westphalie une surveillance analogue à celles dont sont chargés en France les délégués mineurs. Des ouvriers élus par leurs camarades furent autorisés à parcourir les chantiers, examiner les questions de sécurité et ouvrir des enquêtes sur chaque accident grave. Il n'existait ailleurs rien d'analogue.

Ces différences ont disparu aujourd'hui. La loi du 14 juillet 1905 a rendu obligatoires dans toutes les mines prussiennes les comités ouvriers permanents. La loi du 28 juillet 1909 a modifié leurs attributions et leur recrutement et organisé le service des délégués mineurs. Ils doivent continuer à travailler dans le quartier qu'ils visitent deux fois par mois et cessent d'être délégués dès qu'ils ne sont plus ouvriers (2). Elus au scrutin secret ils élisent eux-mêmes les membres du comité permanent. Ceux-ci ont pour mission « de maintenir ou rétablir la bonne entente entre ouvriers et patrons. Ils doivent porter à la connaissance de la direction avec leur avis les propositions, vœux et griefs du personnel relatifs à l'exploitation, aux conditions de travail et aux institutions d'hygiène ». Les salaires sont exclus de cette

(1) Landtag C. R. Sten. 12 février 1904.

(2) Les premières élections qui ont eu lieu en septembre 1910, ont donné une grosse majorité aux candidats des principaux syndicats : socialiste, polonais et chrétien.

nomenclature. Toutefois des instructions ministérielles admettent que dans les mines d'Etat les comités abordent ces sujets. A part cette tolérance, à laquelle s'opposent les compagnies, les exploitations fiscales et privées sont aujourd'hui soumises aux mêmes prescriptions légales.

Telle est dans les grands traits la politique sociale du gouvernement prussien. Il faut avant tout se pénétrer de sa diversité. Très réaliste elle varie suivant les conditions où elle s'exerce. Quand joue la concurrence de l'industrie privée, elle suit la route commune ; quand elle a le champ libre, elle s'en écarte. Contestée par les intéressés eux-mêmes, la valeur des principes dont elle s'inspire est affaiblie, nous le verrons, par leurs répercussions économiques et financières. L'État a pourtant fait dans la continuité des salaires une expérience intéressante, sinon une heureuse école. Il n'est pas moins utile de retenir que dans une constitution antidémocratique et sous un régime autoritaire les interventions politiques et parlementaires ont fini par s'imposer et paralyser trop souvent une organisation pourtant calculée pour donner au recrutement et à la conduite de la main d'œuvre le maximum d'indépendance et de souplesse.

CHAPITRE VII

LA POLITIQUE COMMERCIALE DES MINES DE L'ETAT PRUSSIE

La politique commerciale de l'Etat prussien a dans les mines les aspects multiples de la politique sociale. Elle suit à la fois les conditions naturelles de production et les influences qui dominent le marché. Avant de l'étudier sur ses principaux terrains il faut dire un mot de ses débouchés.

Une opinion commune veut qu'en Prusse la régie directe des chemins de fer explique et justifie le progrès des principes étatistes dans le régime appliqué aux mines de houille. Le réseau prussien s'étend sur 38.000 kilomètres. La dépense de combustible escomptée pour l'exercice 1911 est de 10.824.800 tonnes évaluées à 132.000.000 de marks. Par ces chiffres l'Etat est au premier rang des consommateurs ; il semblerait donc naturel qu'il employât à ses propres besoins le tonnage dont il dispose. Ce n'est pas le cas. Les fosses fiscales de Haute-Silésie sont seules tenues à des fournitures abondantes : un million de tonnes environ sur 6 millions qu'elles produisent et 3.400.000 que les chemins de fer demandent à ce bassin. En revanche les mines de la Sarre livrent à peine

550.000 tonnes (5 0/0 de leur extraction) et les nouvelles fosses westphaliennes 103.000 tonnes (8 0/0 de leur extraction) sur 5.670.000 en provenance du bassin de la Ruhr (1). Les chemins de fer restent donc tributaires de l'industrie privée pour 83 0/0 de leur alimentation totale en houille et en briquettes.

Cette proportion ne laisse pas de surprendre. Elle a d'abord des raisons géographiques et techniques. Les mines de Silésie et de la Sarre sont à deux pôles opposés aux extrémités de l'Allemagne. Les mines de Westphalie sont plus centrales, en plein cœur de son activité. C'est sur place que les dépôts doivent s'approvisionner pour éviter des frais de transport. Or le charbon des fosses fiscales de Gladbeck ou de Bergmannsglück se prête mal par sa composition aux exigences de la traction. Il semble aussi qu'il y ait de la part de l'Etat une tactique : sa puissance à la fois industrielle et politique lui permet de peser sur le syndicat rhénowesphalien et d'en obtenir des conditions de faveur ; les marchés passés avec les chemins de fer portent généralement des prix très inférieurs aux prix normaux du syndicat. Les fosses fiscales réussissent au contraire à imposer ces mêmes cours au

(1) Chiffres de l'exercice 1909-1910 : on escompte qu'en 1914 les chemins de fer prussiens prendront les quantités suivantes dans chaque bassin :

	Houille	Briquettes	Coke
	tonnes	tonnes	tonnes
Westphalie.....	4.890.000	1.203.000	50.100
Haute-Silésie	3.303.000	130.000	»
Basse-Silésie.....	415.000	35.000	26.000
Sarre.....	550.000	»	»
Divers.....	20.500	88.000	7.800

commerce ; elles ont avantage à réserver leur production.

Il apparaît enfin qu'entre les houilles achetées par l'administration des chemins de fer prussiens celles de la Sarre ont toujours été payées le plus cher. Le tableau ci-après compare dans les différents bassins les prix du charbon « à locomotives » depuis 1900 (1) :

	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911
	mk	mk	mk	mk	mk	mk	mk	mk	mk	mk	mk	mk
Sarre.....	15,4	16,8	15,85	15,6	15,6	15,6	15,8	16,6	16,6	16,2	16,2	16
Westphalie..	11	11	11	10,5	10,5	10,5	11,1	12,1	12,1	12,1	12,1	11,85
Haute-Silésie.	8,6	10,7	10,6	10,1	10,1	10,1	10,6	10,6	11,8	11,8	11,8	11,88

On conçoit d'après ces chiffres que l'Etat s'adresse le moins possible pour ses chemins de fer à ses propres mines de la Sarre.

Même accrue de la clientèle obligatoire de certaines administrations, la consommation des services publics représente donc une part assez faible dans le commerce des houillères fiscales. La nature et la répartition de leurs débouchés varient suivant le marché régional. Toutefois dans l'ensemble l'Etat s'est efforcé de réduire

(1) Ces chiffres sont des « prix de base » et non ceux auxquels il a été réellement traité. Les documents annexes à l'enquête parlementaire de 1910 auxquels ce tableau est emprunté (307 C, tableau 5) n'indiquent les prix réels que pour les mines de la Sarre. Ils sont inférieurs de 1 à 2 marks suivant les années aux prix de base. Mais on peut admettre que cette différence se retrouverait dans les autres bassins.

au minimum le rôle des intermédiaires et d'atteindre directement le consommateur. Les marchands absorbent 68 0/0 du tonnage extrait en Westphalie, 25 0/0 dans la Sarre, 10 0/0 en Silésie et ces chiffres décroissent d'année en année. Pour y réussir l'Etat a multiplié le nombre de ses représentants. Il s'est réservé dans le bassin de la Sarre le droit de fourniture directe aux chemins de fer et tramways, à la métallurgie, aux usines à gaz et il interdit à ses acheteurs de vendre à ces établissements; enfin sur les instances du Parlement il favorise au prix d'assez lourds sacrifices la clientèle des coopératives.

Comme les houillères privées les houillères fiscales doivent, pour vivre, exporter et cette nécessité a de tout temps exposé le gouvernement à des attaques répétées. L'Allemagne a trop de charbon : elle a en 1910 produit 152 millions, importé 11 millions et exporté 24 millions de tonnes (1). Le développement récent et rapide du bassin westphalien grossit chaque année cet excédent. Refoulées par la concurrence dans leur domaine propre, voisines de la frontière, les mines de Silésie et de la Sarre se trouvent rejetées vers l'Autriche, la Suisse ou la France. Le syndicat rhéno-westphalien n'en a pas moins de tout temps beaucoup exporté. Quand l'industrie est stagnante comme en 1902 et 1908, il inonde de ses houilles et de ses cokes les marchés étrangers et comme les crises ne sont jamais isolées, il doit, pour s'imposer, être très conciliant. On a vu récemment les charbons alle-

(1) Cette balance commerciale est modifiée si l'on tient compte du lignite. Bien que l'Allemagne en ait produit 69 millions de tonnes en 1910, elle en importe de grandes quantités de Bohême et d'Autriche (7 millions 1/2 contre 62.000 tonnes à l'exportation).

mands, amenés par canaux, exclure les charbons français aux portes mêmes d'Anzin. Fret compris, il est certain que le prix de vente ne couvrirait pas le prix de revient et l'exemple est loin d'être unique. Le syndicat prend ces sacrifices à son compte et les répartit entre ses adhérents ; il prélève sur la valeur de chaque tonne qu'il livre, une retenue variable dont le taux atteint aujourd'hui 10 0/0. Une somme supérieure à 60 millions de marks se trouve ainsi à sa disposition : véritable fond de guerre où il puise pour conquérir les places étrangères et soutenir les efforts parallèles de la métallurgie par des retournes proportionnelles au tonnage employé à la fabrication de la fonte ou de l'acier exporté.

Ces concessions ne sont pas perdues ; elles étendent le champ d'action du bassin westphalien qui commence à éclater dans les cadres trop étroits de la consommation allemande ; elles allègent les frais généraux qui croissent très vite dès que l'extraction diminue ; elles permettent surtout d'écouler les stocks, occuper le personnel et développer continuellement la mine. Le jour où les demandes affluent à nouveau, elles trouvent, pour les satisfaire, une capacité de production qui n'a pas cessé de s'accroître. Le consommateur a donc intérêt à cette politique.

Elle a pourtant ses dangers. On lui reproche dans les mauvaises années de faire payer à la clientèle allemande par des prix maintenus très hauts les faveurs excessives consenties à la concurrence extérieure. On l'accuse de ne pas être assez souple dans ses évolutions. Les regains d'activité économique sont parfois brusques et l'étranger exige des marchés à long terme. Il n'est pas aisé de couper le courant des exportations dès qu'apparaissent

les premiers symptômes d'un relèvement de l'industrie nationale. On a vu, pendant que les charbons continuaient en masse à passer la frontière, la Prusse se disputer en haussant les cours une matière devenue rare : heureuse encore quand elle ne devait pas, pour combler un déficit momentané, forcer l'importation des houilles anglaises (1).

C'est ce qui s'est produit en 1900 et en 1907 et le Parlement n'a pas manqué à chacune de ces disettes d'élever les plaintes les plus vives. L'action du gouvernement en fut gênée. Si intéressées que fussent les mines fiscales de Silésie et de la Sarre à étendre elles aussi leurs exportations, elles n'en eurent pas toujours la complète liberté. Aucune prime n'est accordée à la métallurgie. Tous les marchés de houilles conclus à l'étranger doivent être soumis au ministère et en 1907 des mesures furent prises pour éviter de renouveler ces engagements et réserver à l'Allemagne la production disponible. Ces décisions, bien que provisoires, ne sont pas opportunes : prises quand la crise est déjà aiguë, elles viennent trop tard pour produire l'effet attendu et elles enlèvent un débouché difficile à reconquérir dont le défaut est sensible dans les années de dépression. Les mines d'Etat ne suivent ainsi que d'assez loin l'exemple donné par les mines privées. Cette timidité contribue à la lenteur de leurs progrès et à l'insuffisance de leurs ressources dans les années prospères ; elle se retourne par là même contre le principe dont elle est inspirée.

(1) En 1907 le syndicat d'Essen a dû faire venir lui-même des charbons anglais qu'il a vendus à sa clientèle, impuissant à suffire aux demandes avec la seule production des fosses syndiquées.

Le tableau ci-dessous donne pour les dix dernières années la proportion des exportations dans les mines d'Etat, de la Silésie et de la Sarre et dans le bassin de Dortmund (1) :

	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
<i>Mines de Silésie</i>											
Tonnage exporté (en %).	10,5	9,5	8	7,3	6,2	6,7	7	7,3	7,5	8,7	7,7
dont : en Russie..	3,2	3,3	2,6	1,2	1,2	1,4	1,2	1,2	1,2	1,4	1,2
Autriche	7,3	6,2	5,4	6,1	5	5,3	5,8	6,1	6,3	7,3	6,5
<i>Mines de la Sarre</i>											
Tonnage exporté (en %).	14,1	12,3	11,8	12,6	13,8	12,7	12,4	12,8	12,4	10,3	10,2
dont : en France	5,8	4,7	4,6	5,6	5,7	4,6	4,6	5,7	5,1	2,9	3,2
Suisse.	7,8	6,9	6,4	6,1	7,1	7,4	7,1	6,4	6,6	6,7	6,3
<i>Bassin de Dortmund</i>											
Tonnage exporté (en %).	11,3	11,2	11,3	12,4	12,3	12,7	13,1	13,2	12,6	11,8	12,8

Il faut enfin signaler dans les pratiques commerciales de l'Etat prussien une sévérité dont s'accommode mal sa clientèle. On sait quels larges crédits accordent les usages de l'industrie allemande. Elle en tire sa principale force

(1) Ces chiffres s'appliquent à toutes les fosses du bassin de Dortmund, privées ou fiscales, syndiquées ou non. Le coke a été compté avec une majoration de 25 0/0 pour tenir compte du rendement moyen à la carbonisation. Malgré leur situation favorable au nord du bassin les nouvelles mines d'Etat en Westphalie ont peu développé jusqu'ici leurs exportations. Elles ont expédié en 1909 158.485 tonnes en Hollande et 80.667 tonnes en Belgique.

d'expansion. Liées par les principes de la comptabilité publique, les houillères fiscales exigent le paiement comptant (1). S'il s'agit d'un marché à long terme, l'acheteur est autorisé à verser avant le quinze le prix des fournitures du mois précédent ; mais il doit déposer une caution égale au double de la valeur des livraisons mensuelles. C'est une lourde sujétion. Sans doute le trésor évite par là d'être à découvert ; mais il semble que le développement des houillères fiscales eût souvent gagné à plus de tolérance.

Pour fixer ou imposer ses prix l'Etat se fonde uniquement sur la concurrence. Il ne s'est point soucié de réaliser l'égalité économique (2) et d'atténuer la différence des charges qui pèsent sur les consommateurs suivant leurs distances aux centres de production. Il ne manque point d'élever ou abaisser ses exigences suivant l'absence ou l'abondance des offres qui combattent les siennes et l'acheteur de houille westphalienne subit — transport, à part — des conditions moins dures à Berlin qu'au voisinage immédiat des fosses. Cette variété de traitement n'a rien qui doive surprendre. Elle est la règle des mines privées et la loi du commerce en général ; il est toutefois intéressant de noter que l'Etat n'a cherché ni à s'y dérober, ni même à l'adoucir.

Parfois les procédés de vente sont très simples. Les minerais non élaborés dans les usines fiscales comme les

(1) Au moins dans le bassin de la Sarre. Voir les circulaires semestrielles du bureau commercial de Sarrebrück sur les prix et conditions de ventes.

(2) Sous réserve de ce qui a été dit sur les conditions de vente des sels potassiques (v. p. 127).

blendes du Harz ou les galènes de Friedrichshütte en Silésie, vont à des intermédiaires qui contractent pour plusieurs années des marchés à échelle basés sur les cours du zinc à Londres. Les produits des salines sont livrés à des tarifs convenus entre tous les établissements analogues. Enfin il est à peine besoin de rappeler la forte organisation de l'industrie de la potasse. Le Bundesrat fixe ou limite les prix ; le syndicat, reconstitué avec l'adhésion des mines fiscales, assure l'écoulement des sels bruts ou fabriqués.

La dispersion des bassins, l'intervention des cartells, l'influence des importations rendent plus complexe le commerce de la houille.

La position prise par le gouvernement prussien à l'égard du syndicat rhéno-westphalien a été longuement définie. Aucun accord n'est intervenu (1). Mais si l'indépendance des mines fiscales de la Ruhr reste en principe entière, il leur serait aussi dangereux qu'inutile d'en user immodérément : le tonnage dont elles disposent, est encore trop insignifiant. Chaque année pour les charbons, chaque semestre pour les cokes, le comité consultatif du syndicat arrête les prix de « base » communiqués à la clientèle : l'administration fiscale les adopte ou ne s'en départit que par des différences insensibles (elle cotait les cokes 25 pfennigs moins cher que le syndicat d'avril à septembre 1910). Au reste ces prix de base ne sont que des limites : atteints si la demande est abondante, ils ne le sont jamais quand le marché est encombré. C'est dans les abaissements secrets de ces cours nomi-

(1) Ces lignes étaient écrites avant que l'entrée des mines fiscales de Westphalie dans le syndicat d'Essen ne devint un fait accompli (janvier 1912).

naux, dans les sacrifices consentis pour conserver ou attirer une clientèle nouvelle que s'engage la lutte véritable. Il est officiellement admis qu'elle est dès maintenant assez vive entre le syndicat et le fisc et que les concessions ont été de part et d'autre très larges dans ces dernières années (1).

En Haute-Silésie il n'y a ni syndicat, ni bureau de vente comparable à celui d'Essen. Depuis 1890 une entente groupe toutes les mines privées. Elle ne porte que sur 70 0/0 au plus de la production (2), fixe par trimestre le contingent attribué à chaque adhérent et impose des prix minima dans certaines zones où l'ardeur de la concurrence risquerait de déprécier les cours. Sous cette réserve chaque mine dispose, comme elle l'entend, de ses produits. Conclue par périodes quinquennales, cette convention a toujours été renouvelée. Dès l'origine l'Etat prussien en observa les règles. Depuis le 1^{er} octobre 1905 son affiliation est officielle, mais il s'est réservé la faculté de sortir, quand il lui plaît, de cette alliance. Les statistiques montrent d'ailleurs que les prix de l'Etat sont supérieurs de 50 pfennigs au moins à la moyenne de ceux des mines privées (3). Cette majoration s'explique par la qualité exceptionnellement riche du charbon des fosses fiscales en Silésie.

Dans le bassin de la Sarre les conditions sont opposées.

(1) Observations du gouvernement à l'enquête parlementaire (documents annexes 307-B p. 57).

(2) Sont exclues en particulier de la convention toutes les quantités transportées par le chemin de fer à voie étroite qui relie les fosses et les principales usines du bassin c'est-à-dire la plus forte part de la consommation locale.

(3) 8 mks 24 contre 7 mks 98 en 1902 ; 7 mks 99 contre 7 mks 71 en 1903 ; 7 mks 86 contre 7 mks 52 en 1904 et ainsi de suite.

Aucun engagement ne lie l'Etat et dans un rayon étendu il est depuis longtemps le maître du marché ; c'est là qu'on doit juger son œuvre.

Les mines de la Sarre extraient toutes les catégories de houilles grasses et de charbons à gaz. Situées à une pointe du royaume prussien, entre la Lorraine annexée et le Palatinat Bavarois, elles sont au centre d'une région industrielle où la métallurgie s'est de bonne heure largement développée. Le pays environnant leur est acquis : l'Etat s'est emparé de tout le gisement disponible en territoire prussien et n'est menacé que par le voisinage des houillères bavaroises et lorraines. Leur importance tend à croître, mais est encore médiocre comme l'indique le tableau suivant :

Années	Sarre prussienne		Lorraine	Palatinat bavarois	Extraction totale du Sud-Ouest de l'Allemagne	Part des mines fiscales de la Sarre
	Mines fiscales	Mines privées				
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	%
1885.	6.049.031	164.010	590.739	214.631	7.018.431	86,19
1890.	6.412.540	176.792	774.670	255.002	7.419.004	83,74
1895.	6.886.002	136.152	990.081	402.221	8.414.456	81,84
1900.	9.397.253	93.352	1.136.636	503.817	11.131.044	84,42
1905.	10.637.503	130.917	1.823.679	605.969	13.203.068	80,57
1910.	10.833.427	145.000 (1)	2.695.059	747.714	14.421.200	75,12

En revanche dans le sud de l'Allemagne les mines de la Sarre se heurtent à une concurrence très vive. Par les travaux qui l'ont amélioré, le cours du Rhin est devenu

(1) Chiffre approximatif.

une voie merveilleuse de pénétration commerciale. Les houillères westphaliennes ont construit à Duisbourg et Ruhrort des ports d'échange largement outillés. Elles ont équipé une flotte et établi en amont, comme à Mannheim, de vastes dépôts pour les mois où la navigation est interceptée par les eaux trop basses ou trop rapides. Déchargés sur allèges à Rotterdam, les charbons d'importation accèdent eux aussi à ces régions. Les Anglais ont obtenu de gros marchés à Stuttgart, Strasbourg et dans d'autres villes : leur activité s'étend, favorisée par le cours du fret et par un prix de revient très inférieur à celui des houilles allemandes.

Contre cette double poussée l'Etat défend aujourd'hui avec peine ses positions. Les mines de Sarrebrück ont pour elles leur proximité ; mais elles sont loin de la voie d'eau (1). Leur zone d'influence incontestée tend donc à se resserrer ; elle est pourtant encore très vaste.

Il est délicat de comparer les prix des mines fiscales et ceux de l'industrie privée. Les mêmes termes de la nomenclature commerciale s'appliquent à des produits de valeur très inégale (2). Le tableau ci-dessous emprunté à des documents officiels (3) rapproche les cours pratiqués (4) dans les trois bassins de-

(1) On sait que les projets de canalisation de la Moselle ont jusqu'à échoué. La Sarre est bien reliée au canal de la Marne au Rhin, mais il n'est passé par cette voie en 1910 que 405.634 tonnes, en grande partie destinées à l'exportation.

(2) Cette nomenclature est établie d'après la teneur en matières volatiles.

(3) Enquête parlementaire de 1910. Documents annexes 307. B. — tableaux 1, 2 et 3.

(4) Il ne s'agit que des cours (Richtpreis) dont l'échelle est commu-

puis 1890 pour les charbons gras, les charbons à gaz et les charbons flambants.

	Charbons gras			Charbons à gaz			Charbons flambants		
	Silésie	Westphalie	Sarre	Silésie	Westphalie	Sarre	Silésie	Westphalie	Sarre
	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks
1895...	7,50	7,50	9,00	9,25	10,00	13,75	6,80	7,75	9,00
1896...	8,00	8,00	9,00	9,25	10,00	13,50	6,80	7,75	9,00
1897...	8,00	8,50	9,35	9,25	10,00	13,50	7,20	8,25	9,00
1898...	8,50	8,50	9,70	9,75	10,00	13,50	7,50	8,25	9,25
1899...	9,00	9,00	10,35	10,45	10,50	14,45	8,10	8,75	9,90
1900...	10,00	10,00	11,70	11,20	11,50	16,20	9,00	9,75	11,50
1901...	10,50	10,00	12,00	12,40	11,50	16,80	9,50	9,75	11,80
1902...	10,00	9,00	11,10	12,25	11,50	16,25	9,00	9,25	10,80
1903...	9,60	9,00	11,10	12,00	11,50	16,20	9,00	9,00	10,80
1904...	9,40	9,00	11,10	12,00	11,50	16,50	9,00	9,00	11,10
1905...	9,55	9,30	11,10	12,00	11,50	16,50	9,00	9,25	11,10
1906...	10,50	10,00	11,10	12,75	12,00	16,55	9,80	10,00	11,35
1907...	11,80	11,00	12,10	13,75	13,00	17,20	11,40	11,00	12,20
1908...	11,80	11,00	12,10	13,75	13,00	17,20	11,40	11,00	12,20
1909...	11,80	10,50	11,80	13,65	12,50	16,80	11,20	10,50	12,20
1910...	11,65	10,50	11,80	13,55	12,50	16,70	11,20	10,50	11,20

Les prix comparés des coques depuis 1902 (1) en Westphalie et dans la Sarre sont également indiqués ci-dessous :

niquée chaque année à la clientèle et non des prix de marchés réels qui sont inférieurs.

(1) Il serait sans grand intérêt de remonter plus loin. Jusqu'à 1902 les mines fiscales de la Sarre produisaient peu de coke. Les usines achetaient le charbon crû qu'elles transformaient elles-mêmes. Des fours ont été depuis lors établis et la fabrication du coke est passée de 37.712 tonnes en 1901 à 218.521 tonnes en 1909.

ANNÉES	COKES	
	Prix du syndicat d'Essen	Prix des mines fiscales de la Sarre
	mks	mks
1902.....	15	15,80
1903.....	15	15,80
1904.....	15	17
1905.....	15,75	17,50
1906.....	16,37	17,75
1907.....	18	19,55
1908.....	18,50	19,40
1909.....	16,12	16,90
1910.....	15	16,90

Ces chiffres ne font pas état des différences de qualité communément admises entre les produits des trois bassins. Ils ne pourraient être rendus exactement comparables que dans une étude technique minutieuse dont les éléments font souvent défaut. Il est toutefois certain que l'examen ne serait pas en faveur de l'État prussien. Si les charbons à gaz des mines de la Sarre sont recherchés, leurs charbons à vapeur ont une réputation médiocre due à la texture schisteuse des veines et à une forte teneur en cendres du tout-venant non lavé. Cette infériorité est incontestée ; on l'a évaluée à 15 0/0 en moyenne par rapport aux catégories similaires des houilles westphaliennes (1). Les

(1) Rapport annuel de la Chambre de Commerce de Sarrebrück pour 1909. Ce rapport contient une étude fortement documentée sur la politique commerciale des mines de la Sarre (traduite par le Comité des houillères, circ. 4.109). C'est une critique très complète et assez

charbons à coke, trop gras et trop impurs, sont également dépréciés par leur faible rendement. Enfin on assure que la qualité des cokes du syndicat d'Essen dépasse d'au moins 12,5 0/0 celle des cokes de la Sarre trop poreux pour être consommés seuls au haut fourneau.

Il faudrait encore, pour serrer la comparaison entre les bassins de la Sarre et de la Ruhr, tenir compte des primes d'exportation que l'Etat refuse et le syndicat accorde aux usines métallurgiques. Elles ont atteint dans la plupart de ces dernières années 1 mark 50 pour les charbons à coke, 2 marks 10 pour les cokes et portent sur 30 0/0 environ des ventes, ce qui représente des abaissements de 45 et 70 pfennigs sur les prix moyens indiqués. D'autres corrections seraient sans doute nécessaires. Il serait vain de prétendre les chiffrer. Leur sens général seul importe et il suffit d'être assuré que, loin d'atténuer, elles accentueraient dans l'ensemble les écarts révélés par les tableaux que nous avons donnés.

Ces tableaux font ressortir la supériorité continue des prix imposés à Sarrebrück sur ceux des autres bassins où domine l'influence de l'industrie privée. Par rapport aux charbons de la Ruhr et suivant les catégories les différences ont varié de 85 pfennigs à 2 marks 10, de 3 marks 50 à 5 marks 30, de 70 pfennigs à 2 marks 05 et pour les cokes de 80 pfennigs à 2 marks. De même malgré leur progression les cours pratiqués en Silésie ont toujours été dépassés.

Il n'est pas moins intéressant de noter combien se

après des méthodes de l'Etat prussien. Les chiffres allégués paraissent exacts mais on admet généralement en Allemagne que l'auteur inspiré par l'intérêt exclusif des seuls métallurgistes en a tiré des conclusions étroites et excessives.

modifient suivant les régions les exigences de l'Etat prussien ; c'est ce que permet de juger le tableau suivant où figurent, d'après les comptes rendus budgétaires, les prix moyens réels de vente dans la Sarre et dans les fosses fiscales de Silésie qui donnent des produits comparables.

	Prix moyen réel de vente par tonne				Ecart par rapport aux prix de la Sarre		
	Fosse König	Fosse Königin Luise	Fosse Biels- chowitz	Sarre	Fosse König	Fosse Königin Luise	Fosse Biels- chowitz
	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks
1902.	8,16	8,32	8,18	11,54	3,38	3,22	3,36
1903.	7,82	8,11	7,81	11,36	3,54	3,25	3,55
1904.	7,55	8,04	7,65	11,64	4,09	3,60	3,99
1905.	7,62	8,11	7,56	11,59	3,97	3,48	4,03
1906.	8,20	8,67	8,12	11,96	3,76	3,29	3,84
1907.		9,35		12,49		3,14	
1908.		9,90		12,74		2,83	
1909.		9,69		12,42		2,73	

L'âpreté commerciale de l'Etat prussien apparaît également quand on s'attache à suivre non plus la valeur absolue des prix, mais leurs oscillations. Elles sont à peine moins amples que partout ailleurs dans le bassin de la Sarre. Si élevés qu'y soient tenus les cours dans les années de dépression, la hausse est rapide dès que les demandes deviennent actives et l'intensité des besoins de la clientèle sert de mesure aux conditions qu'elle doit subir.

On le constate en rapprochant les années 1895 et 1901, 1903 et 1908, points extrêmes de la courbe économique.

Ecart entre les cours	Charbons gras			Charbons à gaz			Charbons flambants		
	Silésie	Westphalie	Sarre	Silésie	Westphalie	Sarre	Silésie	Westphalie	Sarre
	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks
1895-1901	3	2,50	3	3,15	1,50	3,05	2,70	2	2,80
1903-1908	2,20	2	1	1,75	1,50	1	2,40	2	1,40

L'écart pour les cokes a été dans la dernière période de 3 marks 75 contre 3 marks 50 en Westphalie. La régularité des prix ne compense pas suffisamment leur rigueur.

A travers ces variations l'ascension des cours n'a pas cessé depuis vingt ans. Si elle paraît aujourd'hui se ralentir légèrement, s'il y a dans l'ensemble moins de différences par rapport aux autres bassins, c'est que la situation se modifie. L'apparition sur le marché des mines lorraines, la concurrence pressante des houilles westphaliennes et anglaises ont troublé l'isolement des exploitations fiscales de la Sarre et diminué leur monopole. L'Etat n'en a pas moins largement tiré parti : et c'est en somme de l'industrie privée et de ses cartells que lui est venu jusqu'ici l'exemple de la modération.

Les usines de la vallée de la Sarre ont protesté contre cette politique. Les métallurgistes sont les plus ardents. Ils reprochent à l'administration fiscale de ne pas favoriser, comme le font les syndicats, par des primes ou des sacrifices opportuns, l'expansion de leur industrie ; ils l'accusent même d'en provoquer l'émigration : à rendement égal, le coke du bassin revient presque aussi cher

que le coke de la Ruhr grevé d'un transport de 8 marks. Les hauts fourneaux ont donc intérêt à s'établir en Lorraine ou dans le Luxembourg aux portes des mines de fer; beaucoup l'ont déjà fait.

Attaquée pour le taux élevé de ses prix, l'industrie fiscale l'est davantage encore pour l'insuffisance de sa production. Il est de fait que les progrès des mines de la Sarre sont peu rapides quand on les compare à ceux des autres bassins.

	Extraction de houille			Extraction totale de l'Allemagne	Part des mines fiscales de la Sarre	Part du bassin de West- phalie
	Mines fiscales de la Sarre	Bassin de Westphalie	Bassin de Silésie			
	tonnes	tonnes	tonnes	tonnes	%.	%.
1890..	6.212.540	35.469.290	20 075 620	70.231.341	8,85	50,5
1895..	6.886.002	44.145.744	21.943 540	79.169 276	8,70	51,9
1900..	9.397.253	59.618.900	29.596.738	109.290 237	8,60	54,5
1905..	10.637.503	65.373.531	32.319.188	121.298.607	8,77	53,9
1910..	10.333.427	85.846.599	34.446.094	152.881.509	6,75	56,7

Tandis qu'en vingt ans l'extraction des mines de la Sarre doublait à peine, celles des mines de la Ruhr était presque doublée. Cette lenteur de développement n'est jamais favorable aux intérêts des consommateurs qui sont liés à l'abondance du marché. Mais c'est à l'état aigu qu'ils en souffrent dans les années d'activité exceptionnelle où les demandes se précipitent. Les bassins de Silésie et de Westphalie ont réussi en pareil cas à relever sensiblement leur production : l'effort des mines fiscales a été moins heureux comme le montre le tableau sui-

vant (1) où figure l'accroissement du tonnage extrait dans les années où la pénurie de charbon fut réelle.

	Augmentation d'extraction par rapport à l'année précédente			
	Bassin de Westphalie	Bassin de la Sarre	Haute-Silésie	
			Mines fiscales	Mines privées
	%	%	%	%
1891.....	+ 5,45	+ 2,86	+ 1,88	+ 5,99
1899.....	+ 7,14	+ 2,93	+ 0,81	+ 5,39
1900.....	+ 9,11	+ 4,12	+ 3,75	+ 6,36
1906.....	+ 17,50	+ 4,63	+ 7,43	+ 10,38
1907.....	+ 4,39	— 3,94	+ 0,83	+ 10,55

A l'essor vigoureux des exploitations westphaliennes et silésiennes, les mines d'Etat opposent dans ces années critiques le taux moyen de leur accroissement normal sinon même un recul. Il faut assurément faire la part des circonstances. Le bassin de la Sarre a été éprouvé en 1907 par un terrible coup de grisou. La catastrophe de Reden eut des conséquences plus lourdes que l'arrêt momentané d'une fosse ; les mesures de sécurité furent partout renforcées et le rendement diminua. Il n'y a pas moins à cette infériorité continue des raisons permanentes.

Le bassin de la Sarre est riche et est loin d'être épuisé : on évaluait récemment ses réserves à 5, 6 milliards de tonnes (2). La place ne manque donc pas pour de nou-

(1) Rapport de la sous-commission d'enquête parlementaire 307. B. p. 18.

(2) D'après une communication du docteur Krusch au Congrès an-

veaux sièges d'extraction. Si le nombre en fut restreint dans les dernières années, c'est que les disponibilités faisaient défaut. Le budget des mines fiscales ne comporte, nous le verrons, ni réserves ni fonds de roulement. Les dépenses d'établissement sont amorties dans l'exercice et le solde des bénéfices est versé au Trésor. L'importance des crédits se trouve ainsi trop souvent dépendre d'influences extérieures. La situation des finances publiques, les sacrifices consentis dans d'autres bassins pèsent autant que les tendances du marché. Il faut ajouter la rigidité du cadre budgétaire, la lenteur inévitable des décisions administratives, l'obligation d'arrêter un an d'avance chaque programme de travaux. Une industrie d'Etat n'a pas l'élasticité d'une société privée.

Dans les mines de la Sarre le gouvernement prussien a aggravé cette faiblesse par sa politique sociale. Il prétend garantir à son personnel dans les bonnes comme les mauvaises années un salaire stable et un travail égal, éviter les chômages comme les doubles postes et s'interdire l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère et passagère. Il sait d'ailleurs à quoi il s'expose : « Cette politique, a-t-il déclaré, est appliquée à la lettre là seulement où les exploitations fiscales ont la prépondérance : il n'est pas douteux qu'elle rende difficile de suivre les variations du marché. Dans les périodes de grande activité la hausse de nos salaires est faible ; l'ouvrier n'est pas excité à produire davantage et l'attrait des hautes paies de l'industrie privée l'invite à émigrer. Nous ne pouvons admettre les

nuel des ingénieurs des mines allemandes à Aix-la-Chapelle en 1910. Le bassin westphalien contiendrait encore 83,2 milliards, la Haute-Silésie 57,4 et la Basse-Silésie 1,4 milliards de tonnes. Il est à peine besoin de rappeler combien ces estimations sont incertaines.

redoublages et les longues coupes que dans une mesure restreinte. Quand il faudrait faire un effort intense, les mines d'Etat sont empêchées d'accroître le rendement (1), le nombre de postes, le personnel ; et leur extraction ne se développe pas. Inversement, si le marché est déprimé, les salaires ne doivent pas baisser, on ne renvoie personne et les chômages ne sont imposés qu'en cas d'absolue nécessité. Les économies sont dès lors difficiles et pour occuper les ouvriers il faut développer les travaux de traçage. L'industrie privée associe dans une bien plus large mesure son personnel aux variations économiques et en règle le chiffre suivant les besoins » Le gouvernement conclut : « Suivant la conception que l'on se fait des devoirs de l'Etat exploitant des mines on jugera différemment un politique féconde en matière sociale, mais dont les conséquences économiques sont moins favorables (2) : »

Sans doute les procédés des mines privées pour forcer ou limiter la production ne sont pas à l'abri de la critique. On peut parler de variations excessives dans les salaires, d'ouvriers tour à tour surmenés et jetés sur le pavé. Mais la crainte de ces abus presque supprimés aujourd'hui par l'action régulatrice des syndicats justifie-t-elle la fidélité de l'Administration à des règles qui, de

(1) D'après le docteur Herbig l'expérience prouve même qu'en pareil cas le rendement diminue : « Dans les moments de hausse les ouvriers ont davantage tendance aux grèves et aux chômages injustifiés : ils tirent parti de leur forte position pour ne pas travailler dans les périodes d'activité avec le zèle et l'ardeur dont ils font preuve dans les temps de dépression, où les patrons sont à leur tour vraiment les maîtres ». (Herbig, Jahrbuch d'Hildebrand, 1910, *loc. cit.*)

(2) Enquête parlementaire 1910-1911, 307. C. p. 30.

son propre aveu, la paralysent? L'industrie allemande a plus d'une fois éprouvé une sérieuse gêne à s'approvisionner en houilles et en cokes; ces disettes lui ont coûté cher. Elle aurait souffert bien davantage (1) si l'exemple donné dans le bassin de la Sarre avait été suivi: la hausse des prix aurait été plus forte et le déficit n'aurait pu être comblé que par les importations dont l'étranger aurait largement profité. En somme les mines fiscales s'en remettent aux mines privées pour la solution de ces crises: soucieuses d'assurer à leur personnel des avantages d'ailleurs contestables et discutés, elles leur en laissent tout le poids. Il est difficile de souscrire sans réserve à cette politique et l'on est fondé à se demander si l'Etat, pour être ou vouloir un meilleur patron, doit se résigner à cette indifférence économique.

(1) D'après le rapport déjà cité de la Chambre de commerce de Sarrebrück l'insuffisance des charbons à coke dans les mines fiscales en 1907 aurait coûté au moins 2 millions de marks à l'industrie locale obligée de consommer en plus forte proportion le coke étranger.

CHAPITRE VIII

LES RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXPLOITATION DES MINES FISCALES

Le rendement des mines et usines fiscales n'est pas si simple à dégager des statistiques qu'il paraîtrait devoir l'être. Il importe de préciser quelles difficultés s'y opposent.

Les industries de l'État prussien n'ont pas de budget autonome. Leurs recettes et leurs dépenses sont incorporées dans le budget général sans différence avec les impôts ou les autres chapitres du budget du commerce. L'excédent s'ajoute à l'ensemble des revenus de l'exercice, aucune réserve n'est constituée et les reports ne sont pas autorisés.

Toutes les dépenses doivent dès lors entrer en compte, quelle qu'en soit la nature : qu'elles s'appliquent à l'exploitation des mines déjà ouvertes ou que, exigées par des travaux de premier établissement, elles créent un nouveau capital immobilier, elles pèsent également sur le produit net. On conçoit combien en souffre tout essai de comparaison avec l'industrie privée ou seulement d'une année à l'autre. L'effort accompli pour développer les moyens d'extraction est loin d'être uniforme et les périodes les plus mauvaises en apparence peuvent être ainsi celles où s'est le plus accrue la capacité de production.

Pourtant aujourd'hui l'Etat tend à se départir de cette règle. Ce n'est pas sur les bénéfices des mines fiscales

qu'ont été prélevées les sommes nécessaires à la plupart des vastes entreprises dans lesquelles il s'est engagé depuis dix ans ; leur insuffisance était manifeste et il a fallu faire appel à d'autres ressources. Quand en 1899 le gouvernement décida de résilier les traités qui avaient affermé l'industrie de l'ambre, il demanda au Parlement un crédit spécial ; de même quand en 1902 il acheta les concessions westphaliennes et la houillère de Gladbeck, quand en 1903 il se rendit maître des actions de la société Hibernia, quand en 1906 il accrut sa part dans le syndicat de la potasse par l'achat de la mine Hercynia. Ces opérations exceptionnelles accroissaient le domaine fiscal ; il était naturel de ne pas en imputer la charge au budget ordinaire. Mais en 1908 on alla plus loin : il s'agissait d'ajouter trois nouveaux sièges à ceux dont l'Etat prussien disposait au nord de la Westphalie ; jusque-là les fosses en activité avaient toujours payé l'installation de celles qui devaient les remplacer ou les compléter. Le gisement s'épuise vite dans les mines, l'avenir est incertain et l'outillage ne dure pas longtemps. L'Etat était donc fondé, en dehors de toute raison comptable, à suivre une politique rigoureuse d'amortissements immédiats. Il dut pourtant y renoncer. Des travaux de longue haleine étaient alors en train dans le bassin de la Sarre et de Silésie et l'expérience venait de montrer combien il coûte d'armer une fosse moderne à forte production ; l'exécution du programme de 1902 avait grevé au delà de toute attente et grevait encore le compte des mines. C'était le mettre en déficit que de lui imposer la charge des trois sièges projetés, c'était risquer aussi de ralentir une œuvre que le gouvernement voulait rapide pour tenir tête au syndicat. Les Chambres votèrent donc sur sa proposition un crédit

distinct de 55 millions de marks. Et les même moyens extra-budgétaires servirent encore quand en mars 1911 il décida d'agrandir les exploitations d'ambre à Palmnicken et de foncer une fosse de potasse à Neu-Bodungen.

C'est à l'emprunt qu'on demanda ces sommes successives. Les titres qui furent émis, sont inscrits au livre de la dette publique, mais leur affectation est strictement définie et leur amortissement très court. Ainsi le remboursement de l'emprunt émis en 1908 commencera en 1915 et sera terminé en 1930. On tient compte par là de la rapidité d'évolution de l'industrie minière.

Le tableau ci-dessous résume la valeur et l'objet des dépenses dont les fonds n'ont pas été fournis par les recettes des exploitations fiscales.

	OBJET DE LA DÉPENSE	CRÉDIT alloué
		mks
Loi du 1 ^{er} mai 1899.	Indemnité à la Compagnie Stantien et Becker pour l'achat de ses mines et usines d'ambre (1).	9.750.000
Loi du 21 mars 1902.	Achat de concessions de houille (96 champs. et de la mine Gladbeck en Westphalie	58.000 000
Loi du 6 mars 1905.	Achat à la Dresdner Bank d'actions de la Société Hibernia ayant une valeur nominale de 27.552.800 marks	60.500.000
Loi du 19 juin 1906.	Achat de la mine de potasse, Hercynia	30.950.000
Loi du 10 mai 1908.	Installation de trois nouveaux sièges d'extraction de houille en Westphalie (Zweckel, Scholven et Westerholt)	55.000.000
Loi du 31 mars 1911.	Installation d'une nouvelle fosse de potasse (Neubodungen) et extension des exploitations d'ambre (2).	9 000.000

(1) C'est seulement depuis 1906 que le budget des mines d'ambre, jusque là séparé, a été réuni à celui des autres exploitations.

(2) Le crédit demandé par le gouvernement était plus élevé :

On voit combien l'Etat s'éloigne de l'unité budgétaire à laquelle il s'était si longtemps attaché. Elle fut possible tant qu'il se contenta d'exploiter son domaine sans l'agrandir. Elle devint irréalisable le jour où il voulut étendre le champ de son activité économique (1).

L'examen financier des industries fiscales est troublé par ces comptes spéciaux. Sans doute il est dressé pour chacun d'eux un bilan sur lequel nous aurons à revenir et l'Administration fait connaître chaque année le montant et l'application des emprunts émis. Mais par une singulière anomalie l'intérêt et l'amortissement qui figurent au chapitre de la dette publique, ne sont pas imputés au débit des mines ni à leur produit net apparent. Et l'on ne saurait d'autre part faire aucune différence entre les travaux qui, dans les dernières fosses westphaliennes, ont bénéficié de ces fonds de concours, et ceux qui, absolument identiques et aussi récents en Silésie ou dans la Sarre, n'en ont reçu aucune part.

Ces contradictions sont loin d'être les seules et la clarté n'est assurément pas la qualité maîtresse des comptes

14 millions et comprenait les dépenses d'établissement de la fosse Knürow en Silésie. La commission du budget a observé que ce nouveau siège d'extraction avait été entrepris avec les ressources ordinaires et qu'il n'y avait aucune raison pour l'achever sur des fonds d'emprunt. Elle a donc incorporé dans le budget général la dépense proposée ; le gouvernement a accepté.

(1) Un nouveau projet d'emprunt vient d'être encore déposé (janvier 1912) ; son montant est de 19,4 millions de marks : 16 millions seront affectés à l'achèvement des fosses westphaliennes. Le reste sera principalement employé à acquérir la majorité des actions d'une société privée de navigation fluviale pour le transport sur le Rhin des charbons des mines fiscales de la Ruhr vendus dans le sud de l'Allemagne.

des mines fiscales. Il faut donner de cette confusion quelques explications sommaires.

Les documents soumis aux Chambres vers le mois de janvier comprennent : 1° le budget de l'exercice qui s'ouvrira le mois d'avril suivant ; 2° un rapport d'ensemble sur les résultats de l'exercice clos le 31 mars de l'année précédente ; 3° de nombreuses annexes statistiques. On sépare en recettes les mines, les usines, les établissements thermaux, les exploitations de sel et de potasse et les industries en communauté avec le Brünshwig et la principauté de Schaumbourg-Lippe. Même division dans les dépenses ; mais d'autres y sont ajoutées qui ont un caractère très différent. Ce sont les frais de l'administration centrale, du contrôle exercé sur les mines privées, des écoles techniques à Berlin, Clausthal et Sarrebrück et du service de la carte géologique, enfin deux chapitres dont on ne saurait donner une définition précise : sous le nom de « dépenses diverses » le premier porte à la fois des allocations aux employés ou à leurs veuves, des indemnités aux tribunaux qui arbitrent les litiges dans les caisses de secours, des primes pour la construction de maisons ouvrières etc... Le second est intitulé « dépenses exceptionnelles et extraordinaires » par opposition à toutes les autres dites « courantes » (« dauernd ») ; il ne s'applique pas à l'ensemble des travaux de premier établissement qui figurent pour chaque catégorie d'exploitations dans les dépenses courantes sous la rubrique « constructions neuves et agrandissements ». Ce qu'il comprend est aussi limité qu'indéterminé. Ce sont par exemple en 1911-1912 les cités ouvrières qui doivent entourer les nouvelles fosses fiscales de Westphalie et de Silésie, un bâtiment destiné à l'Oberbergamt de Breslau,

un entrepôt en amont du Rhin pour les charbons des mines fiscales de la Ruhr, etc... Ce sont des entreprises que leur ampleur et leur durée obligent à réaliser par annuités : les chiffres en sont élevés et les directions locales ont intérêt à décharger sur ce chapitre, imputé au compte commun, leur budget particulier qui apparaît ainsi plus favorable. Mais il n'y a là qu'un virement d'écritures et le résultat final est le même puisque les dépenses extraordinaires ne demandent rien aux fonds d'emprunt et qu'elles doivent être, comme les autres, prélevées sur les produits de l'exercice.

Si l'on totalisait toutes ces recettes et ces dépenses, on n'aurait pas les bénéfices industriels de l'Etat prussien. Pour quoi les mines fiscales paieraient-elles le contrôle des mines concédées, la carte géologique et les écoles techniques que fréquentent les futurs ingénieurs de l'industrie privée? Elles n'ont avec ces institutions aucun lien direct. Encore conviendrait-il de ne faire que des déductions opportunes. Ainsi l'école de Sarrebrück sert exclusivement à former des contremaîtres pour les houillères de la Sarre ; elle appartient à leur budget. Certains organes, comme les Oberbergamt de Clausthal et de Halle, ont — nous l'avons vu — un rôle mixte de contrôle et de gestion et les appointements des fonctionnaires du ministère devraient entrer, au moins pour une part, dans les frais généraux.

Le gouvernement ne s'est pas jusqu'ici attaché à tant d'exactitude. Pour obtenir ce qu'il appelle le produit net (1) il élimine en bloc ces dépenses administratives

(1) Ou bénéfice comptable (*rechnungsmässiger Ueberschuss*). Il est apprécié chaque année dans le rapport officiel sur les résultats de l'exercice échu et c'est sur lui que reposent les discussions du Parlement.

et il exclut de même sans raison valable les dépenses extraordinaires. Soit par exemple l'exercice 1909-1910. Les recettes ont dans les exploitations fiscales dépassé de 17.000.051 marks les dépenses « courantes ». Mais en outre l'administration des cinq Oberbergamt a coûté 3.472.884 marks, les écoles 578 482 marks dont 113.670 pour celle de Sarrebrück ; les dépenses « extraordinaires » affectées principalement à des cités ouvrières sont montées à 1.832.788 marks. Enfin il a été prélevé 10.096.856 marks sur le fond d'emprunt de 1908 pour le développement des fosses westphaliennes et mis à disposition 1.764.953 marks sur les ressources qu'a créées la loi des habitations à bon marché. Bref, à tout prendre, le compte des mines et des administrations rattachées se solderait par un déficit de 3.462.692 marks. Ce n'est pas moins au chiffre de 17.000.051 marks que le gouvernement s'arrête ; c'est lui qu'il compare avec ceux des années précédentes et il le prend pour base des statistiques qu'il publie (1).

La valeur contestable de ces calculs n'a pas échappé aux critiques réitérées du Parlement prussien. Il vient d'obtenir une refonte complète de la forme budgétaire qui dégagera à l'avenir le rendement véritable des exploitations fiscales (2). Pour les années passées nous préfé-

(1) Le budget des mines ne comprend pas en dépenses la quote-part de l'Etat dans la retraite des fonctionnaires. Il ne porte pas davantage en recettes le produit de la vente des terrains appartenant aux fosses.

(2) Le budget de l'exercice 1912-1913 n'est pas encore voté. Il est présenté sous une forme nouvelle qui est claire et rationnelle. Aux dépenses extraordinaires ont été imputés tous les travaux neufs et les travaux complémentaires d'un prix supérieur à 100.000 marks. La distribution des chapitres est mieux ordonnée. Enfin on a isolé

rons éviter des corrections hasardeuses et accepter les chiffres donnés comme produit net. Mais on doit retenir que, s'ils contiennent en principe même les dépenses d'établissement, ils se trouvent inexactement grossis par le jeu des comptes d'emprunt et d'autres exclusions injustifiées.

Sous ces réserves le tableau ci-contre indique le produit net des mines et usines fiscales dans les vingt dernières années.

les dépenses étrangères à la gestion industrielle des mines fiscales et rattaché à leur budget, celles que l'on avait tort d'en distraire (retraites des employés et fonctionnaires, charges des emprunts, etc.). De ces seules corrections résultera en 1912 une charge supplémentaire de 8.754.000 marks pour le budget des mines et usines exploitées. On voit combien les chiffres du passé sont erronés.

ANNÉES	PRODUIT NET	NOMBRE	PRODUIT NET
	total	d'ouvriers occupés	par ouvrier
	mks	mks	mks
1890	24 464.383	56.475	433,19
1891	17.112.635	57.939	295,36
1892	13.829.664	57.307	241,33
1893	15.084.125	55.322	272,66
1894	15.024.915	57.009	263,55
1895	19.440.106	58.942	329,82
1896	23.084.868	62.106	371,70
1897	26.672.539	64.217	415,85
1898	30.053.466	66.796	449,93
1899	37.261.782	69.863	533,36
1900	47.056.859	72.727	647,03
1901	41.273.138	74.875	551,23
1902	33.970.279	77.084	440,81
1903	24.272.541	80.097	303,04
1904	27.659.200	82.548	335,07
1905	30.651.588	84.244	363,84
1906	27.444.848	89.130	307,92
1907	14.622.756	92.776	157,61
1908	16.136.710	96.845	166,62
1909	17.000.052	101.941	166,76
Moyenne des années			
1890-94	17.103.144	56.810	301,06
1894-99	27.302.552	64.385	424,05
1900-04	34.846.403	77.462	449,85
1905-09	21.171.191	92.987	227,68

L'inégalité des bénéfices (1) est inévitable et liée à la

(1) Le bénéfice de l'exercice 1910 vient d'être publié. Il est de 31,7 millions de marks : mais le progrès n'est qu'apparent. Une diminution systématique des travaux d'établissement a ramené leurs dépenses de 20 millions en 1909 à 10,9 millions en 1910. Des suspensions momentanées d'exploitation avaient également pesé sur le produit net de 1909 : bref, la différence réelle en faveur de 1910 n'est que de 3,6 millions.

Le budget de l'exercice 1912-1913, redressé comme il a été dit, ne prévoit qu'un bénéfice de 11.400.000 marks, malgré le secours de l'emprunt.

variation des cours. Elle peut être exagérée certaines années par des causes accidentelles comme les grèves de 1892 dans le Bassin de la Sarre ou la prospérité exceptionnelle de 1900 où la houille se vendit à des prix démesurés. La tendance générale n'en est pas moins frappante. En progrès jusqu'à la fin du siècle dernier le produit net s'est depuis lors effondré. Son développement apparent est en sens inverse de l'extension du domaine fiscal. Le produit de 1909 est inférieur à celui de 1890, quand le personnel occupé était deux fois moindre ; calculé par tête d'ouvrier et par période de 5 années, il a décrépu depuis 1900 de 50 0/0.

Avant d'analyser les causes particulières ou générales de cette diminution on aimerait connaître le capital engagé dans les exploitations fiscales. La valeur relative du revenu n'importe pas moins que la valeur absolue du produit net ; le taux de l'intérêt obtenu mesurerait seul exactement la faiblesse actuelle des bénéfices ou leur exagération passée et permettrait de fonder une comparaison avec les mines privées.

Pour celles-ci le calcul est facile. Le capital-actions, la dette obligataire et les réserves donnent l'importance des sommes à rémunérer ; la distinction est généralement nette entre le compte d'exploitation et le compte d'établissement et le bilan annuel fait ressortir la valeur de la concession et de son outillage diminuée des amortissements. La plupart de ces données échappent pour les mines de l'Etat prussien. Leur situation financière n'est traduite que par un solde brut en déficit ou en excédent. Sur les 269 millions de marks prévus en dépenses pour l'exercice 1911 11.978.000 figurent au chapitre des « constructions neuves et des extensions » ; ce sont les

dépenses d'établissement (1). Mais rien ne les distingue des dépenses d'entretien ; elles ne sont pas capitalisées et aucun lien apparent n'existe d'une année à l'autre.

Une exception est à faire pour les établissements dont l'achat et la mise en œuvre ont été payés exclusivement sur les fonds d'emprunt. Depuis leur origine les exploitations d'ambre, la mine de potasse Hercynia, les nouvelles houillères westphaliennes publient chaque année un bilan sur lequel on oppose leur valeur actuelle et le passif non amorti. La balance est arrêtée par un compte profits et pertes analogue à celui des sociétés privées. On constate par exemple que la production de l'ambre rapporte un intérêt moyen de 9,05 0/0 des sommes engagées en 1899 pour le rachat de l'ancien fermage. Quant aux autres mines elles sont bien astreintes par les règlements à tenir un état analogue mais ne le font pas connaître ; récemment pour la première fois l'administration en a donné les résultats d'ensemble. Au 31 mars 1910 la fortune totale mobilière et immobilière des exploitations fiscales était estimée à 374.650.000 mks. D'autre part, grossi des accroissements du capital immobilisé au cours de l'exercice, le produit net de l'exercice 1909 ressortait non plus à 17 millions mais à 29 millions 440.000 marks. L'intérêt ainsi calculé est de 7,8 0/0. Il y aurait lieu, semble-t-il, de s'en féliciter.

(1) Toutefois jusqu'à concurrence de 2.000 marks pour les constructions, de 5.000 marks pour l'outillage, les « renouvellements, remplacements et extensions » sont imputés au chapitre 9 (dépenses d'entretien).

Ces chiffres (1) ne doivent pas tromper. Pour les entreprises qui ne sont pas nées d'un emprunt, les bases d'évaluation du passif sont fort éloignées de celles de l'industrie privée. La composition de l'actif n'est pas moins incertaine. L'instruction du 2 novembre 1903 prévoit que les propriétés foncières sont inventoriées au prix d'achat ou à la valeur des terres avoisinantes; les maisons d'habitation, les bâtiments d'usines, les machines sont comptés au prix de revient avec des coefficients d'amortissement respectifs de 1, 2 et 10 0/0. On peut souscrire à ces règles bien que leur précision étroite ait quelque chose d'artificiel. Mais la difficulté commence dans le choix des travaux à porter en premier établisse-

(1) Nous les reproduisons ci-dessous d'après les documents annexés à l'enquête parlementaire de 1910 307-C, p. 45.

BILAN DES EXPLOITATIONS D'ÉTAT mines, usines et salines) au 1 ^{er} mars 1910					
ACTIF			PASSIF		
	mk.	pf.		mk.	pf.
Propriétés foncières..	43.357.136	06	Capital d'établissement arrêté		
Droits d'exploitation..	77.467.628	07	au 1 ^{er} avril		
Puits et travaux préparatoires.....	23.825.440	93	1909.....	358.778.365	34
Bâtiments et outillages..	173.562.635	71	Valeur hypothéquée.....	114.200	77
Matériel.....	30.708.138	79	Contributions		
Stocks.....	10.483.010	49	versées par		
Approvisionnements...	15.245.782	07	d'autres caisses de l'État..	12.150.448	29
Comptes courants.....	13.702.046	97	Bénéfices de l'année 1909.....	29.440.008	56
Contributions versées à d'autres caisses de l'État.....	11.357	99			
Produit net versé au Trésor pour l'année 1909.....	12.119.845	88			
	400.483.022	96		400.483.022	96

La part acquise dans la mine privée Hibernia, payée par l'emprunt de 1905, n'est pas comprise dans les chiffres ci-dessus.

ment. Faut-il y comprendre les fonçages et les traçages destinés à explorer et ouvrir le gisement ? C'est la méthode des mines privées, ce n'est pas celle des mines fiscales (1) et déjà la divergence est sensible. Elle l'est également dans la valeur attribuée aux droits d'extraction. Beaucoup de sociétés n'ont pas obtenu directement leur concession et l'ont acquise souvent fort cher d'autres exploitants ou des compagnies de sondages. Cette charge grossit leur capital. L'Etat au contraire la supporte pour quelques mines achetées à des tiers dans les dernières années : il inscrit bien à l'actif de leur bilan ce qu'elles lui ont coûté. Mais la partie la plus vaste et la plus riche de son domaine est un héritage gratuit du passé : pour tomber en sa possession les bassins de la Sarre et de Silésie n'ont rien demandé aux finances publiques ; ceux de Stassfurt et du Harz ont exigé des sacrifices insignifiants. Or l'administration a pris pour règle de se limiter aux dépenses réellement soldées : et ainsi les richesses énormes représentées par les réserves connues ou inconnues du domaine fiscal figurent seulement pour 77 millions de marks à sa valeur d'inventaire.

Par leur origine particulière les industries de l'Etat prussien ne travaillent donc pas dans les mêmes conditions que l'industrie privée. Une comparaison rigoureuse de leur rendement n'est pas possible. Le Parlement s'est d'ailleurs élevé contre les règles de l'administration fiscale. Il a demandé que les puits et les premières galeries de traçage entrassent au compte d'établissement ; il voudrait aussi que l'Etat capitalisât le revenu à attendre

(1) Sauf pour la mine Hercynia et les fosses westphaliennes. Les chiffres qui les concernent sont seuls à composer la rubrique « puits et travaux préparatoires » du tableau précédent.

de la durée de chaque mine en diminuant chaque année le chiffre ainsi obtenu de la valeur du tonnage extrait. Malgré une insistance très vive le gouvernement s'y refuse : il allègue avec raison l'incertitude de ces estimations auxquelles les mines concédées elles-mêmes ne sont pas tenues (1) et il concluait récemment après une longue discussion : « Il faut renoncer pour longtemps à tout rapprochement entre le revenu des établissements fiscaux et privés. On ne saurait tirer du compte en jeu (*Vermögens und Ertragsberechnung*) des conclusions irréprochables sur le capital engagé dans les mines d'Etat. Il apparaît en général trop faible, le bénéfice correspondant ressort trop élevé et aucune conclusion ne peut être déduite du rapport de ces deux nombres » (2).

Il faut prendre acte de cette déclaration et, puisqu'aucune lumière n'est à espérer de ce côté, revenir à l'étude des éléments du produit net.

Passons sur les usines. Il en a été parlé au chapitre premier. Leur développement tend à s'arrêter ; leur importance est d'ailleurs faible.

Quelques exploitations secondaires donnent un revenu appréciable. L'industrie de l'ambre n'est rattachée que depuis 1906 au budget des mines : elle formait jusque-là un compte à part. Le marché de cette substance est forcément étroit et dépend des États-Unis où se font les 2/3 de l'exportation. Malgré une crise récente et des extensions coûteuses l'ensemble des bénéfices est satisfaisant

(1) L'article 261 du Code de commerce interdit même aux sociétés par actions de majorer dans leur bilan le prix réel d'établissement ou d'achat de leurs installations.

(2) Documents annexes à l'enquête parlementaire de 1910, 307. C. . 13.

et le capital avancé en 1899 pour le rachat de cette fabrication est — on l'a vu — largement rémunéré

Parmi les mines métalliques celle de Tarnowitz en Silésie (1) est la plus fructueuse et son rapport varie peu. Les fosses du Harz, qui produisent avec le plomb l'argent, le zinc, le cuivre, se défendent plus péniblement contre les oscillations des cours, l'épuisement des filons travaillés depuis des siècles et le manque d'eau qui interrompt les lavoirs dans les années de sécheresse. Néanmoins le déficit est rare et le renouvellement de l'outillage semble promettre un meilleur avenir (2). La mine de fer de Dillenburg est insignifiante et en perte.

Les salines fiscales sont généralement prospères ; mais elles sont déchuës de leur importance passée par l'exploitation directe des gisements de potasse (mêlés de sel gemme) dont l'Etat eut l'initiative en 1859. Cette industrie fut pour lui une richesse tant que sa part dans la production resta prépondérante. Aujourd'hui la situation n'est plus la même : l'activité privée a multiplié les fosses dans le bassin de Stassfurt et du Hanovre. La loi du 24 mai 1910 rationne l'extraction et l'ouverture de mines nouvelles accroît chaque jour la concurrence que compensent incomplètement les progrès de la consommation. L'ère des gros excédents pourra bientôt être close.

A l'extraction du lignite l'Etat n'est guère intéressé. Les sommes qu'il en retire, sont nulles. Le tableau ci-dessous

(1) L'Etat n'exploite pas lui-même la plus grande part du gisement de Tarnowitz. Il a donné des concessions de zinc sur son domaine réservé, à condition que les minerais de plomb extraits avec les blendes ou les calamines soient livrés à son usine au prix de revient. C'est de là que viennent les bénéfices indiqués.

(2) Le bénéfice des mines et usines du Harz a atteint 1,7 millions de marks dans l'exercice 1910.

	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks
Extraction de l'ambre....	"	"	"	"	"	"	"	4.560 363	1 187.980	476.858	1.296.386
{ Tarnowitz ...	914.437	940 475	732.899	893.954	1.052 034	1.037.819	1.003 592	1 043.687	1.220.745	1.035 935	1.000.081
Mines											
{ Harz métalliques	1.197.500	785.081	321.488	451.214	518 736	532.878	963.740	1.585.496	404.487	757.088	837 340
Dillenburg....	196.947	14.377	8.242	44 204	161.556	407 073	178.442	146.308	420 274	332.771	-- 73.578
Mines de sel et de potasse...	3.249 573	2.453.696	541.506	358.286	446.344	2.245 859	938.729	667.830	3.240 815	3.330.442	5 031.875
Mines de lignite.....	140 940	143.943	476.439	44.284	82.034	132.833	421 905	449.796	103 432	257	40.040
Total	5.626.387	4.055.444	4.780 274	1 658.939	2 260 681	4.046 462	3.206.378	5.423.480	5.947.430	4.073.539	8.043 064

donne pour les dix dernières années le produit net des exploitations que nous venons d'énumérer.

On voit qu'à travers des fortunes diverses, qu'explique la variation des cours, la situation de ces industries s'est peu modifiée. Quelques-unes à vrai dire sont plutôt une charge qu'une source de profit et l'État y eût depuis longtemps renoncé s'il n'avait eu scrupule à licencier ses ouvriers.

La houille tient dans la production fiscale la première place. Son budget en recettes est pour 1911 de 219 millions de marks sur un total prévu de 284 millions. Elle a pour origine quelques gisements isolés du Hanovre (Deister, Obernkirchen) et les trois grands bassins de Silésie, de Westphalie et de la Sarre. Le tableau ci-après indique pour les différentes provenances les bénéfices réalisés et le développement de l'extraction dans la dernière décade.

Il convient de mettre à part les gisements médiocres du Hanovre dont l'avenir paraît précaire et d'éliminer du bassin de Dortmund la mine d'Ibbenbüren qui, ouverte depuis deux siècles dans un lambeau isolé, donne un appoint régulier d'environ 200.000 tonnes et un bénéfice moyen de 400.000 marks,

Les autres fosses westphaliennes naissent à peine. On sait qu'elles constituent deux groupes. L'un de quatre sièges : Rheinaben et Möller (Gladbeck), Bergmanns-glück et Waltrop, a été acheté ou décidé en 1902 ; l'autre de trois sièges (Zweckel, Scholven et Westerholt) forme le complément voté en 1908. Le premier programme est exécuté, moins la fosse Waltrop inondée en cours de fonçage : le deuxième est en voie d'achèvement. La loi du 21 mars 1902 a donné 58 millions de marks pour l'achat des concessions et des installations déjà faites à Glad-

	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
<i>Deister, Übermüchen</i>											
Production (en tonnes)	594.874	615.353	539.084	556.563	572.957	592.493	579.780	566.449	662.080	673.224	677.774
Produit net (en marks)	1.044.438	1.178.844	583.462	420.822	943.463	1.188.577	1.037.649	976.753	1.028.029	849.524	799.386
<i>Bassin de Hte-Silésie</i>											
Production...	5.220.289	5.292.755	5.141.372	5.211.625	5.104.914	5.368.340	5.544.094	5.834.036	5.861.737	5.882.683	6.025.141
Produit net.....	44.518.556	43.122.240	44.267.996	42.125.099	8.147.799	6.990.598	7.452.909	7.458.941	6.719.693	7.751.206	7.548.402
<i>Bassin de Westphalie</i>											
Production.....	129.531	179.098	145.210	328.042	534.828	753.376	956.627	1.017.412	2.139.825	1.429.517	2.085.755
Produit net (ou déficit)	382.946	749.584	440.870	246.044	4.472.295	2.370.060	3.081.387	5.427.759	9.666.758	10.339.201	8.355.913
<i>Bassin de la Sarre</i>											
Production.....	9.469.920	9.482.387	9.296.326	9.684.937	10.186.294	10.499.256	10.794.340	10.921.296	10.839.613	11.021.871	10.940.307
Produit net.....	15.945.316	25.436.527	24.987.739	19.090.264	44.682.144	16.877.821	10.979.742	44.412.222	8.472.666	12.928.771	6.497.273

beck. La loi du 12 mai 1902 a ouvert un crédit de 53 millions pour les trois derniers sièges. Le surplus provient des ressources ordinaires du budget.

Le prix de ces travaux fut une déception. Qu'on en juge. En 1902, le gouvernement escomptait qu'à partir de 1904 l'exploitation de Gladbeck se solderait par un bénéfice croissant de 400.000 marks à 2 millions, chiffre attendu en 1910. Or pendant cette période le déficit n'a pas cessé : il s'élèvera encore d'après les prévisions dans l'exercice 1912 à 1.030.000 marks et au lieu d'encaisser entre 1903 et 1909 des recettes nettes de 5.900.000 mks, il a fallu verser 13.965.000 marks. Même erreur à Bergmannsglück dont le gisement est pourtant plus riche et plus facile. On devait dépenser 8.170.000 marks de 1903 à 1909 : on en a dépensé le double (15.889.244). Ainsi de suite. Bref, intérêts compris, la mise de fonds du programme de 1902 devait être au 1^{er} avril 1915 de 81.663.540 marks, elle sera au minimum de 138 millions (1). Calculé à raison de un mark par tonne, le bénéfice devait représenter un revenu de 4,90 0/0 ; il tombe à 2,9 0/0 alors que le taux du dernier emprunt d'Etat en Prusse fut de 3,92 0/0 !

Sans doute l'expérience a servi. Les crédits de 1908 sont plus larges et leur emploi ne réserve pas les mêmes surprises. La pénétration de l'industrie fiscale en Westphalie n'en reste pas moins une opération coûteuse qui malgré l'appoint des fonds d'emprunt a fait ces dernières années de larges brèches dans le produit net budgétaire.

Cet affaiblissement n'est que provisoire. Equipées et

(1) Jüngst. Die Rentabilität der westfälischen Staatszechen. Essen 1911. Cette étude examine de façon très complète les dépassements de crédits et le rendement probable des exploitations fiscales westphaliennes.

reconnues, les nouvelles fosses ne seront pas peut-être profitables au Trésor public ; mais elles cesseront de lui être une charge (1) La situation des houillères de Silésie et de la Sarre inspire des inquiétudes plus prolongées. De 1900 à 1909 le bénéfice des premières a décréu de 50 0/0 ; celui des secondes est le quart aujourd'hui de ce qu'il était il y a dix ans quand la production était inférieure de 2 millions de tonnes. Par leur ancienneté, leur richesse et leur importance, ces deux bassins ont toujours formé le noyau de l'industrie minière fiscale. Ils suffisaient à assurer sa prospérité passée. Leur décadence n'est-elle qu'apparente ? Quels en sont l'origine et les remèdes ?

Le Parlement s'est ému de la médiocrité croissante des résultats révélés par le budget qu'il vote et les comptes qu'il examine. En 1910 la commission du budget a nommé une sous-commission chargée de « rechercher le moyen d'améliorer le rendement des mines fiscales sans porter atteinte aux devoirs sociaux et économiques qui leur incombent ». Déposé le 15 mars 1911 avec de nombreuses annexes, le rapport fut discuté par la commission du budget puis au Landtag en séance plénière le 20 mai 1911. Cette enquête a donné des précisions intéressantes.

La diminution constatée des bénéfices peut provenir des recettes ou des dépenses. Les recettes ne sont pas en cause. Nous avons montré que l'État se règle sur les cours de l'industrie privée et les majore quand il en a la liberté ; leur moyenne est depuis 1900 supérieure à celle

(1) La fosse Bergmannsglück a cessé, depuis 1910, d'être en déficit ; elle a donné pour cet exercice un bénéfice de 400.000 marks.

de la décade précédente. La marge entre le prix de revient et le prix de vente reste même plus grande dans la Sarre que dans les mines concédées de Westphalie. De 1900 à 1909 le bénéfice d'exploitation par tonne a été de 1 mark ; en 1909 — l'année la plus mauvaise — il atteignait 1 mk. 18, alors que les chiffres comparables du bassin de la Ruhr étaient de 1 mk. 19 et de 0 mk. 99. Et pourtant il est reconnu que l'importance des installations du jour et du fond, la valeur des terrains et par suite le capital engagé par tonne (1) sont moindres à Sarrebrück qu'en Westphalie.

Pour défendre sa gestion le gouvernement observe que la crise n'épargne personne. Ce n'est pas seulement dans les exploitations d'Etat que le produit net a baissé : les compagnies privées ont elles aussi réduit leur dividende. Au cours des trois dernières années les distributions de la société « Harpen » en Westphalie ont été de 11, 8 et 7 0/0, celles de « Hibernia » de 14, 10 et 8 0/0, celles de « Consolidation » de 28, 23 et 20 0/0 ; les exemples abondent. Mais si l'accroissement général des impôts et des charges sociales a certainement contribué à cette diminution, elle s'explique surtout par la situation défavorable et provisoire que nous avons exposée des houillères « privées » dans le syndicat d'Essen ; l'Etat n'a pas à souffrir de cette disgrâce.

L'argument manque donc de portée. Il est plus justifié d'invoquer l'importance exceptionnelle des travaux de premier établissement depuis 1900. Jamais auparavant un effort si continu et si intense n'avait été consa-

(1) Jüngst l'évalue dans l'étude précitée à 8 ou 10 marks contre 17 mk. 5 en Westphalie. Ces chiffres ont été discutés par le docteur Herbig et maintenus par Jüngst (Glückauf, 1914, p. 1975).

cré aux progrès de l'outillage et à l'extension des fosses. Les budgets actuels ne paieraient-ils pas à la fois l'imprévoyance passée et les revenus à venir d'une production fortement accrue ? En Silésie et dans la Sarre le produit net supporte tout le poids des immobilisations comprises au chapitre « Constructions neuves et agrandissements ». Il est légitime d'en ajouter le montant aux chiffres déjà donnés, pour calculer le bénéfice réel d'exploitation.

C'est ce que figure le tableau suivant.

ANNÉES	BASSIN DE HAUTE-SILÉSIE				BASSIN DE LA SARRÉ			
	Produit net comptable	Dépenses d'établissement	Total	Bénéfice d'exploitation par tonne	Produit net comptable	Dépenses d'établissement	Total	Bénéfice d'exploitation par tonne
	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks
1900.	13.422.280	1.209.700	14.331.980	2,71	25.436.527	1.419.800	26.856.327	2,86
1901.	14.267.996	2.450.700	16.718.696	3,25	21.987.739	1.565.000	26.552.739	2,86
1902.	12.125.099	1.605.900	13.730.999	2,63	19.020.264	1.765.200	20.785.464	2,15
1903.	8.147.799	2.260.100	10.407.899	2,04	14.682.111	2.183.400	16.865.511	1,66
1904.	6.990.598	4.292.600	11.283.198	2,10	16.877.572	2.965.900	19.843.772	1,89
1905.	7.452.909	5.992.300	13.445.209	2,43	16.979.712	3.366.000	20.345.712	1,89
1906.	7.458.941	5.434.500	12.893.441	2,21	14.412.222	3.824.100	20.236.322	1,85
1907.	6.719.693	6.019.300	12.738.993	2,17	8.472.664	6.312.000	14.784.666	1,37
1908.	7.751.296	7.531.600	15.282.896	2,60	12.918.771	6.552.000	19.480.771	1,77
1909.	7.548.402	6.131.500	13.679.902	2,27	6.497.273	6.451.200	12.948.473	1,18

Ainsi redressée la situation des fosses silésiennes paraît sous un jour meilleur. L'application du remblayage hydraulique, l'ouverture de deux fosses nouvelles ont grossi les dépenses sans que le bénéfice d'exploitation ait sensiblement varié. En revanche dans les mines de la Sarre la part plus large faite aux travaux d'établissement ne suffit pas à rendre compte de l'accroissement du prix de revient (1).

Il est intéressant d'en examiner les principaux éléments.

Années	DÉPENSES PAR TONNE						Prix moyen de vente
	Salaires	Matériaux	Assurances sociales et assistance	Impôts	Travaux d'établissement	Prix de revient global	
	mks	mks	mks	mks	mks	mks	mks
1900..	4,72	1,65	0,44	0,12	0,14	7,94	10,70
1901..	4,87	1,65	0,51	0,15	0,24	8,34	11,03
1902..	4,81	1,50	0,53	0,18	0,20	8,22	10,22
1903..	4,87	1,58	0,52	0,18	0,23	8,47	9,95
1904..	4,91	1,59	0,51	0,15	0,29	8,58	10,19
1905..	4,97	1,61	0,53	0,15	0,23	8,52	10,11
1906..	5,25	1,73	0,55	0,16	0,33	9,07	10,43
1907..	5,62	1,99	0,65	0,18	0,54	10,06	10,85
1908..	5,9	1,93	0,67	0,17	0,59	9,94	11,15
1909..	5,52	2,11	0,74	0,19	0,63	10,39	10,98

(1) En 1910 le produit net des mines fiscales de Haute Silésie a été de 9.777.267 marks; celui des mines de la Sarre s'est élevé à 9.698.061 marks. Mais les dépenses d'établissement avaient été diminuées, par rapport à l'exercice précédent, de 1,4 millions de marks dans le premier bassin et 3 millions dans le second.

On voit la progression des dépenses sociales et des impôts. Les assurances légales et les œuvres d'assistance coûtaient par ouvrier et par an 42 marks 44 en 1877, 155 marks en 1909 ; par tonne 0 mark 21 et 0 mark 74.

On sait d'autre part que la loi « Miquel » du 14 juillet 1893, en supprimant la redevance sur le produit brut, a remis aux communes les taxes foncières, immobilières et la patente. Les mines doivent en outre à l'Etat l'impôt sur le revenu, aux communes une taxe additionnelle très supérieure au principal (1). Enfin par endroit les familles seigneuriales dépossédées des droits régaliens perçoivent une redevance sur l'extraction brute. Le cas est surtout fréquent dans le nord du bassin de la Ruhr. Ainsi les mines fiscales de Gladbeck et Bergmannsglück ont versé au duc d'Arenberg en 1909 133.332 marks (2).

Les mines de la Sarre ne sont pas grevées de cette dernière hypothèque. Elles ne payent pas à l'Etat l'impôt sur le revenu mais sont soumises à toutes les autres contributions. Le chiffre ne cesse pas de s'en accroître : il est passé de 7 pfennigs à la tonne en 1895 à 19 en 1909 : la patente seule s'est élevée de 207.675 à 948.157 marks. Ce sont de lourdes charges : mais elles pèsent bien plus encore sur les mines concédées. Les impôts qui incombent aux houillères de Westphalie sont supérieurs de 50

(1) V. dans les Annales des Mines (1894, t. V., p. 555), un article de M. Ichon sur la réforme de 1893 et une brochure récente du docteur Jüngst « die öffentlichen Lasten des Ruhrbergbaus » (Essen, 1911).

(2) Depuis 1860 les ducs d'Arenberg ont perçu en redevances sur les houillères fiscales ou privées 13 millions de marks. Quand le bassin du nord de la Westphalie sera pleinement développé, ils toucheront 2 millions 1/2 par an.

à 75 0/0 à ceux supportés par les mines fiscales de la Sarre ; les dépenses sociales ne sont pas moindres ; on calculait récemment que l'ensemble de ces sujétions représentait en 1909 82,19 0/0 du dividende distribué (1). Il faut la richesse des gisements et de l'industrie allemande pour résister à une pareille oppression !

Deux points ont surpris la commission parlementaire : la part croissante des matériaux et celle de la main-d'œuvre dans le prix de revient.

L'augmentation de 60 pfennigs par tonne sur les matériaux en dix ans paraît anormale dans les mines de la Sarre alors qu'une des plus grandes sociétés de la Ruhr dépensait 1 mark 24 en 1900 et 1 mark 50 en 1909 pour le même objet ; soit un écart de 26 pfennigs. A cette objection le gouvernement oppose le renforcement exceptionnel du boisage qui suivit la catastrophe de Reden et l'inexactitude de ces rapprochements dû à la différence des procédés comptables. Dans ce débat il serait imprudent de se prononcer : la commission reste convaincue que des économies seraient possibles.

La seconde question est plus grave. Le salaire par tonne qui s'est accru de 80 pfennigs est lié au salaire par poste dont le taux moyen ne s'est élevé depuis 1900 que de 40 pfennigs. Il y a donc diminution du rendement qui dans l'industrie minière est le ressort essentiel d'une exploitation profitable.

(1) V. Rapport de la Commission d'enquête parlementaire 1910, 307-B, p. 25 et les statistiques réunies dans la brochure précitée de Jüngst. L'impôt d'Etat sur le revenu, que paient seules les sociétés privées, n'est que de 4 pfennigs environ par tonne, mais il vient d'être augmenté de 50 0/0 par la loi du 26 mai 1909.

En 1910 le gouvernement a cessé de publier les statistiques de rendement des mines fiscales et privées que des tableaux annuels avaient jusque-là résumées. Rien n'est assurément trompeur comme ces comparaisons. Considère-t-on la production par unité du personnel total? La proportion des ouvriers du jour est de 22,5 0/0 en Westphalie et 17,6 0/0 à Sarrebrück. S'en tient-on aux ouvriers du fond? Même divergence : 34,2 0/0 d'entre eux dans le bassin de la Sarre, 27,9 0/0 dans celui de la Ruhr sont employés à des travaux d'entretien ou de préparation qui ne peuvent grossir le tonnage extrait, et la définition de ces travaux est loin d'être uniforme. Il est également délicat de mettre en parallèle des gisements très distincts comme ceux de la Sarre et de la Ruhr. Le premier présente des veines plus régulières et moins profondes, des terrains moins pesants et l'on n'y connaît pas le danger des eaux. Le second bénéficie d'un charbon plus propre et moins dur à l'abatage, d'un faisceau plus dense et le grisou y est moins abondant. Comment conclure que l'exploitation doit être ici ou là plus rémunératrice (1)?

En 1900, la production par poste et par ouvrier du personnel total était à Sarrebrück de 795 kilos : elle est tombée à 745 kilos. En Westphalie elle était de 851 kilos; elle atteint maintenant 833 kilos. Par ouvrier du fond elle n'est plus que de 908 kilos à Sarrebrück contre

(1) La commission estime, sur la foi d'avis autorisés, que le gisement des mines de la Sarre est dans l'ensemble plus favorable que celui de Westphalie. L'administration le conteste. Les conditions sont si variables d'une partie à l'autre du même bassin qu'il est bien difficile de porter un jugement moyen.

1.101 kilos en Westphalie (1). Même atténuées des réserves qu'il était juste d'indiquer, ces différences et cette diminution paraissent le symptôme d'une activité médiocre et ralentie qui expliquerait l'affaiblissement du produit net. La commission l'a pensé et en accuse la politique sociale des mines de la Sarre et l'organisation du personnel surveillant et dirigeant.

L'égalité relative des salaires, leur régularité indifférente à la situation économique, la timidité dans les sanctions et les renvois, le relâchement de l'autorité par l'ingérence parlementaire sont les caractères reconnus ou les abus avoués de l'emploi de la main d'œuvre dans le bassin de la Sarre (2). S'ils répondent à des conceptions faciles à défendre du point de vue social, s'ils se justifient par des nécessités politiques ou par les conditions de recrutement, ils ne peuvent donner l'encouragement aux fortes productions que l'ouvrier trouve dans l'attrait des hautes payes, la sécurité de la discipline et un salaire mesuré à la valeur de son travail. Le bassin le plus frappé par la crise est le seul où l'Etat ait complètement développé sa politique sociale (3).

Le mal est aggravé par l'appui insuffisant qu'il faut attendre des surveillants et porions. Il y a vingt ans on a fait d'eux des fonctionnaires ; et cette transformation

(1) Cette diminution du rendement commune à tous les pays est due en partie aux exigences du commerce qui consomme de plus en plus des produits lavés. La proportion du tonnage net au tonnage abattu se trouve ainsi diminuée. Ces déchets sont très sensibles dans les bassins de la Sarre dont les charbons sont impurs.

(2) Voir chapitre VI, p. 158.

(3) Elle ne s'est pleinement affirmée dans ce bassin que depuis une quinzaine d'années.

fut une erreur. Le gouvernement en convient : « Le résultat espéré, a-t-il déclaré, n'est pas atteint. L'industrie privée a un avantage marqué sur l'industrie d'Etat : les employés y sont tenus par la crainte d'être congédiés ; un système complet de primes les excite à une exploitation économique et habile.... Quand chez nous les bons agents voient qu'un service médiocre n'empêche pas le traitement de s'élever tranquillement, quand ils comprennent que le zèle et le succès de leurs efforts ne leur vaudrait rien de plus que l'indolence, leur ardeur tend naturellement à se ralentir (1). » Mais le remède est malaisé. Revenir au passé ? S'attacher ce personnel, comme celui des mineurs, par des contrats instables et résiliables en tout temps ? La commission l'aurait voulu ; mais il n'y faut guère songer. Les porions forment un syndicat nombreux et puissant : ils disposent d'influences politiques et mènent déjà campagne contre une réforme qui menacerait la sécurité et les avantages de leurs statuts. On parle d'instituer des allocations proportionnées à leurs services : mais il y a de grandes difficultés à arrêter des règles de partage à la fois favorables à l'entretien de la mine et conformes à l'équité (2) ; elles sont à l'étude.

Le nombre des ingénieurs et directeurs des mines fiscales a été également critiqué. Il est de fait plus élevé que dans les mines concédées : ce qui tient en partie à l'abondance des écritures et à un formalisme exagéré. Il est

(1) Documents annexes à l'enquête de la commission parlementaire 307. C. p. 29.

(2) Les primes à la production sont funestes à la fois à la sécurité et à l'économie. Les primes au prix de revient sont plus rationnelles ; mais le gouvernement les rejette dans la crainte de ne pouvoir les adapter aux conditions différentes de chaque quartier.

Je crai que la différence des traitements compense dans les frais généraux les charges qui en résultent. Quant à la valeur technique de ce personnel elle n'est pas en cause ; mais on se plaint de sa mobilité. Trop fréquentes sont les mutations entraînées par des raisons de convenance individuelle, par les échanges entre les postes de contrôle et de gestion et surtout par les congés et les démissions dus à une émigration constante vers les situations offertes dans l'industrie privée. Sur quatre-vingt-deux directeurs qui ont passé dans le bassin de Sarrebrück cinquante-sept sont restés moins de sept ans à la tête de leur établissement, vingt-six moins de trois ans. Les effets sont déplorables. Il faut longtemps pour connaître le gisement et les ressources d'une fosse importante ; à peine un directeur pourrait-il en améliorer le rendement qu'il la quitte. Il est forcé de s'en remettre au personnel subalterne, qui a la routine, ou de sacrifier au prestige de son administration momentanée les règles d'une exploitation rationnelle et prévoyante.

Pour donner à ces ingénieurs une fixité nécessaire le moyen le plus sûr serait de mieux mesurer leurs appointements aux responsabilités dont ils sont chargés. Mais la solidarité qu'un statut unique établit entre les fonctionnaires de tout ordre s'oppose à ce relèvement sous peine de très lourds sacrifices. Le gouvernement s'y refuse ; il a promis de modestes gratifications ; elles ne seront sans doute qu'un palliatif médiocre.

Des causes particulières de faiblesse ont encore influé dans les dernières années sur le produit des mines fiscales : la limitation intempestive des exportations, une réforme des tarifs qui a élevé le prix du transport des

houilles vers l'est de la France et l'Italie, les progrès de la concurrence dans le sud de l'Allemagne favorisés par les travaux du Rhin, parfois enfin des services onéreux rendus aux populations des régions minières ou la crainte de léser les intérêts privés (1).

Les houillères de Westphalie peuvent invoquer aux dépassements de crédits, dont elles sont l'occasion, d'autres excuses. Là aussi, comme à Sarrebrück, les matériaux semblent coûter par tonne un prix excessif. Mais les terrains tourmentés de la mine Gladbeck sont exceptionnellement lourds et le boisage y présente des difficultés inattendues. L'inondation de la fosse Waltrop est un désastre qui fait partie des risques de l'industrie minière et montre son aléa. Surtout il faut reconnaître que les calculs de 1902 avaient été établis avec une dangereuse parcimonie et que le prix de 7 marks 5, escompté comme frais d'établissement par tonne, était dès cette époque et pour le bassin tout à fait insuffisant (2).

Dans l'ensemble, le Parlement a suivi les conclusions de la commission d'enquête que le comité du budget

(1) Les mines fiscales approvisionnent d'eau en Silésie les villages et les villes avoisinant les fosses et assurent ce service public pour un prix très modique. D'autre part dans le bassin de Sarrebrück les mines ont renoncé, pour ménager l'industrie locale, à fabriquer elles-mêmes leurs briques malgré l'avantage qu'elles y auraient trouvé.

(2) Non compris le prix des concessions.

Dans le bassin du Pas-de-Calais en France on estime aujourd'hui de 30 à 40 francs le capital nécessaire par tonne à extraire annuellement. Le chiffre de 29 marks auquel l'Etat arrivera pour l'ensemble des sept fosses, n'a donc rien de surprenant. Il paraît toutefois très supérieur aux chiffres correspondants du bassin westphalien.

avait lui-même discutées et approuvées (1). Il a décidé l'étude des réformes qu'elle demandait et la majorité a

(1) L'ordre du jour voté par la Chambre le 22 mai 1911 est ainsi conçu : « Il est demandé au gouvernement :

1^o De remédier aux défauts relevés par la sous-commission dans l'organisation des employés supérieurs, des employés subalternes et de la main-d'œuvre. Surtout il aura à examiner si la politique sociale suivie dans le bassin de la Sarre doit être maintenue non seulement dans l'intérêt de la prospérité des mines fiscales, mais dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes.

2^o D'obtenir une gestion plus économique par la diminution des éléments essentiels du prix de revient, comme les matériaux, et le relèvement du rendement moyen.

3^o De pratiquer dans les prix de vente une politique stable adaptée aux circonstances et de mettre en vigueur des tarifs réglés sur les conditions de concurrence de l'industrie minière prussienne.

A cet effet le gouvernement voudra bien étudier si et à quelles conditions, sans porter atteinte aux intérêts de la communauté il peut être question d'une entente avec l'industrie privée, principalement par l'entrée des mines fiscales dans le syndicat rhéno-westphalien et si la mise en vigueur de tarifs appropriés ne favoriserait pas les débouchés de l'industrie houillère allemande dans des domaines importants où la concurrence est active.

« Le résultat de ces études devra être communiqué à la Chambre des représentants.

« En outre le gouvernement devra apporter ses soins à une présentation plus claire du budget en recettes et en dépenses, à la production annuelle et régulière de statistiques détaillées sur la situation et les résultats d'exploitation de chaque établissement avec l'indication des principaux facteurs qui ont influé sur le prix de revient à la tonne et à des règles précises sur les dépenses à porter au compte de l'ordinaire, de l'extraordinaire et des emprunts.

« Enfin il est invité à établir le capital engagé dans l'exploitation fiscale en y comprenant la valeur estimée des puits eux-mêmes et travaux d'approche du gisement (Grubengebäude) ainsi que celles des concessions en activité dont l'Etat s'est trouvé possesseur sans mise

condamné en principe la politique pratiquée dans les mines de la Sarre à l'égard de la main-d'œuvre. Elle l'estime néfaste au rendement et en conteste même les bienfaits sociaux. Triomphera-t-elle de ces attaques? Le gouvernement se réserve et les traditions sont aujourd'hui si fortes qu'il paraît difficile de les briser.

Les Allemands donnent aujourd'hui aux mines fiscales le surnom familier de « Schmerzenskind ». (L'enfant qui a mal tourné). Ils en comparent avec amertume les finances médiocres à la prospérité grandissante des chemins de fer nationalisés qui ont donné en 1910 un bénéfice net de 281,5 millions de marks (1). La fortune opposée de ces deux industries s'explique aisément. Les chemins de fer ont un monopole ; ils sont maîtres de leurs tarifs qui sont élevés ; la naissance récente de la Prusse à une vie commerciale intense, les progrès continus et rapides du trafic assurent leur richesse malgré une exploitation onéreuse dont le coefficient est très supérieur à celui des chemins de fer français concédés. Les mines fiscales n'ont pas de monopole : elles doivent transiger ou lutter avec la concurrence privée chaque année plus âpre ; enfin les amples variations du marché, la dispersion des bassins, la variété de leurs conditions économiques se prêtent moins facilement que l'organisation uniforme et régulière des transports aux

de fonds, en vertu du Bergregal, à la suite d'un agrandissement du territoire ou par une concession donnée à lui-même. »

On sait que le gouvernement refusa de déférer au dernier des vœux exprimés ci-dessus.

(1) Déduction faite des prélèvements pour le service de la dette des chemins de fer et pour les travaux neufs. Le produit net d'exploitation a été en 1910 de 710,7 millions.

méthodes rigides et un peu lentes que l'Etat ne saurait éviter dans ses gestions.

Dans l'équilibre budgétaire les mines fiscales sont loin de peser autant que les chemins de fer. Sans doute la décroissance de leurs bénéfices a malgré le secours des emprunts supprimé depuis 1900 dans les recettes un contingent annuel d'une vingtaine de millions. Si gros que soit ce chiffre, il atteint peu un budget de 3 milliards et demi (1). Aussi le gouvernement a-t-il jusque là refusé de constituer dans les mines comme dans les chemins de fer un fond de réserve qui compenserait les bonnes et les mauvaises années : il craint la multiplicité de ces comptes spéciaux contraires à une saine politique financière ; il estime que la diversité des exploitations doit atténuer les variations totales de leurs produits. Enfin il croit à un avenir meilleur.

Que vaut cette espérance ? Des causes qui ont déterminé la crise, certaines sont assurément passagères. Depuis 1900 en dix ans 126 millions ont été appliqués aux travaux de premier établissement. Tout a contribué à réunir et imposer ces sacrifices : l'insuffisance des installations vieilles du Harz, de Silésie et de la Sarre, la rapidité des progrès techniques qui ont transformé les moyens d'extraction, enfin la politique poursuivie dans le bassin de la Ruhr. Cet effort pourra maintenant se ralentir et porter ses fruits ; mais il ne saurait s'arrêter. L'industrie minière doit aujourd'hui chercher dans un perpétuel perfectionnement de son outillage un remède aux charges croissantes de la main-d'œuvre. Si les débuts des fosses fiscales de Westphalie

(1) Les dépenses des chemins de fer représentent les deux cinquièmes de ce chiffre.

(2) Non compris les fonds d'emprunt.

ont été laborieux, leur richesse demeure incertaine (1) et leur valeur est liée à la place que l'Etat aura dans le syndicat renouvelé. Enfin les dépenses de salaires et d'assurances sociales sont appelées à s'accroître encore et il serait illusoire d'escompter une amélioration prochaine du rendement. Dès lors si parler de faillite serait inexact autant qu'injuste, si même un relèvement du produit net paraît assuré, il est douteux qu'il ramène la prospérité passée et des bénéfices en rapport avec ceux qu'exige et qu'obtient l'industrie privée.

(1) Le docteur Jüngst dans l'étude précitée, doute de l'avenir des fosses fiscales de Westphalie. D'après les statistiques qu'il a réunies, le capital par tonne dans les mines privées de Westphalie est de 17 marks 33 et la moyenne des dividendes par tonne ne serait que de 1 mark 33. Pour un capital de 29 marks engagé dans les exploitations fiscales, le même bénéfice représenterait un intérêt de 3,92 0/0 bien faible pour une industrie aussi aléatoire que celle des mines

CHAPITRE IX

CONCLUSION

Les pays que tente l'exploitation des mines par l'Etat, peuvent trouver quelques enseignements dans l'expérience prussienne. Mais elle ne doit pas être détachée des conditions juridiques, économiques et politiques qui expliquent son origine et ses résultats.

Dans le domaine fiscal prussien il y a deux parts. La plus importante vient du passé. L'évolution des anciennes coutumes, la mainmise seigneuriale sur des entreprises d'abord autonomes, l'élan donné par Frédéric II aux industries nationales, les annexions territoriales avaient réuni dès le milieu du siècle dernier dans le patrimoine de l'Etat prussien des mines très diverses en pleine prospérité. Cet héritage lui a longtemps suffi. Il ne s'en contente plus aujourd'hui et sa politique se transforme. Du « Bergregal » qui attribue au prince un privilège sur les substances minérales et de la « Bergbaufreiheit » qui reconnaît à l'inventeur la propriété de la concession et la liberté de l'exploitation, de ces deux principes opposés qui ont tour à tour dominé l'histoire du droit allemand, le premier renaît après une longue défaite consacrée par

le Code de 1865. Par des campagnes de sondages, des achats ou des tentatives d'achat, par des réserves instituées légalement en sa faveur, par l'incertitude même où il laisse l'industrie privée sur le caractère des concessions futures, l'Etat a manifesté l'ambition d'étendre son activité économique : et déjà ses pouvoirs sur le marché dépassent sa participation effective par le rôle qu'il tient ou revendique dans l'organisation des syndicats.

Mais il ne faudrait pas dénaturer la portée et les motifs de cette réaction. Jamais le gouvernement n'a songé à racheter de force les mines concédées ; jamais il n'a menacé d'abroger ou diminuer les droits acquis des entreprises auxquelles la réforme de 1865 avait donné l'essor. C'est par une proposition amiable qu'il voulut absorber « Hibernia » ; repoussé il n'a pas demandé à une loi ce que l'entente n'avait pu faire. La prépondérance croissante de la région westphalienne a transformé depuis quelques années la carte de l'industrie allemande ; des découvertes successives ont reculé les limites du gisement ; et dans ce bassin l'Etat n'avait aucune place. S'il a cru nécessaire d'y prendre position, c'était uniquement pour répondre à un mouvement de concentration industrielle qui paraissait de nature à instituer un régime de monopole et compromettre l'intérêt public.

Tout est différent en France. Elle n'a pas dans son passé les traditions juridiques que l'Allemagne doit à l'exploitation active dès le moyen-âge d'un sol beaucoup plus riche. A défaut du domaine dont la Prusse moderne s'est trouvée dotée, l'Etat devrait en France, pour posséder des mines, racheter ou ne plus concéder. Les lois françaises n'ont pas plus prévu que les lois allemandes le régime de ces expropriations et le principe en fût-il admis

que le prix serait fort onéreux : l'affaire de Hibernia montre les conditions d'un pareil marché. Quant à l'espoir de gisements encore vierges, il ne faut point se leurrer : si la houille existe en Meurthe-et-Moselle, nul ne saurait dire ce qu'il coûtera de l'atteindre et l'avenir y est infiniment plus douteux que dans le nord de la Westphalie où le fisc prussien vient de s'établir. Les mines métalliques paraissent plus riches et plus faciles à retenir. Mais comment invoquer l'exemple de la Prusse ? Elle se résigne avec peine aux charges que le passé lui a léguées dans le Harz ou le Nassau ; l'aléa de nouvelles entreprises de ce genre ne l'attire pas et les mines métalliques sont les seules pour lesquelles elle ait maintenu sans restriction dans la loi de 1907 la liberté des recherches et les droits absolus de l'inventeur. Enfin les laborieux débuts des fosses westphaliennes témoignent des sommes énormes qu'exige l'armement moderne d'un siège d'extraction et du danger des prévisions insuffisantes ; la leçon ne pourrait-elle servir en France où maintes industries d'Etat ont déjà été victimes du même optimisme ?

Au reste la France ne connaît pas les menaces que la Prusse a voulu combattre : elle n'est pour la houille tributaire ni des cartells ni des trusts. Assurément personne n'ignore l'entente qui unit les producteurs de nos bassins. Ils concertent des prix réglés par zone suivant la situation du marché et la poussée des charbons étrangers. Mais dans ces limites la vente est libre et chaque mine a son indépendance. Modestes par le chiffre même du tonnage en cause, ces accords ont fait leur preuve et souvent atténué les crises ; ils ne sauraient être comparés aux formidables organismes qui grouperont demain en

Westphalie sous l'influence ~~maîtresse~~ de quelques sociétés ou de quelques hommes une production de cent millions de tonnes.

De telles puissances économiques peuvent inquiéter. Pourtant on a vu que le syndicat d'Essen, sagement dirigé, fut toujours modéré : l'apparition des mines nouvelles, le nombre des dissidents qui se reforment sans cesse, empêchaient l'unité complète et une action despotique. Il serait prématuré de dire que l'intervention de l'Etat prussien fut utile et efficace ; c'est à peine si ses projets se réalisent et si l'avenir se dessine. L'espoir est abandonné d'opposer les mines fiscales de la Ruhr aux mines syndiquées ; malgré un coûteux développement leur extraction compte si peu qu'une guerre de concurrence aurait vite provoqué leur ruine. Pour sauver sa mise l'Etat entrera tôt au tard dans les alliances qu'il voulait combattre ; il y tiendra le rôle délicat et contradictoire de producteur et d'avocat des consommateurs ; il risque de devenir pour la houille, comme il l'est déjà pour la potasse, l'arbitre des prix et du marché et cependant il couvrira de son ombre tutélaire ces syndicats qui groupent toutes ~~les forces~~ capitalistes de l'industrie privée. Cette association et cette ~~politique~~ politique seraient-elles admises en France ?

Dans l'ensemble il ne paraît pas que la Prusse se félicite de l'œuvre des mines fiscales. Elles vendent aussi cher que les mines concédées et plus cher quand elles sont libres ; leurs progrès sont lents et elles se sont montrées impuissantes dans le bassin de la Sarre à suivre les variations des demandes ; leurs bénéfices enfin diminuent à mesure qu'elles s'accroissent et les salaires ne dépassent pas la moyenne générale. Les raisons de cet insuccès

ont été analysées : elles permettent de juger combien il est difficile de concilier les gestions d'Etat avec l'élasticité nécessaire aux entreprises minières ; elles montrent aussi l'écueil des questions sociales. Pour favoriser dans le bassin de Sarrebrück le personnel par un régime dont il ne s'estime pas satisfait, l'administration prussienne s'est vu reprocher de sacrifier ses devoirs commerciaux et de compromettre les finances dont elle a la charge : « Il ne faut pas — disait récemment le rapporteur de la commission d'enquête — que les mines fiscales soient un établissement de bienfaisance pour les ouvriers, une maison de cure pour les fonctionnaires. Le gouvernement a pour tâche d'exploiter les ressources minérales dans l'intérêt commun et non dans l'intérêt de ceux qui y sont employés. » Si des innovations sociales — pourtant bien timides — ont légitimé ces observations, si la politique a exercé une influence fâcheuse et reconnue en Prusse où les pouvoirs constitutionnels et le recrutement électoral du Parlement s'opposent aux surenchères démagogiques, qu'advient-il dans des pays voisins qui n'ont pas les mêmes moyens ni la même volonté de résistance ? Et si en France les questions ouvrières affaiblissent trop souvent les exploitations d'Etat, quelles conséquences y aurait l'exercice d'une industrie qui est de toutes celle où la main-d'œuvre a la plus grande part dans le prix de revient ?

La Prusse y était fortement préparée par ses traditions héréditaires, la valeur technique de son personnel, son esprit de discipline, ses méthodes réalistes et l'expérience

(1) Rapport de la Commission d'enquête parlementaire 1910, 307-B, p. 16 et Landtag C. Rend. Sten., 22 mai 1911.

acquise dans d'autres monopoles. Il serait injuste de dire qu'elle y a échoué. Mais la valeur des résultats obtenus ne répond pas à l'ampleur de l'effort et l'on ne saurait y trouver un encouragement en faveur de l'exploitation des mines par l'Etat.

Vu : Le Doyen,

P. CAUWES.

Vu : Le Président de la Thèse,

BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	.

CHAPITRE PREMIER

<i>Consistance du domaine minier de l'Etat prussien. — Usines métallurgiques</i>	4
--	---

CHAPITRE II

<i>Les origines du domaine minier de l'Etat prussien.</i>	
Evolution du droit minier allemand. — Mines du Harz. — Mines de Silésie. — Mines de la Sarre. — Mines d'ambre	11

CHAPITRE III

<i>Les mines fiscales de Westphalie. — Les réformes récentes de la législation prussienne et les rapports de l'Etat avec le syndicat rhéno-westphalien.</i>	
Formation du syndicat rhéno-westphalien. — L'acquisition de mines par le fisc en Westphalie. — La tentative de rachat de Hibernia. — Les réformes de la loi du 24 juin 1865 ; la loi Gamp ; la loi du 18 juin 1907 ; la loi du 10 mai 1908. — Le renouvellement du syndicat et l'adhésion des mines d'Etat.....	49

CHAPITRE IV

<i>L'intervention du gouvernement prussien et impérial dans l'industrie des sels de potasse.....</i>	107
--	-----

CHAPITRE V

<i>L'organisation administrative des mines de l'Etat prussien.....</i>	133
--	-----

CHAPITRE VI

<i>La politique sociale des mines de l'Etat prussien.....</i>	147
---	-----

CHAPITRE VII

<i>La politique commerciale des mines de l'Etat prussien.....</i>	177
---	-----

CHAPITRE VIII

<i>Les résultats financiers de l'exploitation des mines fiscales.</i>	199
---	-----

CHAPITRE IX

<i>Conclusion.....</i>	235
------------------------	-----

